

**Hausse de 2%
des prix agricoles
européens
pour 1978-1979**
propose la Commission
de Bruxelles
LIRE PAGE 47

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,60 F

Algérie, 1,30 F; Maroc, 1,50 F; Tunisie, 1,30 F; Allemagne, 1 DM; Belgique, 11 sch.; Espagne, 13 pes.; France, 5 F; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce, 20 dr.; Iran, 45 rls; Italie, 350 L; Liban, 175 p.; Luxembourg, 12 fr.; Norvège, 3 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 17 esc.; Suède, 2,50 kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 n. din. Tarif des abonnements page 44
S. RUE DES ITALIENS
75002 PARIS - CROISSANT 43
C.C.P. 6204-23 Paris
Tél. : 246-72-23

LA GAUCHE ET LE POUVOIR DANS L'EUROPE DU SUD

PORTUGAL

Le cabinet Soares est renversé

LAUFRAGE ?

signé en juillet 1976 par le dent Eanes, M. Mario Soares a tenu « plus de seize mois » l'exploit n'est pas mince. Le secrétaire général du parti libéral s'était vu confier un mandat de confiance par les députés de la révolution échoué par une décolonisation indispensable, mais souvent dans les pires conditions ; les quasiment coupés en deux le prolétariat de Lisbonne et l'Alentejo, crispé sur les séquelles de la révolution des « 25 », et les foudres du Nord où les salarissimes n'ont laissé que de mauvais souvenirs. Il fallait gouverner une déstabilisée, succédant par l'autoritarisme fasciste à l'anarchie révolutionnaire, apportant de relancer une unité languissante, que la de colonies prospères, transformations structurelles ément opérées par le général Gonçalves et la méfiance Occident, précipitaient vers l'écroulement.

Il mener l'affaire à bon M. Soares ne disposait pas savoir de haute mer. Certes, était le premier parti du avec près de 35 % des voix, également réparties entre d et le Sud, la ville et la me, le continent et les la. Il disposait de son personnel. Cependant, il avait promis durant l'Espagne pour les élections l'ivres de 1976, il avait formé gouvernement socialiste agène, mais celui-ci était laire à l'Assemblée de la gène.

discussions au sein du valent encore réduit cette allementaire : cinq députés t récemment fait sécession. Soares a été constamment t, par sa faiblesse même, vover entre les ennemis : à le, un Centre démocratique t et un parti social-démol'abord attentistes, puis de plus tentées de « forcer le », c'est-à-dire de provoquer l'ion d'un gouvernement de n, tenant le seul P.C. à à gauche, des commu- t compte fait plus redants pour le premier t et qui n'en ont pas moins nuser toutes leurs propo- de « gouvernement de ».

ares a-t-il tenu, comme il promit, un « cap socia- gne distance de la « res- n capitaliste » et du « col- le marxiste » soucieux ut de gommer les « excès » colation d'avril ? Force est ater que les gages qu'il a ner à la droite — et, bitions pas, à l'Occident te, actuellement repré- Lisbonne par une mission la monétaire internationale importante ; la rectifica- la réforme agraire a cer- ut été au-delà de ce qui trable pour le P.C., maître nités coopératives de on de l'Alentejo ; la loi ommissions de travailleurs loin qu'elle a été déclarée ationnelle par le Conseil valution.

esures étaient-elles inévi- mpte tenant notamment unatique situation finan- pays ? La réponse à cette est moins affaire de économique que de atiques. Toute crise de amplier suppose la mise e — par la droite ou par he — de contraintes. rs, c'est son honneur, t faire passer la liberté ugalis avant toute autre tion. Le pari était-il Même si le secrétaire n P.S. devait revenir au il, il est manifeste que n'entend pas se contenter sions qui lui ont déjà

Seuls les députés P.S. ont voté la confiance

A Lisbonne, le gouvernement socialiste minoritaire — que dirigeait M. Mario Soares, a été renversé ce jeudi matin 8 décembre. Par 159 voix contre 100, le Parlement portugais a refusé la confiance que sollicitait le premier ministre.

Seuls les députés socialistes ont voté pour le cabinet. Les communistes, après avoir hésité, se sont prononcés contre le maintien du ministère.

De notre correspondant

Lisbonne. — Le verdict du Par- lement portugais a été rendu à 8 heures du matin. On s'attendait au vote négatif du parti social- démocrate, du Centre démocrati- que et social, des cinq anciens députés socialistes actuellement indépendants, dont M. Lopes Cardoso et du seul représentant de l'Union démocratique popu- laire. L'inconnue, c'était le choix des communistes. Jusqu'au dernier moment les députés de ce parti ont observé un mutisme total. M. Carlos Brito, président de leur groupe parlementaire, ne s'est présenté dans l'hémicycle que mercredi, vers 19 heures, alors que le débat se poursuivait de- puis le matin. Pendant toute cette journée, aucun député du P.C.P. n'est intervenu. Même pas pour protester contre des décla- rations venant d'autres partis ou pour demander des éclaircisse- ments. Ils attendaient visiblement le résultat des discussions qui se tenaient au siège du parti.

Vers 17 heures, on apprenait que le P.C.P. avait proposé une dernière motion de confiance au gouvernement, mais que celui-ci avait refusé. Chargé de présenter la position de son parti, M. Brito a laissé planer le doute. Il alternait les critiques très dures adressées au gouvernement avec les références à des « signes d'ouverture » que le P.S. aurait donnés ces derniers temps. « Les travailleurs et les démocrates n'admettront pas que le P.C. accepte que certaines per- sonnalités dont les rêves et les ambitions politiques ont été sou- dainement brisés le matin libé- rateur du 25 avril interviennent l'entente et la coopération entre les deux seuls partis démocratiques issus de la résistance contre le fascisme. » Ce passage du dis- cours de M. Brito a été fréneu- quement applaudi par les commu- nistes. Timidement, quelques députés socialistes ont suivi l'exemple. Puis, debout, les repré- sentants des deux partis applau- dirent.

On crut à ce moment que les jeux étaient faits. Le président du C.D.S. quitta l'hémicycle pour

préparer son intervention finale. Les sociaux-démocrates balaisaient les bras. Des groupes se formaient dans les couloirs. Des socialistes, qui la veille, se montraient réti- cents quant à l'éventuel appui du P.C.P., changeaient d'avis. « Pro- nostic réservé », déclarait M. Luis Nunes, député socialiste, qui affi- chait pourtant l'euphorie. Il venait d'ailleurs de s'entretenir avec M. Brito. Le P.C.P. atten- drait le discours final du premier ministre.

Lorsque M. Soares est monté à la tribune, les galeries réservées au public étaient bondées. Il était alors 3 heures du matin. M. Soares n'a donné aucune garantie aux communistes, ni sur l'application de la loi sur la réforme agraire, ni sur l'arrêt de la dévolution aux patrons des entreprises placées en 1975 sous le contrôle de l'Etat. Il a préféré s'attaquer à la droite.

JOSÉ REBELO.

(Lire la suite page 3.)

ITALIE

Nouvelles pressions pour la participation du P.C. au gouvernement

Dans un climat d'agitation sociale, de menaces contre l'ordre public et de scandales politico-financiers qui gênent la démocratie chrétienne, le gouvernement italien se trouve soudain en situation de déséquilibre. Ses partenaires exercent une pression renouvelée pour que le parti communiste participe directement au pouvoir.

De notre correspondant

Rome. — Les milieux politiques italiens sont en pleine effervescence. Jusqu'à ces derniers jours, on n'at- tachait pas une importance excessive à cette poussée de fièvre dans la mesure où les partis qui s'agitailent le plus étaient précisément ceux qui avaient le moins de poids. Une nou- velle initiative est cependant inter- venue dans la journée de mercredi 7 décembre : rejoignant les socialis- tes et les républicains, le P.C.I. a réclamé officiellement un « gouver- nement d'unité et de solidarité démocratiques avec la participation des partis de gauche ».

Au P.C.I. — et c'est nouveau, — on affirme en privé qu'il n'y aura plus de « petits pas ». Compte tenu de la gravité de la crise, la pro- chaine étape ne pourrait être que celle de la nomination de ministres communistes. « Il appartient à la démocratie chrétienne de démontrer que ce n'est pas nécessaire et de proposer alors une autre solution ».

a déclaré M. Giorgio Napolitano, membre du secrétariat et de la direction.

Le P.C. attendra-t-il le printemps pour forcer le rythme ? Ou prendra-t-il une initiative dès samedi pro- chain 10 décembre, après la réu- nion gouvernement-syndicats, qui s'annonce négative ? Les bruits les plus contradictoires circulent à Rome ce jeudi matin. Une chose apparaît sûre : sous sa forme ac- tuelle, le gouvernement de M. Ar- drotti — formé des seuls démocra- tes-chrétiens avec l'appui de cinq autres partis dont le P.C. — est condamné à terme.

La prise de position de la direction du P.C.I. intervient après que répu- blicains et socialistes ont, de leur côté, réclamé « un gouvernement d'urgence », incluant le P.C.I., ou, à défaut, soutenu officiellement par lui.

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 3.)

ESPAGNE

M. Suarez a reçu les dirigeants communistes et socialistes

La concertation se poursuit à tous les échelons de la poli- tique espagnole. Mercredi 7 décembre, M. Adolfo Suarez, chef du gouvernement, a reçu les deux principaux di- rigeants de la gauche, MM. Felipe Gonzalez (P.S.O.E.) et Santiago Carrillo (P.C.E.). Ceux-ci s'étaient rencontrés la veille et avaient dégagé quel- ques points d'accord avant les élections municipales.

De notre correspondant

Madrid. — MM. Felipe Gonzalez et Santiago Carrillo ont enterré la hache de guerre et ont déclaré qu'ils étaient prêts à conclure des alliances lors des élections municipales pré- vues pour l'an prochain, du moins là où les deux partis jugeront néces- saire de faire front commun, afin de battre les héritiers du franquisme. Les deux leaders ont ajouté que leurs points d'accord étaient plus nombreux que leurs divergences.

CHARLES VANHECKE.

(Lire la suite page 3.)

Dans les maquis d'Erythrée

De violents combats ont repris depuis quelques jours autour d'Asmara, capitale provinciale de l'Erythrée, où l'armée éthiopienne est assiégée par les fronts de libération qui contrôlent déjà la quasi-totalité de l'ancienne colonie italienne. Les nouvelles tentatives de l'armée éthiopienne pour dégager la

capitale de l'Erythrée semblent avoir échoué. Dans un reportage dont nous commençons la publication, notre envoyé spécial Jean-Claude Guillebaud, au retour d'un long séjour dans les zones libérées, décrit les progrès spectaculaires de la guérilla et les divisions persistant au sein des fronts érythréens.

I. - Compter sur ses propres forces

De notre envoyé spécial
J.-C. GUILLEBAUD

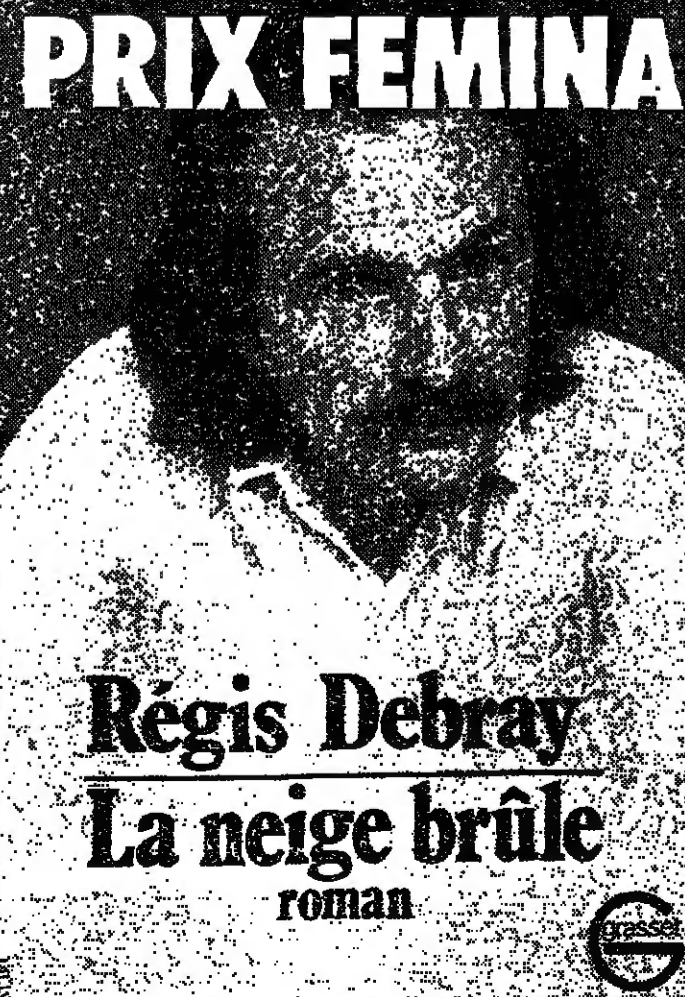
noyau révolutionnaire, dur comme un silex, une communauté ascé- tique et intrinsèque ? Il faut un certain temps, à qui débouche en pleine nuit dans ces vallées clandestines, pour accéder ses réflexes à l'univers de Faha.

Mieux que toutes les procla- mations politiques, un certain « climat » d'effort et d'ordre le F.P.L.E. Mélangé d'espérance et de doute, d'austérité vertueuse et de roides certitudes. Reins brisés par dix ou quinze heures tressail- lantes sur la calcaire, on sent d'un gros camion Fiat pour suivre un guérillero de dix-sept ans. Derrière le rond d'une lampe élec- trique, il vous conduit à la « tente des hôtes » dissimulée sous les épines. Pas de doute : voilà une autre planète !

bienvallant qu'apporte Karthoum aux deux fronts de libération. Il n'en fut pas toujours ainsi. En 1974 par exemple, aux temps de la « neutralité soudanaise » (3) la seule voie de ravitaillement pour le F.P.L.E., c'étaient les bœufs incertains venant d'Aden chargés de Kalachnikov puis les caravanes de chameaux reliant, entre deux mitrailleurs de l'avia- tion, « coloniales » les rivières étouffantes de Merka-Teklay à la « base arrière ».

(Lire la suite page 7.)

PRIX FEMINA



Régis Debray
La neige brûle
roman

LE PARCOURS DE GREGORY BATESON

Un ethnologue peu ordinaire

Gregory Bateson est l'une des grandes figures du vingtième siècle dans les sciences de l'homme. Sans doute, à côté de Lévi-Strauss, le plus grand anthropologue vivant. Mais est-ce véritablement un anthro- pologues ? Certes, il publie en 1936 un livre qui est devenu un classique de l'anthropologie : Naven, étude sur les famul de la Nouvelle-Guinée. Mais, lorsqu'en 1958 il écrit l'épilogue de la deuxième édition, il le présente comme un livre sur « la nature de l'explication ». Naven est le premier et le dernier livre de Bateson : le reste de son œuvre s'éparpille au long des années dans les publications les plus diverses. Certains de ses écrits deviennent ainsi introuvables.

Bateson est encore peu connu en France, mais même dans l'univers des sciences sociales américaines il n'a pas la célébrité qu'il mérite. Cela tient sans doute à ce que, toujours à l'écart des circuits intellectuels, il a poursuivi pendant quarante ans une réflexion obsédée par quelques problèmes, toujours en décalage silencieux d'avec la mode, s'intro- duisant à chaque fois, avec une douce insouciance, dans des terri-

toires qui ne lui étaient pas desti- nées. Il n'a jamais été homme à ras- pecter les frontières. Il les a toujours traversées avec un tel natu- rel, en allant là où ses préoccupa- tions voulaient bien le mener, qu'il n'a pas cessé de déconcerter les douaniers.

Parmi les hypothèses de Bateson qui ont fait fortune, celle du double bind (double lien), figure qui se trouve aux racines mêmes de la schizophrénie, s'est montrée extrême- ment productive. A Palo-Alto, sur le côté californien, un centre théra- peutique s'est fondé avec le but de mieux comprendre le maniement batesonien des paradoxes.

En outre, par sa critique de la science, comme responsable de la crise écologique, Bateson est devenu le maître à penser d'une nouvelle génération de chercheurs soucieux de sortir des impasses de la « ra- tion ».

A l'occasion de la publication en français de Vers une écologie de l'esprit, recueil de travaux s'étan- dant sur plus de quarante ans, le professeur Eliseo Veron présente page 28 le parcours et la démar- che de ce chercheur hors série.

Le Monde

étranger

LA CHUTE DU GOUVERNEMENT SOARES AU PORTUGAL

Seuls les députés P.S. ont voté la confiance

TRIBUNE INTERNATIONALE

Reprendre le projet socialiste initial

par ANTONIO LOPES CARDOSO (*)

DANS cette phase qui est celle d'une offensive des forces de droite et de la bourgeoisie, la révolution portugaise traverse une crise qui se reflète dans tous les secteurs et toutes les structures de la société.

Crise économique grave dont les effets sont immédiats et sans aucun doute très négatifs, aussi bien sur le niveau de vie des travailleurs salariés que sur celui de la petite et moyenne bourgeoisie, commerçants, industriels et paysans.

Crise politique qui a débouché sur la démission du premier ministre et du gouvernement socialiste minoritaire, après recours au mécanisme de la motion de confiance.

Crise sociale qui révèle l'ampleur de l'adhésion aux manifestations des syndicats contre une politique gouvernementale conduisant à l'effacement progressif des salaires réels, à l'aggravation de taux de chômage, à l'insécurité croissante de l'emploi.

Sur le plan économique, le déficit de la balance des paiements est au centre de la crise. La faiblesse de l'investissement — malgré l'importance des liquidités bancaires et les appels du gouvernement à l'initiative privée — ne permet pas d'espérer une relance à court terme de la production. Le budget 1978 prévoit une réduction substantielle de l'investissement public, en limitant les dépenses d'équipement social, d'éducation, de sécurité sociale et de santé publique. La stagnation économique se voit que s'en trouvent aggravées.

C'est là le résultat inévitable des mesures comme la dévaluation de l'escudo ou l'augmentation des taux d'intérêt... prises pour donner un début de satisfaction aux conditions posées par le Fonds monétaire international pour l'ouverture d'un prêt de 750 millions de dollars, qui tenait lieu pour le gouvernement démissionnaire du projet économique.

Sur le plan politique et social, la multiplication des tensions et des conflits s'explique par la détérioration progressive des conditions de vie des travailleurs, par la répression sur les lieux de travail, par l'arrimage du patronat qui, grâce aux concessions permanentes à la droite du gouvernement Soares, a regagné en partie ses anciens privilèges. Il est vrai, aussi, que l'absence de perspectives d'amélioration économique et l'incapacité du gouvernement d'offrir aux travailleurs une contrepartie politique aux sacrifices qui leur étaient quotidiennement imposés avaient affaibli les capacités de lutte contre les exigences croissantes de la bourgeoisie et jouant un rôle déterminant dans la démobilitisation politique.

La démobilitisation des travailleurs est un fait général. Elle est particulièrement sensible parmi la base ouvrière du parti socialiste, et même parmi les simples électeurs socialistes. Ceux-ci avaient appuyé avec chaleur un parti dont la pratique ensuite les a déçus, et un gouvernement qui, à leurs yeux, a fini par trahir son propre projet.

Le gouvernement socialiste, ayant perdu la confiance des travailleurs et l'appui populaire qu'il avait reçu au départ, était devenu, de ce fait, l'objet de la droite, dans l'emploi à faire admettre par les travailleurs la politique qu'elle n'aurait pu mettre en œuvre directement.

Ainsi s'est créée une situation qui rend très improbable à court terme une solution de gauche. Faute de pouvoir opérer un changement de cap de sa politique globale, le P.S. ne pourrait compter sur l'appui parlementaire de la gauche. Seule la mobilisation des travailleurs par les organisations ouvrières et les partis de gauche permettrait d'imposer au gouvernement un certain nombre de conditions qui, garantissant les acquis du 25 avril, ouvriraient de nouvelles voies au projet constitutionnel de démocratie socialiste.

C'EST dans cette optique qu'un grand nombre de militants socialistes, qui se sont retrouvés parmi les membres de l'association de culture socialiste Fraternité ouvrière, ont décidé de lancer les bases d'un nouveau mouvement politique. En reprenant ce qui fut au départ le projet du P.S., et qui a été abandonné par la suite, un tel mouvement pourra regrouper, et par conséquent ramener à l'action politique, les socialistes qui ont rejeté un parti dont la direction les a trahis. Mais il n'est pas non plus exclu que ce mouvement politique du parti communiste, ou dans les organisations actuelles de la gauche portugaise.

Pour ces militants, un tel mouvement politique ne saurait nuire à l'unité de la gauche. Ils pensent, au contraire, que celle-ci en serait renforcée, puisque ce mouvement tendrait à regrouper tous ceux qui se réclament du socialisme démocratique ou leur offrent la possibilité d'exprimer dans le cadre de structures politiques organisées.

La tâche est de coup sûr difficile et ardue, les responsabilités à prendre lourdes de conséquences. Ceux qui les assument en ont conscience. On verra le rôle qu'ils pourront jouer sur la scène politique, ce que sera leur apport à la gauche portugaise devant les objectifs et les stratégies à l'issue des travaux de la Convention de la gauche socialiste et démocratique, qui se réunira à Lisbonne les 28 et 29 janvier prochain.

(*) Député, ancien ministre socialiste de l'agriculture, fondateur de l'association de culture socialiste Fraternité ouvrière, le projet de départ du P.S. Le titre est de la rédaction du Monde.

A TRAVERS LE MONDE

Chili

LES ETATS-UNIS ONT OFFERT L'ABILE POLITIQUE A TROIS FEMMES DE D'PARUS chiliennes auxquelles les autorités de Santiago avaient interdit de rentrer dans leur pays, après une tournée internationale d'information sur la situation de leurs parents. Mmes Ana Gonzalez, Gabriela Bravo et Uda Ortiz avaient déjà participé, en juin dernier, à une grève de la faim pour attirer l'attention sur la situation des disparus chiliens. Ces trois personnes avaient notamment rencontré M. Andrew Young, représentant américain à l'ONU, et Amador Moktar MBow, directeur général de l'UNESCO. Bien qu'elles fussent attendues, à l'aéroport de Santiago, par les ambassadeurs des Etats-Unis, de Hollande, de Norvège et du Danemark, elles n'ont pas été autorisées à débarquer.

LA PRESSE DE SANTIAGO dans la capitale chilienne, de six personnes accusées d'être membres de la Ligue communiste — section chilienne de la Quatrième Internationale, nous indique-t-on à Paris. Il s'agit de MM. Carlos Cordero, Hector Orellana, José Muñoz, Vicente Vidal, Mario Jara et de Mme Rosa Polanco.

République Sud-Africaine

DIX ORGANISATIONS D'EMPLOYES sud-africains ont signé mercredi 7 décembre un « code de conduite » les engageant à éliminer les discriminations basées sur la race ou la couleur, dans tous les aspects de l'emploi. Les signataires incluent la chambre des mines (450 000 employés noirs), l'association des chambres de commerce, la fédération des industries du bâtiment, de l'automobile, de l'acier, de l'industrie sucrière.

Thaïlande

DEUX MILLE REFUGIES VIETNAMIENS sont arrivés en Thaïlande au cours du mois de novembre malgré les mesures prises par les autorités de Bangkok pour limiter cet afflux. Le 6 décembre, des réfugiés ont coulé les deux bateaux à bord desquels ils venaient de gagner la côte thaïlandaise pour éviter d'être reconduits au large par la police maritime, comme cela s'est déjà produit dans d'autres cas. — (A.F.P.)

Italie

Nouvelles pressions pour la participation du P.C. au gouvernement

(Suite de la première page.)

Proposition qui illustre les malaises des formations laïques, dites « intermédiaires », même si elles n'ont jamais exercé le rôle de médiation qu'elles s'attribuent.

La démocratie chrétienne, en tout cas, est contre ces nouvelles formules. Car, elle apprécierait qu'un soutien parlementaire en bonne et due forme se substitue à la « majorité de programme » qui existe depuis juillet dernier. Elle n'en est pas pour autant prête à voir le P.C.I. faire encore un pas en direction du pouvoir.

L'accord n'existe que depuis cinq mois, a déclaré M. Piccoli, président du groupe démocrate-chrétien à la Chambre. Mençons en pratique au lieu de chercher déjà une autre formule. Forcer le cadre politique actuel ne conduirait qu'à un retour en arrière.

Le P.C. comprend ce langage, même s'il reproche à la démocratie chrétienne d'être responsable des retards dans l'application du programme. M. Berlinguer ne veut pas tout compromettre par une hâte excessive. Sa stratégie l'oblige cependant à avancer, à obtenir périodiquement quelque chose de plus. Il est tatonné par les syndicats, qui menacent de déclencher une grève générale si le gouvernement ne s'engage pas, à la fin de cette semaine, à leur donner satisfaction, c'est-à-dire à engager une politique de relance, de reconstruction et de défense de l'emploi.

D'autres facteurs viennent compliquer un peu plus la situation. Coup sur coup, plusieurs gros scandales, impliquant des personnalités de premier plan, ont été révélés. Le dernier en date met sur la sellette M. Nino

ROBERT SOLE

Espagne

M. SUAREZ A REÇU LES DIRIGEANTS COMMUNISTES ET SOCIALISTES

(Suite de la première page.)

Le renouvellement des administrations locales a été l'un des thèmes débattus par les deux dirigeants de la gauche avec le chef du gouvernement, M. Adolfo Suarez. Les récents événements de Pamplune et de Malaga ont mis en lumière le danger qu'il y avait à maintenir trop longtemps les notables mis en place par le franquisme. La réélection opposée au mouvement autonomiste par les députations provinciales est à l'origine des violents incidents dont la Navarre et l'Aragon ont été le théâtre ces derniers jours.

A l'issue de son entretien avec M. Suarez, le secrétaire général du P.C.E. a déclaré que les municipalités et les députations provinciales ne pouvaient pas continuer leur travail, et il a proposé d'installer des commissions provisoires afin d'éviter des affrontements pré-électoraux.

Ni M. Carrillo ni M. Suarez ne semblent pressés d'entrer une date pour les élections municipales. Apparemment, chacun estime que le temps joue en sa faveur, l'Union centriste démocratique pour qu'elle espère, pour la fin de 1978, une atténuation de la crise économique, le P.C.E. parce qu'il lui faut un certain délai pour effacer son insouciance aux élections législatives de juin dernier. A l'inverse, M. Felipe Gonzalez a demandé que le scrutin ait lieu le plus tôt possible et a proposé que ce soit en mars prochain. M. Suarez n'a pas dit non. Son gouvernement vient d'envoyer aux Cortes un projet de loi réglementant les futures élections. Le candidat inscrit en tête de

CHARLES VANHECKE

Le général Luis Carrero Portal a été mis aux arrêts pour une durée de deux mois, parce qu'il avait écrit un article dans le quotidien d'extrême droite El Alcázar, a-t-on appris mercredi 7 décembre, dans les milieux proches de l'armée. Le général Carrero Portal était connu pour ses opinions conservatrices et avait déjà perdu, le mois dernier, son poste de directeur des publications militaires. — (Reuter, U.P.J.)

(Suite de la première page.)

Il a préféré s'attaquer à la droite. Et très vigoureusement. « On nous accuse d'avoir capitulé devant la réaction. Mais si on ne l'a pas fait pendant les quarante-huit ans de la dictature, ce n'est pas maintenant qu'on va le faire. » Elevant le ton, le secrétaire général du P.S. a interpellé les élus du C.D.S. et du P.S.D. : « Si, par peur du P.C.P., la droite découvre son Ploché, tous les anti-fascistes se regrouperont. Nous sommes des anti-fascistes. Nous sommes et nous serons toujours avec la révolution d'avril. Nous avons cherché, au gouvernement, à conduire la crise, à sauver la révolution et à maintenir dans le peuple l'idéal du socialisme. » Une fois de plus, les députés socialistes et communistes applaudissent ensemble.

Les propos de M. Soares ont provoqué des réactions hostiles du côté droit de la Chambre. A gauche pourtant, ils n'ont pas eu l'effet souhaité. « Le premier ministre a fait quelques affirmations positives dans son allocution

(finale), a dit M. Gomes (communiste), lors des explications de vote, mais seuls les députés socialistes se sont levés pour approuver la motion de confiance.

Fausse sortie ?

Départ définitif ? Le président de la République doit demander à M. Franco, président du parti social-démocrate, la deuxième formation politique selon le nombre de voix recueillies aux élections législatives, de constituer un nouveau gouvernement. Pourtant, compte tenu du refus des socialistes de participer à une coalition avec le C.D.S. et le P.S.D., M. Franco a déjà fait savoir qu'il déclinait cette charge. Une autre formule est proposée par les partis de l'opposition de droite : la constitution d'un cabinet où siègeraient à titre personnel des dirigeants venant des trois formations « démocratiques ».

Cette formule devrait avoir l'appui explicite du président de la

PORTRAIT

Un redoutable « battant »

Mauvais anniversaire pour M. Mario Soares qui fête ses cinquante-trois ans le mercredi 7 décembre ! Cet avocat de formation, élu à la présidence de la République, assassiné en 1965 par la police politique du régime (PIDE),

Exilé en France à partir de 1970, il a enseigné à l'université de Paris puis de Rennes. C'est en 1973, cependant, qu'il franchit le pas décisif : la fondation, avec quelques dizaines d'amis, en Allemagne, du parti socialiste portugais. La suite est bien connue : retour triomphal à Lisbonne au lendemain du 25 avril 1974 ; nomination au ministère des affaires étrangères des premiers gouvernements provisoires et action déterminée en faveur de la décolonisation, fureur, qui devient rapidement gouffre, entre le P.S. et le parti communiste, combat de l'« été chaud » de 1975, lutte pour faire du P.S. le premier parti portugais, enfin l'investiture, le 23 juillet 1976, du premier gouvernement constitutionnel, que le président Eanes l'avait chargé de former.

M. Soares avait été fouetté, à l'automne de 1974, par une phrase de M. Henry Kissinger, l'ancien secrétaire d'Etat, président qu'il serait le « Keresky » du Portugal. Depuis le « coup » du 25 novembre 1975, sa hantise était plutôt d'être le Salvador Allende de son pays : un leader socialiste renversé brutalement par la droite. Cette crainte demeure, par-delà sa chute, intervenue dans la plus complète régularité démocratique : ce n'est peut-être pas par simple souci tactique qu'il a évité à la tribune, dans la nuit de mercredi à jeudi, le spectre d'un « Ploché » qui pourrait s'installer sur les rives du Tage.

JEAN-PIERRE CLERC.

PRIX HISTORIA EDGAR FAURE La banqueroute de Law

17 juillet 1720



GALLIMARD

GRAND CHOIX D'ARTICLES SOVIÉTIQUES

Objets d'art populaire, jouets, matriochkas, balalaïkas, samovars, pierres sculptées, laques, chapkas, peaux de loup et de renard, châles, vêtements et tissus brodés, bijoux, montres, timbres, livres (littérature, histoire, ouvrages pour enfants, études de la langue russe), cartes, disques, produits alimentaires.

A l'Exposition-Vente
organisée par le Comité de Paris de l'Association FRANCE-U.R.S.S.

Samedi 10 décembre 1977
de 9 h à 19 h sans interruption
Salon de l'HOTEL MODERNE
8 bis, place de la République,
Paris (11^e)

EUROPE

Roumanie

A LA CONFÉRENCE DU PARTI COMMUNISTE

M. Ceausescu promet de satisfaire davantage les besoins des consommateurs

De notre correspondant en Europe centrale

Bucarest. — D'ici à 1985 la Roumanie ne se considérera plus comme un pays en voie de développement. Elle atteindra le stade des pays moyennement développés. C'est ce qu'a déclaré M. Ceausescu, le chef du P.C. roumain, devant les deux mille cinq cents délégués de la conférence nationale du parti qui s'est ouverte le mercredi 7 décembre à Bucarest. Acclamé longuement par le public scandant son nom, le secrétaire général est entré dans la salle du palais suivi immédiatement de sa femme.

Mme Ceausescu, qui est, depuis le début de l'année, membre du bureau permanent du parti, a confirmé ainsi sa place de véritable numéro 2 dans la hiérarchie. Les portraits des pères du socialisme scientifique, Marx, Engels, Lénine, traditionnellement accrochés en pareille occasion aux tentures formant le fond de la tribune du présidium avaient, cette fois, été remplacés par un médaillon représentant M. Ceausescu assis à son bureau.

Dans un discours de quatre heures, le secrétaire général a brossé un tableau dans l'ensemble optimiste de la situation de son pays. Malgré les dommages causés par le tremblement de terre du 4 mars dernier (2 milliards de dollars), les principaux indices économiques fixés pour les deux premières années du plan quinquennal 1976-1980 seront, a-t-il dit, atteints, voire dépassés. La croissance moyenne annuelle de la production industrielle pour 1976-1977 sera de 11,5 % (contre 10,7 % prévu) et celle de l'agriculture de 8,9 % (au lieu de 8,5 à 8,8 % initialement envisagés).

Pour l'an prochain, les prévisions de production d'énergie électrique, d'engrais chimiques, de matériel électronique ont été révisées en hausse. Les causes de ces ajustements sont diverses : manque de liquidités, la Roumanie hésitant à s'endetter vis-à-vis de l'Occident ; difficultés d'exportations dans certaines branches ; retards dans la réalisation de quelques projets ; mesures d'économies. La productivité du travail n'a pas progressé autant qu'on l'espérait. M. Ceausescu n'en a pas moins soumis à la conférence le programme de production supplémentaire d'un montant de 100 à 150 milliards de lei pour la durée du plan. Cet effort apparaît indéniablement aux dirigeants pour leur permettre d'acquiescer à des « dommages d'entretien » aux besoins des consommateurs.

Les mouvements de contestation de ce printemps (affaire Goma), la grève des mineurs de cet été, ne sont sans doute pas étrangers à ce changement d'orientation.

Satisfaction après la rencontre Begin-Sadate

Il n'est pas question, toutefois, de relâcher le contrôle du parti, au contraire. M. Ceausescu, davantage paré de discipline que de démocratie socialiste, et il a fortement souligné la nécessité de renforcer le pouvoir de la classe ouvrière sans prononcer cependant le terme de dictature du prolétariat, y compris dans la presse. Après la suppression de la censure, cet été, les journaux

seront supervisés par un conseil de direction. Schistos, l'organe central du parti, sera placé sous le contrôle d'un membre du comité politique exécutif.

En politique étrangère, M. Ceausescu a renforcé l'orientation « tiers-mondiste » de la diplomatie roumaine. Il a insisté sur le fait qu'à ses yeux la contradiction principale dans le monde, aujourd'hui, est entre les pays développés et les pays en voie de développement (et non pas, comme le disent les autres pays communistes, entre le monde socialiste et le monde capitaliste). Il s'est inquiété de l'alignement des lobbies pour un nouveau partage de la planète en zones d'influences. Il a paré de la détente et a insisté, en cas d'aggravation des tensions actuelles, sur le risque d'éclatement de nouveaux conflits, y compris d'une nouvelle guerre mondiale, ce qui est une thèse voisine de celle soutenue par les Chinois.

Le passage du discours sur le Proche-Orient était particulièrement attendu en raison du rôle prêt à la Roumanie dans la préparation de la rencontre de M.M. Sadate et Begin.

M. Ceausescu n'a certes pas fait allusion à cet aspect de la question, mais il s'est félicité de cet événement, indiquant qu'il « met en relief la possibilité de la solution des problèmes du Proche-Orient d'une manière nouvelle avec la participation directe des pays directement intéressés ». Il s'est ensuite lancé dans un vigoureux plaidoyer, en partie improvisé, en faveur de cette méthode de règlement des conflits qui a l'avantage à ses yeux d'éviter l'ingérence de puissances ou d'organismes extérieurs. L'ONU paraît, en l'occurrence, visée par cette remarque.

A propos des problèmes du mouvement communiste, M. Ceausescu a confirmé le refus de la Roumanie de « s'engager sur la voie du blâme ou de la condamnation » de quelques partis qui se soit. Évoquant l'appartenance à « d'anciennes et de nouvelles », il a mentionné l'eurocommunisme, dans lequel le parti roumain voit, a-t-il dit, « l'expression de la préoccupation des partis de trouver, conformément aux conditions nouvelles de leur pays, les voies permettant l'union des forces sociales progressistes dans la lutte pour la démocratisation de la société, pour la création des conditions requises en vue du passage au socialisme ». Il a mis en garde toutefois contre la tentation de donner un caractère absolu à ces concepts nouveaux « élaborés dans des conditions spécifiques ». Cette position moyenne, proche de celle du parti italien, apparaît, en dépit du soutien qui a toujours été accordé au secrétaire général du P.C. espagnol, comme un reproche voilé à M. Carrillo.

MANUEL LUCBERT.

Albanie

Nouvelle attaque contre la Chine à Tirana

Les théoriciens des « trois mondes » sont les défenseurs les plus ardents des intérêts de l'impérialisme

affirme le chef du gouvernement

L'Agence télégraphique albanaise a publié le discours que M. Mehmet Cehou, chef du gouvernement, a prononcé à Vlorë à l'occasion des fêtes du 28 novembre (65^e anniversaire de l'indépendance) et du 29 novembre (33^e anniversaire de la libération). Le chef du gouvernement a affirmé que l'Albanie s'en tenait à la ligne marxiste-léniniste. Sans les citer, il s'en est pris vivement aux dirigeants chinois, qui prônent la « théorie des trois mondes », il a déclaré notamment à ce propos :

« Les tenants des « trois mondes » sont en train de perdre leur masque par leur activité impérialiste. Tous les peuples comprennent le contenu réel de cette théorie. Les peuples voient que les prédateurs de la théorie des « trois mondes » sont devenus les avocats les plus zélés et les défenseurs les plus ardents des intérêts de l'impérialisme américain et de la bourgeoisie réactionnaire occidentale, de toute la réaction mondiale. Aucun peuple ne peut accepter de s'allier à la bourgeoisie réactionnaire du pays, comme le prouvent les tenants de la théorie des « trois mondes ».

« Les théoriciens des « trois mondes » proclament que l'impérialisme américain est en décadence, en retrait et sur la défensive, tandis que le social-impérialisme soviétique est assis d'expansion et d'offensive. C'est pourquoi le social-impérialisme soviétique est le plus dangereux alors que l'impérialisme américain est moins dangereux pour les peuples. C'est comme si l'on disait que le loup roux est plus dangereux que le loup gris. Mais les peuples ne sont pas aussi ignorants que le croient les théoriciens des « trois mondes ».

« Il est clair pour tous que le social-impérialisme soviétique est un ennemi juré de la révolution et des peuples ; qui relâche la vigilance à l'égard du danger social-impérialisme soviétique, qui ne lutte pas contre ses plans asservissants tôt ou tard le paiera cher.

« Mais l'impérialisme américain n'est pas moins dangereux. Tous les peuples, sans exception, en tant que tel, tend à la réaction à la violence à l'expansion à l'agression. Même quand sera dans la tombe et aussitôt qu'il n'aura pas expiré l'impérialisme ne changera sa nature agressive, son caractère dangereux ne disparaîtra pas.

« En outre, il n'est nullement vrai que l'impérialisme américain est sur la défensive. C'est en fait l'impérialisme soviétique qui est en fait la réaction à la violence à l'expansion à l'agression. Les pressions et les chantages de quiconque, les impérialismes réactionnaires, les réactionnaires divers ne sauraient faire reculer notre parti de ses positions révolutionnaires.

LE PRIX FRANCE-ALLEMAGNE A ÉTÉ ATTRIBUÉ AU BUREAU INTERNATIONAL DE LIAISON ET DE DOCUMENTATION

Au cours d'une réception offerte, mercredi soir 7 décembre, au palais du Luxembourg par M. Alain Fobes, le prix France-Allemagne a été attribué pour 1977 au Bureau international de liaison et de documentation (BILD) dont le président du BILD est également président d'honneur. M.M. Maurice Schumann, de l'Académie française, Axel Harth, ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne, Roger Seydoux, ambassadeur de France, ainsi que M. Robert Foulon, membre du secrétariat du parti socialiste, assistaient à la cérémonie du prix, parmi de nombreuses autres personnalités. Celui-ci, destiné à récompenser ceux « dont l'œuvre et l'action servent à une meilleure compréhension entre la France et l'Allemagne fédérale », a notamment été attribué dans le passé au chancelier Adenauer, à M. Carlo Schmid, coordonnateur des relations franco-ouest-allemandes, ainsi qu'à l'Office franco-ouest-allemand pour la jeunesse.

Le BILD (1) a été fondé en 1948 à Offenbourg par le Père Jean-Marie de la Rivière, qui l'année précédente, avait lancé avec le concours de quelques jeunes universitaires allemands et français les « Notes Document et Documents ». Outre « l'Office de documentation et d'information mutuelles », le BILD a organisé depuis trente ans de nombreux voyages d'étude, colloques et séminaires entre jeunes français et ouest-allemands et, depuis quelques années, avec d'autres représentants de pays membres de la Communauté européenne. L'association anime, outre, des centres de rencontres franco-ouest-allemandes au moment des vacances scolaires.

B. B.

AUSTRALIE

L'issue des élections générales du 10 décembre demeure incertaine

De notre correspondant

Sydney. — A la veille des élections générales de samedi 10 décembre, les principaux sondages indiquent que la remontée de l'opposition travailliste a été stoppée, et que la coalition gouvernementale conservatrice de M. Fraser devrait l'emporter de quelques sièges à la Chambre des représentants. En revanche, il est presque certain que le gouvernement perdra le contrôle du Sénat, où démocrates et indépendants détient la clé de toute majorité. M. Fraser se trouverait donc dans la même position inconfortable que son prédécesseur, M. Whitlam, qui contrôlait la Chambre basse mais non le Sénat ; ce dernier, en bloquant les fonds au gouvernement travailliste, avait provoqué le renvoi de M. Whitlam par le gouverneur général.

La remontée relative de la cote de M. Fraser n'était pas inattendue ; toutefois, pour le Labour, cela ne signifie pas que les dés sont jetés. Des rapports économiques publiés récemment montrent que le taux de croissance, au cours des douze derniers mois, a été de 1,2 % seulement, et que,

si la politique actuelle se poursuit, les douze prochains mois connaîtront une croissance zéro.

Enfin, la question de l'uranium est revenue à l'ordre du jour de la campagne. Les libéraux ont jusqu'à présent, été très discrets sur leur politique d'extraction et de vente. Les travaillistes demandent un arrêt provisoire de l'exploitation, jusqu'à ce que des garanties soient obtenues en ce qui concerne les déchets nucléaires, une de leurs affiches électorales montre un bébé tenant à la main une grenade. Les démocrates, dans le vote préliminaire (1) envisagé, certainement les travaillistes sont aussi contre l'extraction de l'uranium.

MICHAEL SOUTHERN.

(1) Le système électoral australien prévoit que chaque électeur vote plus que tous les candidats en un ordre de préférence ; il met à tête celui pour lequel il vote effectivement, puis ceux qui consistent à ses yeux le moins mal. En raison de ce système complexe, le résultat officiel du scrutin n'est connu que plusieurs jours après les élections.

VIENT DE PARAÎTRE

Libération

Edition spéciale

L'AFFAIRE ALLEMANDE

De l'enlèvement de H.M. Schleyer à la mort d'Andreas Baader



EN VENTE CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX

Des studios équipés près de la place Clichy.

Quelques prix...

134.000 F
20,16 m² / 3^e étage

153.000 F
24 m² + 3 m² balcon / 1^{er} étage

172.700 F
27,40 m² / 1^{er} étage

206.100 F
38,70 m² / 2^e étage

Le Montmartre

22-24, avenue de Saint-Ouen - 75018 Paris.

Livraison immédiate
En plus, reste à vendre quelques 2 - 3 et 4 pièces

Renseignements et vente :
Zannettacci
296.17.01

Constructeur
PUJOS S.A.
98, av. Raymond-Poincaré
75116 Paris

20,16 m² / 134.000 F

achetez un canapé cuir 2 places pour le prix d'un canapé cuir 2 places



achetez un canapé cuir 3 places pour le même prix



Modèle Camel extensible
(se fait aussi en canapé 3/4 places et fauteuils 1/2)

Un salon en cuir s'achète à

La Boutique du Brésil

43, av. de Friedland, Paris 8^e. Tél. : 359.22.10.

...ATION DAN


lettres à M. Brejnev

CHANGEMENTS

l'année, Noël vient

Fiat 126

3210 F



FIAT

LA CONTESTATION DANS LES PAYS DE L'EST

Trois lettres à M. Brejnev

De notre correspondant

De notre correspondant

social. Comment un Soviétique s'estime-t-il par l'admission peut-être obtenir gain sans ? Comment peut-il obtenir la reconnaissance d'une injustice, de l'usage du faux, du logisme ? Il obtient un visa de sortie si ses avoir épuisés les moyens financiers (il n'a pas de salaire, ni administration, au parti).

Léonid ou tard par écriture à Léonid Brejnev, secrétaire général du parti communiste soviétique, président du Conseil Suprême. Il n'est pas d'entendre des Soviétiques contents affirmer : « Si Léonid Brejnev est le meilleur dirigeant de l'humanité, mais les gens nous entourent lui cachent la vérité, ce sont eux les responsables ». Le secrétaire gé-

néral doit recevoir ainsi des dizaines de milliers de lettres. S'il ne répondait pas de réponses, les auteurs disent : « C'est une fois de plus son entourage ». Seuls les plus obstinés s'accrochent. Ils attendent que le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, aux participants à la conférence de Beigrade et à ceux qui ont été invités à se rendre à l'étranger ou aux correspondants occidentaux en poste à Moscou. Ce ne sont pas des dissidents juifs. Ils se placent dans le cadre de la légalité soviétique, même s'ils ne se font plus guère d'illusions. Trois cent cinquante ans bien c-

phénix.

Contre les abus de pouvoir du K.G.B.

« Alors que je travaillais au *Journal étranger* de l'U.R.S.S. (de 1967 à 1975) j'ai été deux fois secrétaire adjoint de la cellule du parti au sein des publications de documents diplomatiques. L'homme qui dirigeait ce ministère avait trente-huit ans. Il affirmait parler Vladimir Korj et avoir appelé pendant quatre ans le parti soviétique à Paris. De fait, c'était un homme qui avait le mal de recruter pour le parti des communistes. Ensuite, le parti qui me l'a demandé... M. Vladimir Korj a répondu : « Le 25 février 1975, j'ai écrit au ministre des Affaires étrangères un certain *«tisseur idéologique»*. Les Biélaça avaient refusé d'inscrire leurs enfants (ils en ont cinq) à l'Organisation des pionniers ou au Komсомол. Cités en exemple dans un quotidien soviétique, les Kaminski démentirent, surtout chez les intellectuels, sont extrêmement rares). Les Biélaça sont aujourd'hui dans la misère. Ils écrivent à M. Brejnev : « Nous nous trouvons à l'extrême limite de nos forces morales et physiques. Si notre dévouement (d'assistance financière) ne peut être satisfait, qu'on nous permette alors de nous établir dans la misère. »

Un traducteur

M. Vadim Kozovov a quarante ans. Il est traducteur de français en russe, auteur d'une anthologie de la poésie française pendant la Résistance, et d'un ouvrage critique consacré aux écrits de Valéry sur l'art.

Le 12 juillet, il écrit à M. Brejnev : « Je vous demande, très respectueusement, d'être le garant d'un nouveau examen de ma dernière demande de passeport pour me rendre en France. Cela fait quatre ans que je m'occupe de littérature française. M. Kozovov se voit dépouillé de son droit d'obtenir le droit de se rendre en France à l'invitation du Pen Club et de plusieurs poètes dont il a

Un père de famille nombreuse dans la misère

n'importe quel pays européen où existerait une législation juste en faveur des familles nombreuses... »

Le couple de jeunes mathématiciens conclut : « Nous voulons être bien compris. Nous n'espérons pas, nous sommes sûrs que notre travail dans la science et la recherche est de nature à nous permettre de gagner le nécessaire pour satisfaire nos besoins quotidiens et ceux de nos enfants. C'est ce qui s'est produit jusqu'à présent. C'est pour ce droit que nous luttons aujourd'hui et que nous nous battons à l'avenir... »

La lettre était datée du 30 avril. N'ayant pas reçu de réponse de M. Brejnev, M. Bielaga, sa femme et leurs cinq enfants ont demandé, le 1^{er} décembre, à quitter l'U.R.S.S. M. Bielaga est juif. Son père est mort sur le front en 1941.

Un traducteur malheureux

populariser les œuvres en Union soviétique. « Je voudrais dire que mon pays, c'est ma maison natale, que mon patriotisme n'a rien de la fermer à clé. Je pense que ce n'est pas la peine d'écouter les explications orales insultantes des employés de l'FOVIE (le service des visas). Ce n'est pas par hasard que je m'adresse personnellement à vous. J'ose espérer que l'un de vos adjoints s'occupera de celle affaire, et je suis sûr que notre dirigeant suprême est mal informé par les écoliers nationalistes... »

Aux dernières nouvelles, la demande de visa de sortie de M. Kozovitch est à l'examen.

(Finir.)

(Interim)

CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILLERS MATRIMONIAUX

LE CONGRÈS NATIONAL D'ÉPILOGUE
Le Congrès de la C.S.N.C.M. s'est tenu à Nantes le 30-9-77 (Syndicat Professionnel enregistré à la Préfecture de L.-A., sous le N° 2.600), dont la création remonte au 21 juin 1971. A l'issue de ces travaux tous les participants ont pu constater les résultats obtenus. Les propositions pour l'année 1978 : Recrutement nouveau diplômés ; Contacts ; Formation continue ; ont pour une réglementation : Charte professionnelle et règles de déontologie. Contrat à durée limitée délimitant les obligations des contractants ; Formation professionnelle ; Information du public.

Pour tous renseignements et inscriptions, écrire :
M. le Président de la C.S.N.C.M., 6 place Saint-Martin, 14000 CAEN

(1) Editeur « Liber » Zagreb, 521 pages.

KLM. INDONESIA.

**A partir de 4.130F, nous vous offrons
les villages d'artistes, les singes sacrés et le Legong de Bali.**

Fermez les yeux. C'est le matin à Mas et à Ubud, dans l'île de Bali. Sous les toits de chaume, de bambous ou de tuiles noyées dans la mer végétale, les communautés ici de peintres, là de sculpteurs sur bois s'attellent à leur art minuscule.

Gardez les yeux fermés. Après l'admirable Palais Royal de Mengwi, vos pas vous mènent dans Sangeh, la forêt sacrée où les piailllements marteau des singes déchirent l'épais manteau vert qui recouvre leur

Voici venu le crépuscule, troué de flambeaux et de lampes à huile. Vous pouvez ouvrir les yeux. Vous n'avez pas rêvé: nous, KLM, vous offrons les

inépuisables beautés de l'Indonésie à partir de 4.130 F. pour 10 jours (avion Paris-Paris et hébergement en hôtel, petit déjeuner compris). Et pour vous y conduire, nous vous offrons le sérieux et la gentillesse qui ont fait notre réputation.

Tradition hollandaise oblige.
Écrivez ou téléphonez à KLM
36 bis, avenue de l'Opéra,
75002 Paris.
Tél. 742.57.39
ou allez voir
votre Agent
de Voyages.

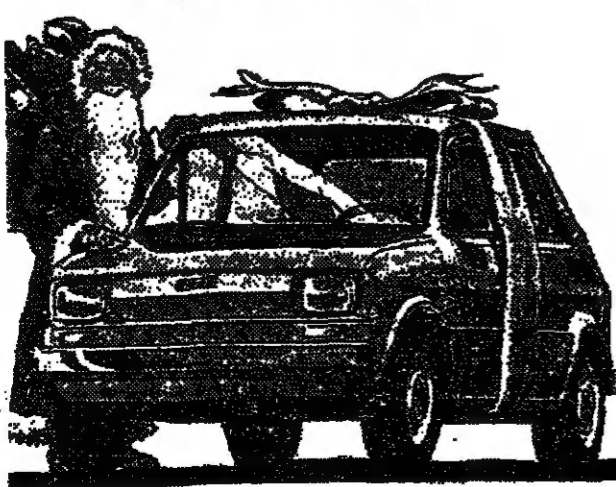
Sérieux et gentillesse: une tradition hollandaise.

Cette année, le Père Noël vient en Fiat 126

La Fiat 126, c'est le plus beau cadeau des citadins. Elle est idéale pour conduire les enfants à l'école, faire des courses, aller au bureau. 4 CV, 3,05 m de long, 4 places.

La Fiat 126 est garantie 12 mois, kilométrage limité. Prix tarif garanti 3 mois - un vrai prix-adeau : clés en main.

13 210 F



FIAT

AUSTRALIE

100

PROCHE-ORIENT

Le gouvernement égyptien ferme les consulats et les centres culturels de plusieurs pays socialistes, dont l'U.R.S.S.

Le premier ministre égyptien, M. Morsy, a annoncé, mercredi 7 décembre, à la tribune de l'Assemblée du peuple, que l'Égypte avait décidé de fermer les consulats d'U.R.S.S., d'Allemagne, de Pologne et d'Autriche, et ceux de l'Institut soviétique, de l'Institut polonais et d'Autriche, ainsi que les centres culturels de ces pays dans toute l'Égypte. Le premier ministre a justifié ces décisions en affirmant que les centres culturels de ces pays « menaçaient des activités subversives qu'ils appelaient culture politique », qu'ils « avaient des contacts avec les agents de leurs pays en Égypte et menaient une campagne contre les institutions de l'État ». Enfin, « ils avaient ouvert d'autres bureaux sans l'autorisation du gouvernement égyptien ».

Le président Sadate devait prononcer, ce jeudi 8 décembre, une allocution à l'occasion de la grande manifestation populaire d'appui à sa politique organisée sur la place Abbade, au centre du Caire.

Par ailleurs, le département américain de l'Agriculture a annoncé jeudi à Washington que les États-Unis fournissent 170 millions de dollars de blé à l'Égypte, soit environ 1,5 million de tonnes, au titre de l'aide alimentaire. De son côté, la presse britannique fait état ce jeudi de la conclusion au Caire d'un important contrat entre l'Égypte et la Grande-Bretagne portant sur la production en commun de missiles antichars Stingaire pour une somme de 40 millions de livres.

De notre correspondant

Le Caire. — Les ambassadeurs étrangers ont perdu le sommeil. La population tout entière vit l'événement à la radio, et s'attend à chaque nouvelle initiative du régime. Les ministres se cachent, de peur de ne pas avoir l'air d'être au courant de la « bombe » que le président Sadate, de son jardin d'Al-Nasr, lance désormais presque quotidiennement dans la mare aux informations du Caire, où les journalistes israéliens ont trouvé leur place comme si de rien n'était. Les événements de la journée du mercredi 7 décembre — la fermeture des consulats de provinces et des centres culturels de l'Union soviétique et des « États tournant dans son orbite » — sont apparus aux milieux diplomatiques du Caire comme la confirmation que les États-Unis avaient désormais embelli le pas à l'Égypte sur la voie sion de la paix séparée, du moins d'un règlement sans les Soviétiques. (Le Monde du 3 décembre).

Il y a peu de jours, ici, chacun tenait encore pour sûr que seuls les Américains retenaient les Égyptiens de faire de nouveaux pas en direction de la mise à l'écart des Soviétiques. Mais, cessant de paître qui s'esquive, l'Égypte a rompu les relations diplomatiques avec les pays arabes du « Front du refus », plus tard, Moscou, bien qu'il ait rendu cette capitale en grande partie responsable de l'opposition de pays comme la Syrie à la nouvelle politique égyptienne.

De plus, la Maison Blanche a lâché du lest, et l'Égypte peut donc se permettre un nouveau geste exprimant son hostilité à l'endroit de Moscou. Nationalistes, les Égyptiens, qui n'ont en outre aucune affinité psychologique avec les Slaves, n'ont pas oublié le poids de la tutelle soviétique. Ils ont un peu gênés lorsqu'on leur rappelle que

la ligne Bar-Lev fut enlevée, en 1973, grâce aux armes vendues à crédit par Moscou, mais ils réagissent vite qu'« après tout il faut bien que les Russes paient les avantages internationaux que leur présence leur procure chez nous ». — J.-F. P.-E.

DES ARMEMENTS AMÉRICAINS SONT FABRIQUÉS SOUS LICENCE EN ÉGYPTE

Le Caire (U.P.I.). — Le ministre égyptien de la guerre, le général Mohammed Gamassi, a donné son accord pour une coopération militaire entre les États-Unis et l'Égypte, rapporte la presse égyptienne de ce jeudi 8 décembre.

Le général Gamassi a autorisé la création d'une société arabo-américaine, d'un côté, la société American Motors et, de l'autre, un consortium arabe qui groupe l'Égypte, l'Arabie Saoudite, le Qatar et les Émirats arabes unis. Cette nouvelle société au capital de 6 millions de dollars (environ 20 millions de francs) aura son siège au Caire. Elle a une licence de production sur vingt ans. Elle fabriquera des chars et d'autres véhicules militaires pour l'armée de terre égyptienne.

[L'Égypte fabriquera, aux termes de ce contrat, des chars et des véhicules militaires. Les chars seront montés des canons et des missiles antichars.]

Le gouvernement tunisien a accepté de prendre en charge les intérêts des ressortissants algériens et libyens en Égypte à la suite de la rupture des relations diplomatiques de l'Algérie avec Alger et Tripoli. — (Corresp.)

Jérusalem se félicite du nouveau « geste » de M. Anouar El Sadate

De notre correspondant

Jérusalem. — Apparemment rétabli de ses ennemis de saut, le premier ministre, M. Menahem Begin, est rentré mercredi soir 7 décembre en Israël. Son premier acte après sa descente d'avion a été d'applaudir la quatrième bougie de la fête juive de Hanouca, et ce n'est qu'après avoir accompli ses dévotions que le chef du gouvernement a répondu aux questions des journalistes.

Interrogé sur les dernières mesures antivoïous prises par le président Sadate, il a été très critique en règle de la politique du Kremlin au Proche-Orient. « L'U.R.S.S. s'oppose à la paix et à la reconnaissance d'Israël. Elle soutient au colonel Kadhafi, le leader le plus violent du Proche-Orient, et à Georges Habbache, qui, bien que médecin, fait assassiner des ennemis. (...) En conséquence, si l'Égypte est prête à se rendre à Genève sans l'Union soviétique, Israël n'y sera nullement intéressé », a déclaré M. Begin. En ce qui concerne le problème palestinien, il a présenté comme un grand succès de sa visite à Londres le fait que, pour la première fois, le premier ministre britannique, M. James Callaghan, ait employé le terme de « Arabes d'Israël » (Palestiniens) et non plus celui de « Palestiniens ».

M. Begin a lancé un appel du pied au roi Hussein, en affirmant que, si le souverain hachémite devait prendre part aux négociations du Caire, Israël serait beaucoup à lui proposer. M. Begin a souhaité que la visite du secrétaire d'État américain, M. Cyrus Vance dans la région favorise la participation non seulement de la Jordanie mais aussi de la Syrie aux pourparlers de paix.

Ces pourparlers, qui s'ouvriront officiellement le 14 décembre, ont

de déjà commencé? Officiellement, on se refuse à reconnaître que la nouvelle pulvé a été lancée à Jérusalem et au Caire, selon laquelle des contacts ont été pris entre les deux présidents. Les envoyés spéciaux au Caire de la télévision étaient catégoriques sur ce point, tandis que ceux des journaux Jérusalem Post et Al Hamscham affirmant que la vraie négociation se déroulait entre M. Sadate et Dayan.

La presse israélienne dans sa quasi-totalité estime que la fermeture des consulats des pays de l'Est en Égypte va dans le sens du rapprochement arabo-égyptien. « Ce geste est destiné à prouver en particulier aux pays du Front du refus que le président Sadate ne craint pas leur opposition à sa politique, même si ces pays disposent du soutien de l'U.R.S.S. », écrit Haaretz (indépendant). Mais, ajoute ce journal, « en contrepartie, le président Sadate exige certainement des États-Unis qu'ils exercent des pressions sur Israël ». Haaretz (Parti national religieux) abonde dans ce sens : « Le tournant de la politique égyptienne semble décisif mais compte tenu de son isolement au sein du monde arabe, il est à craindre que Washington n'exerce des pressions sur Israël ». Pour le Jérusalem Post, la décision antivoïous de l'Égypte a été coordonnée avec les États-Unis. Le journal en langue anglaise en veut pour preuve que M. Cyrus Vance a lui-même insisté sur la nécessité d'une attitude soviétique était équivoque et que la conférence de Genève n'avait plus le même caractère d'urgence depuis la décision égyptienne de convoquer celle du Caire. — (Haaretz.)

M. Yasser Arafat poursuivrait discrètement le dialogue avec le président égyptien

De notre correspondant

Beirut. — Depuis son voyage en Israël, le président Sadate aurait adressé à M. Yasser Arafat trois messages écrits, auxquels le président de l'O.L.P. aurait répondu verbalement, apprend-on de sources palestiniennes. Ces sources soulignent que le chef d'État égyptien ne veut pas rompre tous les ponts avec la résistance palestinienne. Elles relèvent que le bureau de l'O.L.P. au Caire n'a pas été fermé, à l'instar des ambassades des pays qui ont participé au « sommet » de Tripoli.

Certes, M. Arafat est aujourd'hui moins que jamais maître de ce mouvement au sein de la résistance et s'il devait se confirmer qu'il a accepté de maintenir des liens discrets avec le président égyptien, d'autres dirigeants palestiniens insistent pour que M. Sadate soit « liquide ». Néanmoins, M. Arafat n'est pas seul à penser que la résistance n'a intérêt ni à se couper entièrement de l'Égypte, que soit la position de cette dernière, et à se retrouver en tête à tête avec son allié syrien, ni à isoler l'Égypte, ce qui pousserait ce pays à la tentation d'une force d'inspiration séparée. « C'est pourquoi, non l'Égypte, qu'il s'agit d'isoler », a rappelé M. Arafat à la réunion de la présidence.

Le président Sadate se tient informé des comportements palestiniens moins hostiles à son égard que les prises de positions publiques. Ainsi, a-t-il appris que M. Arafat avait autorisé les membres du comité de la centrale de l'O.L.P. dont le texte original avait été plus dur que celui du communiqué, à ne pas diffuser par la voie de la Palestine émiettée du Caire, les responsables seraient donc passés sous silence. L'incident, au chef, ce qui a entraîné la fermeture de la station.

Les craintes de Damas

La Syrie, de même, tente de ne pas réarmer le cadre d'un règlement négocié. Le président Assad a reçu, le mercredi 7 décembre, le roi Hussein de Jordanie, bien que celui-ci ait publiquement approuvé la démarche du président Sadate. Il se rend ce jeudi chez le roi Hachem d'Arabie Saoudite, qui vient de faire démentir les informations selon lesquelles il aurait cessé d'aider financièrement l'Égypte. Rysa, en outre, accuse le régime de Damas de protéger les intérêts égyptiens dans les trois pays du Machrek avec lesquels le président Sadate a rompu ses relations diplomatiques.

M. Begin ne sera pas invité en France dans les prochains mois

écrit l'Agence télégraphique juive

M. Begin ne sera pas invité en France dans les prochains mois. C'est à dire pas avant les élections. L'Agence télégraphique juive annonce que le roi Hussein de Jordanie, bien que celui-ci ait publiquement approuvé la démarche du président Sadate. Il se rend ce jeudi chez le roi Hachem d'Arabie Saoudite, qui vient de faire démentir les informations selon lesquelles il aurait cessé d'aider financièrement l'Égypte. Rysa, en outre, accuse le régime de Damas de protéger les intérêts égyptiens dans les trois pays du Machrek avec lesquels le président Sadate a rompu ses relations diplomatiques.

M. Begin ne sera pas invité en France dans les prochains mois. C'est à dire pas avant les élections. L'Agence télégraphique juive annonce que le roi Hussein de Jordanie, bien que celui-ci ait publiquement approuvé la démarche du président Sadate. Il se rend ce jeudi chez le roi Hachem d'Arabie Saoudite, qui vient de faire démentir les informations selon lesquelles il aurait cessé d'aider financièrement l'Égypte. Rysa, en outre, accuse le régime de Damas de protéger les intérêts égyptiens dans les trois pays du Machrek avec lesquels le président Sadate a rompu ses relations diplomatiques.

M. Begin ne sera pas invité en France dans les prochains mois. C'est à dire pas avant les élections. L'Agence télégraphique juive annonce que le roi Hussein de Jordanie, bien que celui-ci ait publiquement approuvé la démarche du président Sadate. Il se rend ce jeudi chez le roi Hachem d'Arabie Saoudite, qui vient de faire démentir les informations selon lesquelles il aurait cessé d'aider financièrement l'Égypte. Rysa, en outre, accuse le régime de Damas de protéger les intérêts égyptiens dans les trois pays du Machrek avec lesquels le président Sadate a rompu ses relations diplomatiques.



AFRIQUE

LE CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL

La force d'intervention française de Dakar exécute des missions de reconnaissance et d'intimidation

De notre correspondant

Dakar. — Depuis une quinzaine de jours, une étape a été franchie dans le processus d'accroissement de la force d'intervention française de Dakar. Pour le moment, cette augmentation ne paraît pas dépasser le plafond prévu par les accords de défense franco-sénégalais, fixés à environ mille trois cents hommes, mais sa nature est véritablement d'intervention en Mauritanie, de faible importance (au maximum deux cents hommes), mais susceptible de se gonfler fortement en quelques heures en cas de besoin, qui semble bien avoir été mise en place dans la base française, mais en quelque sorte en marge de celle-ci. Les effectifs arrivés ce temps-ci relèvent, en effet, d'un état-major autonome qui ne dépend pas des autorités militaires françaises locales, mais directement de Paris, avec à sa tête le général Forgeot, assisté du colonel Hurst. Le premier fait la nouvelle entrée en scène de la force d'intervention de Dakar, où paraissent opérer d'autres éléments relevant également de son autorité, tandis que le second se situe en permanence au commandement de Dakar. Pour l'essentiel, ces effectifs ne sont encore guère constitués que du personnel de pilotage et d'entretien d'une petite flottille composée de six avions d'appui tactique à réaction Jaguar, de deux avions ravitailleurs en vol, d'un hélicoptère Puma, de quatre avions de transport Noralis, de deux Breguet Atlantique et de plusieurs appareils de transport Transal, ainsi que de divers spécialistes de l'observation aérienne et des transmissions.

Pour le moment, cette petite force ne paraît avoir reçu pour mission que d'effectuer des vols d'intimidation et surtout de reconnaissance (en liaison avec les forces marocaines mauritaniennes opérant au sol) au-dessus des zones névralgiques du Sahara mauritanien et de contribuer ainsi à exercer une sorte de pression sur le Polisario et sur ceux qui le soutiennent. A partir de là, cependant, une nouvelle étape pourrait être très aisément franchie dans

l'engagement de la France, et indirectement du Sénégal, aux côtés de Rabat et de Nouakchott. Que se passera-t-il si l'un de ces appareils est abattu par une fusée Sam des Sahraouis ? A Dakar, les autorités paraissent pousser les responsables français à la fermeté. Le président Senghor semble redouter, en effet, depuis quelque temps, un retournement, sous une forme ou sous une autre, de la situation en Mauritanie en faveur du Polisario et l'installation de ce fait au nord du fleuve Sénégal d'un régime qui serait, selon lui, directement inspiré par Alger, voire par Moscou. L'accroissement de la présence militaire française ne pose donc aucun problème à ce niveau.

L'opposition légale fait preuve en cette affaire de beaucoup de modération. Ne remettant pas en cause la légitimité des accords de défense franco-sénégalais, la parti démocrate sénégalais (P.D.S.) de M. Abdoulaye Wade se limite à déplorer l'utilisation de Dakar comme base arrière de l'intervention française, estimant que le Sénégal devrait observer une stricte neutralité. Quant au Parti africain de l'indépendance (P.A.I.), de M. Mahjoub Diop, de tendance communiste, il se contente de rappeler son hostilité à l'existence de bases militaires de quelque nationalité qu'elles soient, sur le sol sénégalais, mais sans mener pour autant une véritable campagne.

L'un et l'autre, cependant, rappellent fréquemment leur opposition totale au partage du Sahara occidental sans consultation préalable des populations concernées et ils proclament leur soutien au Polisario, en sa qualité de mouvement défendant le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui. Ils rejoignent donc en cela l'opposition illégale, notamment le Rassemblement national démocratique (R.N.D.), de M. Cheikh Anta Diop, qui, lui, réclame, en outre, le départ immédiat du Sénégal de toutes les troupes françaises.

PIERRE BARNIER.

LES RAPPROCHEMENTS DE M. ROBERT GALLEY (Suite)

M. Robert Galley, qui était récemment en parallèle entre le gouvernement de l'Algérie et le régime de Bokassa I^{er} et le régime de Bokassa I^{er}, se laisse entraîner à d'étranges rapprochements.

Dans l'émission « Le téléphone sans » de France Inter, le mercredi 7 décembre, après avoir justifié le rapatriement de l'Algérie, le ministre de l'Intérieur a déclaré que le régime de Bokassa I^{er} et le régime de Bokassa I^{er} se laisse entraîner à d'étranges rapprochements.

Dans l'émission « Le téléphone sans » de France Inter, le mercredi 7 décembre, après avoir justifié le rapatriement de l'Algérie, le ministre de l'Intérieur a déclaré que le régime de Bokassa I^{er} et le régime de Bokassa I^{er} se laisse entraîner à d'étranges rapprochements.

Dans l'émission « Le téléphone sans » de France Inter, le mercredi 7 décembre, après avoir justifié le rapatriement de l'Algérie, le ministre de l'Intérieur a déclaré que le régime de Bokassa I^{er} et le régime de Bokassa I^{er} se laisse entraîner à d'étranges rapprochements.

Dans l'émission « Le téléphone sans » de France Inter, le mercredi 7 décembre, après avoir justifié le rapatriement de l'Algérie, le ministre de l'Intérieur a déclaré que le régime de Bokassa I^{er} et le régime de Bokassa I^{er} se laisse entraîner à d'étranges rapprochements.

Le ministre français de la Défense, qui, au cours de sa tournée algérienne, a été reçu par le régime de Bokassa I^{er} et le régime de Bokassa I^{er}, se laisse entraîner à d'étranges rapprochements.

Le ministre français de la Défense, qui, au cours de sa tournée algérienne, a été reçu par le régime de Bokassa I^{er} et le régime de Bokassa I^{er}, se laisse entraîner à d'étranges rapprochements.

Le ministre français de la Défense, qui, au cours de sa tournée algérienne, a été reçu par le régime de Bokassa I^{er} et le régime de Bokassa I^{er}, se laisse entraîner à d'étranges rapprochements.

Le ministre français de la Défense, qui, au cours de sa tournée algérienne, a été reçu par le régime de Bokassa I^{er} et le régime de Bokassa I^{er}, se laisse entraîner à d'étranges rapprochements.

Grève des mineurs de phosphate de la région de Gafsa

De notre correspondant

Tunis. — Pour que satisfaction soit donnée à leurs revendications, dont certaines, assurent-ils, remontent à plus de trois ans, les quelques douze mille mineurs de la région de Gafsa entament, ce jeudi 8 décembre, une grève de trois jours.

Les mineurs demandent une prime de salaire unique, le treizième mois, la distribution aux ouvriers de 30 % des bénéfices de la compagnie prévue par une loi de 1966 et qui n'a jamais été appliquée, l'augmentation de la prime de logement aux employés et l'extension de cette prime aux ouvriers. Un mois de congé annuel, l'amélioration de la prime de nuit, l'alimentation des centres miniers en eau potable, l'électrification des cités ouvrières. L'U.G.T.T. rend le gouvernement et la Société Sino-Gafsa responsables des conséquences négatives de l'absence de cette grève légale, en fait un préjudice pour l'économie nationale et la détérioration de climat social. Dans le cas où les revendications des mineurs ne seraient pas satisfaites, le syndicat annonce qu'une grève générale de solidarité sera déclenchée dans toute la région.

Selon le ministère de l'économie nationale, le coût global de ces revendications se chiffre à 500.000 dinars (1), alors que la moyenne des phosphates est à la persistance d'une mauvaise conjoncture internationale et à la persistance de la baisse du prix des produits miniers. Les bénéfices de la compagnie au point qu'en 1977 ils ne seront que de 200.000 dinars, contre 500.000, chiffre qui est contesté énergiquement par les syndicats.

Le ministre de l'économie nationale indique, dans un communiqué que la plupart des revendications présentées sont en contradiction avec la « politique sociale » signée au début de l'année, qui a donné aux salaires une « avance » sur la hausse du coût de la vie. La grève qui semblait avoir été décidée lors d'une réunion du bureau politique du parti socialiste destituerait du 19 novembre à laquelle assistait M. Habib Achour, secrétaire général de l'U.G.T.T., aura donc été de bien courte durée.

MICHEL DEURE.

(1) Le dinar vaut environ 12 F.

DIPLOMATIE

A L'ONU

La commission sociale donne la priorité aux droits collectifs de l'homme sur les droits individuels

De notre correspondant

Nations unies (New-York). — Les délégués des droits de l'homme ont tenu leur 17^e session, mardi 8 et mercredi 9 décembre, à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies, où les débats ont porté sur les violations des droits individuels et collectifs. La commission sociale a adopté par 12 voix contre 10 et 1 abstention un projet de résolution par lequel elle réaffirme « sa profonde indignation devant le fait que les peuples chassés de leur pays soient victimes de violations constantes et flagrantes des droits de l'homme ». Elle exprime « son inquiétude devant le fait que des personnes continuent de disparaître et demande une fois de plus aux autorités chassées de rétablir et de sauvegarder sans délai les droits fondamentaux de l'homme ». La commission recommande le maintien du groupe d'enquête des Nations unies sur le Chili. Elle déplore que les autorités de Santiago aient interdit au groupe de se rendre au Chili. Enfin, la commission prend note de la conclusion de son rapport, selon lequel le nombre de personnes détenues serait en diminution. Elle estime que cette situation est due essentiellement aux efforts incessants du peuple chilien et de la Communauté internationale.

En revanche, le projet de résolution introduit par les Scandinaves concernant la protection des droits de l'homme en Ouganda s'est heurté aux plus vives résistances de la part des

Africains et n'a pas pu être mis aux voix. Ce thème coup de semonce a été jugé excessif par nombre de pays du tiers-monde et par les pays socialistes qui veulent bien évoquer à l'ONU les violations des droits de l'homme quand elles interviennent en Israël, en Afrique du Sud et au Chili, mais non lorsqu'elles se produisent en Ouganda.

Les débats de la veille avaient mis en évidence la volonté de la majorité d'accorder la priorité aux droits collectifs sur les droits individuels et même de substituer subrepticement les premiers aux seconds. Par 12 voix contre 10 et 11 abstentions (Etats-Unis, Autriche, Espagne, France, Royaume-Uni, Allemagne fédérale, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, Irlande, Italie), la Commission a adopté un projet de résolution qui demande aux Nations unies d'accorder une priorité à la recherche de solutions aux violations massives et flagrantes des droits de l'homme, des peuples et des personnes affectées par l'apartheid, la discrimination raciale, le colonialisme et l'occupation étrangère. Selon la commission, la faisabilité des droits civils et politiques n'a pas de sens sans le respect des

droits économiques, sociaux et culturels; les droits de l'homme et les libertés fondamentales sont indivisibles, et les droits des individus et des peuples sont inaliénables. En conséquence, ces questions doivent être examinées de façon globale.

La commission estime enfin que la réalisation d'un nouvel ordre économique international est essentielle à la promotion effective des droits de l'homme et recommande qu'une priorité soit accordée. Les délégations qui se sont abstenues ont indiqué qu'elles s'opposaient à ce que les droits économiques et sociaux soient prioritaires sur les droits civils et politiques.

En jouant la médiation des pays du tiers-monde à l'égard des arrière-pensées des Occidentaux au sujet des droits de l'homme, les Soviétiques ont habilement manœuvré. Les droits économiques et sociaux les droits des peuples n'ont rien gagné puisqu'ils sont déjà traités à l'Assemblée générale et dans une demi-douzaine de commissions. Quant à la protection des droits fondamentaux de l'individu, dont la commission sociale s'est en principe chargée en gardienne, elle ne s'est pas renforcée de l'épreuve.

LOUIS WIZNITZER.

Les relations franco-québécoises

PARIS CHERCHE A RASSURER OTTAWA

Le gouvernement français a remis, le 2 décembre, sa réponse aux demandes « d'éclaircissements » présentées par Ottawa sur les relations franco-québécoises, après la visite de M. Lévesque à Paris.

Le gouvernement français déclare — apprenons-nous de bonne source — qu'il entend respecter aussi bien le droit constitutionnel canadien que le droit international. Il entend — ajoute-t-il — développer avec le Québec des relations « fraternelles » et une coopération multiforme, déjà bien établie, qui ne saurait porter atteinte à ses relations avec Ottawa. Il ne semble pas que Paris s'explique précédemment sur l'insatisfaction des rencontres des premiers ministres français et québécois à la suite de la visite de M. Lévesque, et qui inquiète particulièrement les autorités canadiennes.

LES DELEGATIONS DE NOMBREUX PAYS ont participé, les 6 et 7 décembre, aux cérémonies organisées à l'occasion du sixième anniversaire de l'indépendance de la Finlande. M. Koskivuori, président du conseil des ministres soviétique, a eu un entretien avec M. Eskilinen, président de la République finlandaise. (Corresp.)

SELON UN RAPPORT DE LA MAISON BLANCHE

L'évolution des relations entre les États-Unis et les pays de l'Est est décevante

De notre correspondant

Washington. — Le département d'Etat a publié lundi 5 décembre le rapport que le président adresse deux fois par an à la commission de la Chambre des représentants chargée de suivre les affaires de sécurité et de coopération en Europe pour l'informer des activités du gouvernement dans ce domaine. Ce document contient un inventaire des relations des États-Unis avec les pays de l'Est et permet de se faire une meilleure idée de l'évolution intervenue au cours des six mois qui ont vu se réunir la conférence de Belgrade.

Cette évolution est décevante selon Washington. A propos des relations humaines, le rapport estime que Moscou et ses alliés n'ont pas amélioré leur image; l'application des décisions d'Helsinki reste « bien en dessous des engagements souscrits ». Le seul progrès relevé concerne l'émigration des juifs soviétiques vers Israël; elle a fait un bond de 56 % de juillet à novembre par rapport aux quatre mois correspondants de 1976, progression très probablement liée à la conférence de Belgrade. Mais le nombre des soviétiques autorisés à émigrer aux États-Unis a diminué de 19 % cette année. Il avait été de 2 574 en 1976, en nette progression par rapport à 1975 (1 162), grâce à une

forte proportion d'Arméniens. Ceux-ci semblent avoir choisi à nouveau le Liban comme destination, depuis le ralentissement de la guerre civile.

La Hongrie mise à part...

Sept cent vingt-neuf citoyens soviétiques se sont rendus en visite privée aux États-Unis pour y voir leur famille pendant la première moitié de 1977 et trois cents autres y ont fait un voyage touristique en groupe organisé. Ces chiffres ne marquent pas de changement par rapport aux années précédentes. Cent mille touristes américains se sont rendus en U.R.S.S. en 1976. Une proposition américaine de négocier un accord touristique a été rejetée par Moscou.

La Hongrie mise à part, les autres pays d'Europe de l'Est sont généralement « notés » assez bas. La Roumanie reçoit la palme des mariages difficiles, avec cinquante-quatre cas non réglés de mariages mixtes avec des ressortissants américains, contre six seulement en U.R.S.S. et cinq en R.D.A. Bucarest empêche plus de huit cents familles de se réunir par émigration. On compte cent vingt-trois cas de ce genre en U.R.S.S., mais la Pologne fait encore « mieux », avec plus de dix mille cas non réglés.

La partie du rapport consacrée aux échanges économiques n'est guère plus encourageante. La manière dont les Soviétiques communiquent l'information économique reste marquée par « une lente détérioration ». Serbes, Hongrois et la Pologne font des efforts en ce sens, notamment pour informer les hommes d'affaires occidentaux. Toutefois, les pays de l'Est, sauf la Hongrie et la Roumanie, ont très faiblement réduit leurs achats aux États-Unis cette année. Pour le dix premiers mois, la balance a atteint 50 % ou presque pour la R.D.A., la Tchécoslovaquie et la Bulgarie; 33 % pour l'U.R.S.S. et la Pologne. La raison en est le déficit commercial de l'Est, qui a conduit les gouvernements à un effort concerté de réduction des importations. En outre, la bonne récolte soviétique de blé a permis de limiter les achats de céréales à l'ouest.

MICHEL TATU.

UN APPEL DE JURISTES INTERNATIONAUX CONTRE LA RÉPRESSION

La deuxième conférence internationale de juristes pour la démocratie et les droits de l'homme en Corée du Sud, réunie à Paris, la 1^{re} décembre, a appelé « tous les juristes du monde à condamner devant l'opinion le régime répressif sud-coréen ainsi que l'assistance fournie à ce régime par divers gouvernements dont ceux du Japon et surtout des États-Unis, en contradiction flagrante avec la diplomatie officielle du président Carter en faveur des droits de l'homme ».

« Condamne la politique de reconnaissance simultanée des deux Corées préconisée par les États-Unis ».

« Préconise une action en faveur de la sauvegarde des droits de l'homme en Corée du Sud et l'envoi d'une commission d'enquête à Séoul, la diffusion du Livre blanc sur la répression en Corée du Sud élaboré par Mme Nicole Dreux, avocat à la cour de Paris, et M. Robert Charvin, professeur à l'université de Nice ».

« Demande l'envoi de délégation auprès du secrétaire général et de la commission des droits de l'homme de l'ONU afin que ces institutions prennent les mesures appropriées et décident de constituer un groupe international d'avocats chargés de la défense des prisonniers politiques en Corée du Sud ou pouvant exercer la fonction d'observateurs judiciaires ».

RÉUNION A BRUXELLES DES MINISTRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE L'ALLIANCE ATLANTIQUE

Le conseil atlantique se réunit ce jeudi 8 et vendredi 9 décembre à Bruxelles. Les ministres des affaires étrangères alliés discuteront notamment de la coopération dans le domaine des armements, des relations Est-Ouest, de la situation en Méditerranée et des tractations avec les Soviétiques (SAIT et M.E.F.R.).

Mardi soir, les ministres des affaires étrangères américains, britanniques, français et ouest-allemand ont parlé au cours d'un dîner du problème de Berlin et de quelques questions d'actualité, notamment du Proche-Orient.

M. Helmut Kohl, président de la C.D.U. (opposition chrétienne-démocrate) a décidé d'annuler la visite qu'il devait faire à Washington. Sa décision est due au fait que le président Carter, qui devait recevoir M. Kohl, a fait annoncer que pour alléger son emploi du temps il ne recevrait plus désormais les dirigeants des oppositions étrangères et laisserait ce soin au vice-président Mondale. Le New York Times écrit le dimanche 4 décembre : « Cette décision plaira certainement aux chefs de gouvernement, mais elle n'était peut-être pas nécessaire, car il n'y a malheureusement pas beaucoup de dirigeants de l'opposition démocratique qui puissent voyager librement de nos jours. » (Reuters.)

C-MOS

Ce sont les semi-conducteurs complémentaires à oxyde métallique qui permettent aux nouveaux calculateurs de poche Hewlett-Packard HP-19 C et 29 C de conserver de façon permanente vos propres données et programmes.

Deux nouveaux calculateurs Hewlett-Packard programmables à mémoire permanente.

Le HP-19 C imprime.

Si les programmes que vous utilisez sont toujours les mêmes, les HP-19 C et HP-29 C vous feront gagner beaucoup de temps. Puissants, programmables au clavier, ils conservent en permanence vos données et programmes. En outre, le HP-19 C dispose d'une imprimante thermique (silencieuse) incorporée, qui imprime les nombres et le programme.

- Ces calculateurs vous offrent tous les deux :
- 98 lignes de programmes regroupant chacune jusqu'à 4 pressions de touches
 - codes combinés pour toutes les fonctions
 - 30 mémoires adressables
 - mémoire C-MOS* pour conserver programmes et données
 - trois niveaux de sous-programmes
 - adressage symbolique, indirect et relatif
 - annulations ou insertions d'instructions avec dilatation et contraction automatique du programme
 - 10 tests logiques différents, y compris incrémentation et décrémentation automatiques (boucles)
 - une logique pour traiter simplement et rapidement les expressions numériques les plus complexes : la notation polonaise inverse
 - une gamme complète de fonctions mathématiques et statistiques
 - des manuels détaillés pour la programmation et les applications
 - la qualité habituelle des produits de la gamme unique HP.

HP-19 C : longueur 16,5 cm, largeur 8,8 cm, hauteur 4 cm.
HP-29 C : longueur 13,02 cm, largeur 6,83 cm, hauteur 3,02 cm.

La même mémoire permanente C-MOS*, les mêmes fonctions préprogrammées, les mêmes possibilités de programmation, les mêmes performances.

* Complementary metal oxide semiconductor

HEWLETT  PACKARD

France: B.P. 70, 91401 Orsay Cedex - Tél. 907 78.25

A renvoyer à H.P. France, Z.I. de Courtabœuf, B.P. 70, 91401 Orsay Cedex.

Je désire recevoir : votre documentation sur le HP-19 C ☐ le HP-29 C ☐

un guide pour le choix d'un calculateur, la liste de vos distributeurs et la solution du labyrinthe C-MOS* ☐

Nom _____
Fonction _____
Société _____
Adresse _____
Tél. _____

UN DICTIONNAIRE POLITIQUE ET DIPLOMATIQUE

Il existait déjà des ouvrages savants sur le vocabulaire politique et diplomatique. Celui-ci a l'avantage d'être un livre de poche où, d'un « abrévié » (« adieu ») ou d'un « long », généralement chargé d'une mission particulière, on trouve une personnalité étrangère » à « Vote » (« débat ») (dont la définition parlementaire tient plus d'une page) les auteurs du Dictionnaire politique et diplomatique ont voulu à la fois tenir en cent quatre-vingt-trois pages, les termes essentiels qu'utilisent, trop souvent en connaissance de cause, tous ceux qui se piquent de politique et de diplomatie, c'est-à-dire, en fin de compte, tous ceux qui prétendent valider leur bulletin de vote.

Anciens chefs du service diplomatique et du service politique de France-Inter, Louise de France et Pierre Sandahl ont ajouté leur lexique un bref résumé des principales organisations internationales ou une préface dans laquelle ils définissent l'esprit, la politique et la diplomatie. — M. D.

★ Pierre Sandahl et Louise de France : Dictionnaire politique et diplomatique (Librairie technique, 100, rue de Valenciennes, 75001 Paris).

PLUSIEURS PERSONNES RELIGIEUSES ONT ÉTÉ REÇUES, le 6 décembre, à La Havane, par M. José Felipe Cernado, membre du comité central du P.C. cubain. Elles participent actuellement à une réunion conseil épiscopal d'Amérique latine (CECALAM), à Santiago de Cuba. Il s'agit notamment du p. — nonne apostolique et Vénérable à Cuba, Mgr M. Tagliarini; du président conseil épiscopal latino-américain, Mgr Roman Arrieta Villalón; du secrétaire général du conseil, le Père Diego R. Trepo Landona; et de l'archevêque de Valencia (Venezuela) Mgr Luis Eduardo Errázuriz. — (A.F.P.)

WEEK-END A LONDRES 470F.

Renseignements: République Tour 3, 105 place de la République 75001 Paris. Tél. 355 38 30 ou votre agent de voyage.

politique

AU SEIN DE LA MAJORITÉ

M. Chirac «croit avoir été compris» par M. Giscard d'Estaing

L'entrevue entre le président de la République et le président du R.P.R., mercredi après-midi 7 décembre, a été délibérément placée sous le signe de la description des relations au sein de la majorité.

En annonçant sa visite et en se rendant à l'Élysée avec une certaine solennité au moment où le R.P.R. célèbre son premier anniversaire, M. Jacques Chirac a voulu à la fois rappeler son allégeance au chef de l'État, son appartenance sans équivoque à la majorité et la spécificité des propositions du mouvement gaulliste, selon laquelle aucun conflit, aucune divergence avec le chef de l'État ne peuvent être durablement entretenus, à moins d'être voués à l'extrême et d'aboutir à une crise ouverte.

Les traditionnels sentiments légitimistes et présidentialistes du mouvement gaulliste, qui, de surcroît, a contribué en 1974 à l'élection de M. Giscard d'Estaing, ne peuvent s'accommoder longtemps d'une attitude d'opposition dédaignée. Connaissant bien sa troupe, M. Chirac a dû tenir compte de leurs aspirations.

« Sous l'autorité du président de la République »

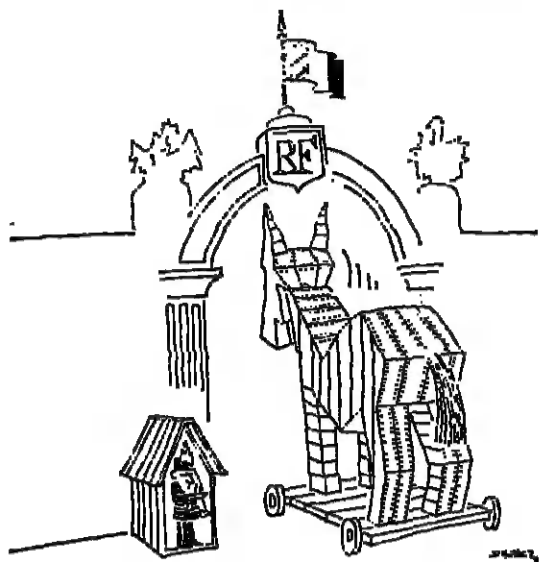
De son côté, M. Giscard d'Estaing, décidant in extremis de consacrer à déjeuner le jour même l'après-midi à son « courage et à son rôle au service de l'économie », d'inviter M. Lecanuet pour le 13 et M. Soisson pour le 15, a voulu à la fois rappeler estime en laquelle il tient son premier ministre et tenter de banaliser la visite de M. Chirac en la plaçant parmi d'autres consultations de leaders politiques. Reconnu ainsi une nouvelle fois à M. Chirac dans la plénitude de ses attributions, M. Giscard d'Estaing ne sera-t-il pas tenté de saisir l'initiative et de confier au nouveau M. Barre un rôle important dans la conduite de la majorité ? Ce dernier doit, en effet, inviter au cours d'un séminaire gouvernemental à Rambouillet, d'ici les « objectifs d'action »

que M. Barre pourrait ensuite présenter au pays. Or, si M. Chirac reconnaît la légitimité et l'autorité du président de la République sur la majorité, il conteste toujours certains choix de la politique du gouvernement, qu'il estime inadéquats à la situation actuelle du pays et incapables de rallier une majorité d'électeurs. C'est l'une des difficultés que l'entrevue du 7 décembre n'a pas permis, semble-t-il, de surmonter.

Au bout de quarante minutes de tête à tête, le président du R.P.R., attendu dans la cour du palais de l'Élysée par une foule de journalistes, a déclaré sans hésitation que « cet entretien avait été particulièrement confiant », ajoutant : « Je crois que j'ai été compris, ce qui me fait plaisir. »

L'entrevue entre les deux hommes, qui ne s'étaient pas revus en tête à tête depuis le 29 mars, aurait-elle permis d'entendre dans l'entourage du chef de l'État — « beaucoup intéressés », M. Giscard d'Estaing, alors qu'on se félicitait du côté du maire de la capitale de la grande amabilité du président de la République et de la courtoisie qui serait allée croissant entre eux, M. Giscard d'Estaing a tout d'abord interrogé son hôte sur les nombreux voyages qu'il effectuait à travers les départements. Celui-ci lui a alors fait part des impressions qu'il a recueillies et insisté notamment sur les risques que, selon lui, la majorité court toujours de voir lui échapper la victoire aux élections législatives. M. Chirac a affirmé que la majorité devait encore resserrer son union, tout en estimant que celle-ci lui semblait pour le moment assez bien organisée.

Le président du R.P.R. a souligné qu'il se présentait et qu'il entendait se battre dans le cadre de cette union de la majorité « sous l'autorité du président de la République », rappel auquel M. Giscard d'Estaing a semblé sensible. M. Jacques Chirac a ensuite exposé que la situation économique actuelle caractérisée par la complexité et par des difficultés de tous ordres, il convenait que chaque parti de la majorité « libère ses propres forces de proposition dans le cadre du pluralisme organisé ».



(Dessin de CHENEZ.)

faissant ainsi allusion aux termes mêmes utilisés par M. Giscard d'Estaing dans sa conférence de presse du 17 janvier dernier. Le président du R.P.R. a alors indiqué que lui-même et son mouvement développeraient des propositions originales et des solutions nouvelles. Celles-ci sont moins destinées à critiquer l'action du gouvernement de M. Barre qu'à tracer les perspectives d'action pour le gouvernement qui sera constitué après les élections. Les relations plus personnelles entre M. Giscard d'Estaing et son ancien premier ministre ont été brièvement abordées mais dans un souci manifeste et répropre d'aboutir à une certaine déclassification.

Le climat qui a présidé à cette rencontre semble annoncer un certain apaisement dans les relations entre le R.P.R. et le chef de l'État. M. Chirac a par ce geste restreint un terme aux accusations lancées contre lui par ses partenaires, d'être un « diviseur de la majorité ».

Il a voulu aussi informer officiellement et personnellement le chef de l'État de la tactique adoptée par le R.P.R. pour la campagne électorale. L'entretien n'a, à aucun moment, constitué une discussion et ne s'est pas transformé en une négociation ni en marchandage.

Aussi le R.P.R. continuera-t-il à affirmer tout à la fois son appartenance à la majorité et l'originalité des solutions qu'il propose. C'est notamment ce qu'il fera samedi 10 décembre à l'occasion de la réunion du comité central, qui accordera leurs investitures aux candidats du mouvement. M. Chirac des consignes pour le plan de bataille électoral. L'attitude de l'ancien premier ministre se précisera ensuite dans les voyages qu'il reprendra le rythme des mardi 13 décembre en se rendant dans le Pas-de-Calais. Si M. Chirac, ainsi qu'il l'a dit mercredi soir, « croit » avoir été compris, M. Giscard d'Estaing ne fera savoir plus tard s'il partage cette impression, et surtout s'il approuve le chef du R.P.R.

ANDRÉ PASSERON.

VOSGES : le conflit entre MM. Stoléru et Poncelet s'aggrave

De notre correspondant

Epinal — La crise provoquée au sein du conseil municipal de Saint-Dié par l'annonce de la candidature de M. Lionel Stoléru dans la deuxième circonscription des Vosges se double désormais après l'envoi d'une lettre ouverte de M. Stoléru à M. Christian Poncelet, sénateur R.P.R., d'une querelle très grave entre les deux principaux partis de la majorité départementale du R.P.R. depuis la désignation des candidats giscardiens dans les première, deuxième et quatrième circonscriptions. La fédération départementale du R.P.R. reproche à son partenaire d'avoir « baïonné » les accords passés début juillet, avant les élections sénatoriales. Elle soupçonne le parti républicain de vouloir, par tous les moyens, « rééquilibrer » la majorité dans le département.

Dans la lettre qu'il a adressée au sénateur gaulliste, le secrétaire d'État écrit : « Vos attaques incessantes contre ma candidature sont particulièrement compréhensibles nos électeurs, qui voient mal ce

qui peut séparer deux collègues d'un même gouvernement » (1). Il poursuit : « L'impression se dégage que votre hostilité à mon égard se fonde non sur la recherche de l'intérêt général mais sur ce qui serait votre volonté de faire le vide afin de rester seul dans l'ensemble des quatre circonscriptions des Vosges. »

M. Stoléru invite M. Poncelet à participer, à ses côtés, à une réunion publique. Le secrétaire d'État conclut : « Si des choses doivent être dites, qu'elles le soient ouvertement ; si des reproches doivent être faits, qu'ils le soient publiquement. Car, de mon côté, je n'ai rien à cacher de ma conduite et de mon action. »

YVON COLIN.

(1) En fait, MM. Stoléru et Poncelet ne sont plus « collègues ». M. Christian Poncelet a renoncé à son poste de secrétaire d'État auprès du premier ministre, chargé des relations avec le Parlement, le 28 septembre, après avoir été élu sénateur des Vosges.

Trois organisations d'extrême gauche concluent un pacte électoral

Les représentants de trois organisations d'extrême gauche, la Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R., trotskiste), l'Organisation communiste des travailleurs (O.C.T.) et les Comités communistes pour l'autogestion (C.C.A.), ont tenu, mardi 6 décembre, une ultime réunion préélectorale. Ils ont abouti à un texte commun qui, une fois ratifié par les instances nationales, deviendra la plateforme des quelque deux cent cinquante candidats communistes à ces trois mouvements révolutionnaires. Pour le second tour de scrutin, ils ont décidé d'appeler à voter « pour les partis réformistes » de la gauche. Toutefois, la L.C.R. et les C.C.A. refusent tout désistement en faveur du M.R.G.

Sous le signe « pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs » (1), et sur la base d'une déclaration politique commune, la L.C.R., l'O.C.T. et les C.C.A. ont décidé de présenter en commun des candidats aux prochaines élections législatives.

Toutefois, le champ d'application comme le contenu de cet accord, conclu après plus de deux mois de négociations (le Monde du 14 octobre), en limitent la portée. En effet, cet engagement ne concerne pas l'ensemble des formations d'extrême gauche, tant s'en faut. Tout d'abord, il laisse à l'extérieur le P.S.U. Les socialistes unifiés, conviés à la négociation, se sont refusés car ils sont avant tout soucieux de se dissocier de l'extrême gauche pour mieux se rapprocher des écologistes, au sein du « front autogestionnaire », qu'ils s'efforcent de constituer.

De plus, d'autres organisations contestent la nécessité d'une démarche unitaire. Ainsi Lutte ouvrière (L.O.), qui estime « ne pas » la possibilité d'un accord politique et reproche surtout aux signataires de la plateforme commune de « laisser entendre qu'une position de gauche serait, d'une manière ou d'une autre, un progrès pour les travailleurs ». Dans ces conditions, L. O. estime préférable que plusieurs candidats d'extrême gauche soient en concurrence, plutôt que de se rallier à un texte qu'elle juge « ambigu ». C'est au nom du même rejet des « partis bourgeois » que le parti communiste marxiste-léniniste de France (P.C.M.L.F., prochinois) a récemment décidé de présenter ses propres candidats (le Monde du 8 novembre).

Quant au parti communiste international (programme communiste), il estime que ni la L.C.R. ni l'O.C.T. n'ont « complètement rompu avec l'ordre capitaliste ». L'Organisation communiste internationaliste, enfin, accorde la priorité à un accord P.C.-P.S. Seul le parti communiste révolutionnaire (P.C.R., marxiste-léniniste) pourrait finalement accepter de se rallier à ce texte. Les instances nationales des communistes révolutionnaires trancheront au début de mois de janvier.

Le contenu de la plateforme commune à la L.C.R., à l'O.C.T. et aux C.C.A. rend également cette démarche unitaire quelque peu précieuse. Certes, les convergences ne sont pas éligibles. Les trois organisations s'accrochent à l'analyse de la crise économique actuelle et souhaitent contribuer à bâtir « l'unité des travailleurs ». La plateforme commune énumère une série de revendica-

tions sociales précises, concernant notamment les « expropriations » (nationalisations), la semaine de trente-cinq heures, l'aide aux travailleurs immigrés et la condition des femmes.

Il reste que le pacte signé le 6 décembre traduit surtout un même rejet du programme commun, programme de « collaboration de classes », et de la politique des partis communiste et socialiste, coupables d'avoir « capitulé sur les revendications essentielles des travailleurs ». Il n'existe aucun accord sur le contenu de « l'unité des travailleurs » qui est mise en avant, pas plus que sur l'adoption d'une éventuelle stratégie de « débordement » ou l'adoption d'une victoire de la gauche. De plus, la nature et le fonctionnement des « comités de soutien » aux candidats révolutionnaires qui devraient être créés est un facteur de division. L'O.C.T. a souhaité que ces organismes soient principalement tournés vers les « nouvelles formes de luttes » (écologistes, féministes, soldats) ; la L.C.R. a plaidé pour une tactique de « front unique » permettant de préserver l'unité ouvrière en les ouvrant aux « réformistes » (le Monde du 6 juin).

Ainsi, pour ménager les thèses de chacun, les négociateurs ont convenu que chaque candidat commun doit s'engager à défendre la plateforme du 6 décembre tout en conservant la possibilité de développer le programme politique de son mouvement d'origine.

Les uns et les autres ne nourrissent guère d'illusions excessives quant aux résultats de l'extrême gauche. Les plus récents sondages, qui lui accordent 4 % des intentions de vote, confirment la permanence d'un courant révolutionnaire dans la vie politique française, mais négligent l'émiettement et la division qui caractérisent ce secteur. Le mérite des signataires de la plateforme commune est d'avoir tenté d'y porter remède. — J.-M. C.

(1) Ils représentent ainsi la dénomination utilisée avec succès lors des élections municipales de mars 1977. Les listes « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs » avaient rassemblé, en plus de la L.C.R. et de l'O.C.T., le P.S.U. et L.O.

(PUBLICITE)

pieds longs et LARGES 38 au 50

Il existe un magasin à Paris où tous les hommes qui ont des difficultés à se chauffer à cause de leur pointure (ou largeur) trouveront chaussure à leur pied. C'est le Palais de la Chaussure, 39, avenue de la République, Paris (11^e), qui présente un choix unique, du 38 au 50, par demi-pointure de la 6^e à la 11^e largeur. N'hésitez pas à demander le catalogue. Tél. : 357-45-92.

Camille Bourniquel

Tempo

Grand Prix du Roman de l'Académie française

■ **ARMAND LANOUX** de l'Académie Goncourt «FRANCE-SOIR»
«Ce roman exceptionnel par ses exigences, rejette dans le borborygme de l'actualité bien des romans qui en sont trop imbibés. Il a une prétention légitime à la durée.»

■ **GASTON BONHEUR** «LE MATIN DE PARIS»
«Si vous aimez les palaces, le jeu, l'amour tombé du ciel, l'Orient, voici un livre enchanteur qui vaut tous les voyages à Samarcande.»

■ **JEAN MISTLER** de l'Académie française «L'AUREOLE»
«Au fond de ce beau livre, intelligent et solide, n'y a-t-il pas cette leçon que la vie n'est pas une rencontre sportive, ou une partie d'échecs, mais une longue série de rencontres et de parties où finalement la mort seule est gagnante ?»

■ **PIERRE DEMERON** «MARIE-CLAIRE»
«Le roman accompli des accomplissements mystérieux.»

■ **FRANÇOIS NOURISSIER** «LE POINT»
«Des pages superbes sur le génie adolescent, la chance, l'approche surnoise de la mort, le désarroi d'un homme... Ce sera notre souvenir du livre : la maîtrise de l'écrivain.»

■ **PAUL GUTH** «LA VOIX DU NORD»
«Enfin voilà un romancier qui ose écrire un roman !»

■ **MICHEL DEON** «JOURNAL DU DIMANCHE»
«Derrière la beauté de ce qu'il décrit, quelque chose bouge qui anime cette contemplation si poétique du lieu.»

■ **JEAN FREUSTIE** «LE NOUVEL OBSERVATEUR»
«Le récit, bien agencé, est d'une très réelle beauté. Ce livre, d'une construction volontairement «décentrée», reste mystérieux et, de ce fait, laisse en vous une profonde résonance.»

Julliard

فَكُنَّا مِنَ الْأَٰصِلِ

POLITIQUE

PARLEMENTAIRES NATIONALE

Les députés définissent et renforcent le droit de préemption des SAFER

Mercredi 7 décembre, l'Assemblée nationale examine, après déclaration d'urgence, le projet de loi tendant à renforcer le droit de préemption foncière et d'établissement rural (SAFER) en étendant le droit de préemption.

Pour M. BIZET (app. R.P.R.), rapporteur de la commission de la production, « le problème foncier est le problème de la politique agricole pour la prochaine législature ». Les entretiens qu'il a eus pour étudier ce texte, il le sent, que « la volonté de contrôler l'instrument qui sert à la SAFER paraît l'emporter sur le souci d'en examiner l'efficacité ».

« Dans son rapport écrit, il relève que certaines sociétés ont à priori le flanc à la critique et n'ayant pas une politique de clientèle, voire à leur avantage, ne leur position ». Il y critique également la place des organisations professionnelles dans la gestion des SAFER, dont il juge la

comptabilité trop hermétique au regard des fonds publics utilisés, les frais généraux abusifs, la répartition en pourcentage excessive.

M. MEHAIGNERIE, ministre de l'Agriculture, souligne la difficulté du problème foncier dû à la rapidité du prix de la terre et à la rareté des fonds disponibles. Le problème de la répartition, la répartition des fonds n'est pas un problème indissoluble. La discipline foncière que les SAFER sont un des aspects. Après avoir indiqué que leur droit de préemption touche à 5 % du chiffre d'affaires (2,5 % du chiffre d'affaires total), le ministre présente les objectifs du projet :

1. — Renforcer l'intégrité du droit de préemption restreint par la jurisprudence de la Cour de cassation qui empêche que le droit s'exerce sur des exploitations équilibrées. Le ministre lui-même s'exerce sur les exploitations agricoles quelle qu'en soit la superficie, et il maintient le principe de système telles que l'exception de contiguïté ou les ventes successives de rentes viagères.

2. — Mettre l'ordre de priorité pour l'exercice du droit de préemption en lançant l'opération ou la réinstallation des agriculteurs avant la politique d'agrandissement systématique.

3. — Jeter les bases d'un meilleur contrôle des opérations des SAFER en prévoyant la publicité des parcelles préemptées et en leur interdisant de préempter sur des parcelles de moins de 500 mètres carrés.

Le ministre conclut : « Les SAFER ont, dans l'ensemble, rempli avec efficacité leur mission. La profession leur est attachée. Il leur faut cependant se faire mieux adopter. Tel est l'objet du texte en discussion ».

Le débat général s'engage en séance de nuit sous la présidence de M. ALPHAND (P.S.). Pour M. DUTARD (P.C., Dordogne), « la spéculation et l'insécurité des petites exploitations sont les deux maux de l'agriculture politique foncière agricole ». Parmi les dangers d'aggravation du problème foncier, le député de la Haute-Vienne rappelle la législation sur les ventes et les SAFER, et dont l'insécurité reste très en deçà de l'objectif fixé par la loi ». Il souligne notamment l'insuffisance de la représentation des agriculteurs familiaux dans ces organismes. Reconnaissons toutefois que le projet présente quelques aspects positifs en matière de préemption, il insiste néanmoins sur la nécessité de l'urgence et d'une autre politique agricole ». « Une réforme du fonctionnement des SAFER ».

Favorable à une répartition plus large possible des terres, M. MAURICE CORNETTE (R.P.R., Nord) observe que l'esprit du législateur de 1963 est

celui de la préemption doit rester exceptionnel. Or, constate-t-il, il s'est généralisé. Cependant que la jurisprudence freine l'action des SAFER. Il importe donc de sortir des ambiguïtés antérieures et de tenir compte de la nécessité de favoriser l'installation des jeunes. Tel est le sens des amendements de la commission.

M. EYRAUD (P.S., Haute-Loire) critique la politique de préemption, qu'il juge trop restrictive. « Je ne suis pas sûr que le seul droit de préemption n'empêchera pas le prix de la terre de monter trop haut ». La sécurité de l'exploitant et à affirmer la primauté de son droit sur celui du capital. Les SAFER joueraient un rôle important.

Pour M. COTTEGAT (R.P.R., Corrèze), les SAFER ont fait un travail plus utile qu'on se le dit trop souvent ; mais faut-il préserver l'institution en la renforçant.

Pour M. HUGUET (P.S., Puy-de-Calais), le projet ne remédiera pas à l'incohérence actuelle, la politique foncière doit être entièrement aux mains des syndicats corporatistes. L'Assemblée SAFER, il faut la intégrer dans les commissions départementales de structure démocratiquement élues ; il faut également limiter les cumuls.

Une réforme s'impose, déclare M. DE POULIQUET (R.P.R., Finistère), car des abus ont été constatés. Le droit de préemption doit être respecté, et dans l'intérêt même des SAFER, il faut que leurs attributions soient strictement définies. Revenant à la liberté de l'agriculture, M. MAYOUD (P.R., Rhône) rappelle que faire le procès des SAFER, mais souligne que leur action doit être transparente afin de prévenir les risques de monopoles.

Pour M. FORTISSOU (P.S., Rhône), les SAFER devraient avoir les moyens de leur action la spéculation.

Après une séance de nuit des députés, M. DOUSSET (app. P.R., Eure-et-Loir), un large majorité d'approbation doit être laissée aux instances locales. A son avis, le mandat d'habilitation des SAFER doit être exercé effectivement le pouvoir de décision.

Enfin, M. ANDRÉ BILLOUX (P.S., Yarn) estime que si l'on désire que les SAFER ne fassent que la preuve de leur incapacité à résoudre les problèmes fondamentaux de l'agriculture.

L'Assemblée reprend le texte de la loi de 1963. L'article premier, elle repousse des amendements qui visent notamment à élargir le champ d'application de la préemption effective des SAFER à la vente de terres de leur fonctionnement ». Il s'agit également de préciser que les biens acquis par les SAFER soient rétro-

cessés en propriété foncière à l'objet du droit de préemption : 1) Installation, réinstallation ou maintien des agriculteurs ; 2) Agrandissement des exploitations existantes dans la limite de la superficie des terres de l'exploitant. Le ministre en démentant les exploitations acquises à l'amiable ou par préemption, il précise (app. R.P.R., Indre-et-Loire) qu'il s'agit d'amélioration de la superficie des parcelles afin que la superficie des exploitations soit aménagée leur œuvre la possibilité d'acquiescer l'équilibre économique défini dans la loi de 1963.

La préservation de l'équilibre des exploitations existantes lorsqu'il est compromis par l'emprise de l'intérêt public ;

4) Mise en valeur des terres incultes ;

5) Mise en valeur de la spéculation foncière et sauvegarde du cadre familial de l'exploitation.

Concernant les conditions de publicité, l'Assemblée repousse un amendement de M. CORNETTE (R.P.R.) qui prévoit qu'à peine de nullité la SAFER doit motiver la décision de préemption par référence à tout ou partie des objectifs définis précédemment et en outre la publicité. Elle doit également motiver la décision de rétrocession et d'acquisition, préalablement à toute rétrocession, soit l'acquisition de biens en vente les fonds acquis par préemption ou à l'amiable.

(Lire la suite page 12.)

Questions orales

Mme CONSTANS (P.C.)
DÉNONCE
« UNE GRAVE VIOLATION
DE L'ÉGALITÉ
ENTRE LES CANDIDATS »

Au cours de la séance de questions au gouvernement, Mme CONSTANS (P.C.), députée de la Haute-Vienne, a relevé, dans une intervention à l'Assemblée nationale, que le débat sur la loi de 1963, qui doit donner le 13 décembre, dans la première séance de la Val-d'Oise où il se représente, le droit d'envoyer la candidature électorale, et que son droit de préemption, intégralement par la télévision. Mme Constans a dénoncé « une grave violation de l'égalité entre les partis et les candidats ». « Il s'agit, a-t-elle affirmé, d'un retour au droit de prince et aux privilèges officiels que nous avons disparus depuis le Second Empire ».

M. Becam, secrétaire général de l'intérieur, a assuré que la loi de 1963, pré-électorale pour les législatives se déroulant dans le pays et dans un climat très large libéralisme, climat qui contraste avec celui qui règne dans la plupart des pays de l'Europe. « A tort des prochaines élections », a-t-il ajouté, il est hautement probable qu'aucun candidat de la gauche ne sera élu.

LE DÉBAT BUDGÉTAIRE AU SÉNAT

INTÉRIEUR : quelques crédits supplémentaires pour les collectivités locales

Après avoir adopté sans modification le budget de l'agriculture, le Sénat a, mercredi 7 décembre, examiné les crédits du ministère de l'Intérieur. A 14 h 30 du matin, les sénateurs ont voté plusieurs amendements visant à augmenter les crédits des collectivités locales.

M. RAYBAUD (gauche dém., Jura-Mariniers), rapporteur du budget de l'Intérieur, a souligné notamment que la dotation de l'équipement des collectivités locales, qui s'élève à 2 milliards, permettrait au gouvernement de tenir ses promesses et d'offrir un nouveau relai par rapport à l'échec prévu pour la loi de 1963 sur la T.V.A. aux communes.

Le rapporteur a aussi réclamé un effort supplémentaire pour l'efficacité de la police dans les villes et la prévention du programme civil de l'incendie avec notre statut de puissance nucléaire.

M. NAYROUS (P.S., Ariège), exprimant l'avis de la commission de l'Intérieur, a déploré de son côté la progression de la dégradation des salaires, de 12,4 % et l'incertitude qui règne sur la définition de la répartition de la charge de la dette directe et de ses conséquences nancières, le rapporteur déclare : « On pourrait être tenté de dire : beaucoup de mal pour en faire un grand bien ».

Le sous-secrétaire de la fiscalité et de la disposition des crédits, M. CHRISTIAN FORT, ministre de l'Intérieur, a été porté à 12,38 % pour obtenir un parallélisme rigoureux avec la progression de la masse budgétaire de l'État. Mais la croissance est un peu moins rapide que celle de 1977, de 11 %, alors que dans le même temps, les ressources de l'État n'ont augmenté que de 10 %. Bref, l'affaire n'a pas été réglée pour les collectivités. La V.R.T.S., en 1975, a suivi très exactement la progression des dépenses locales.

Le ministre a ensuite eu la volonté d'assurer la sécurité de l'État avant d'analyser les causes de la violence.

M. EDOUARD BONNEFOUS (gauche dém., Yvelines), président de la commission des finances, souligne à cet égard la responsabilité des médias audiovisuels.

La discussion générale, la plupart des sénateurs attendent l'avis du ministre sur la situation de la violence et la situation du personnel communal. Le problème de la violence et de la situation des communes par plusieurs sénateurs. Mme BRIGITTE CHAM (inscr. Yvelines) plaide pour les communes de la région parisienne, et que M. MICHEL GIRAUD (R.P.R., Val-de-Marne) souligne les fonctions que l'État opère sur les finances locales.

M. CICCOLINI (P.S., Bouche-du-Rhône) et ROSETTE (P.C., Val-de-Marne) annoncent

que les communes vont voter le budget.

Les amendements adoptés, sur initiative de M. DESCOUDRES DESAIGUES, député de l'Union cent., portent sur le taux de répartition (V.R.T.S.), et sur une meilleure distribution du Fonds d'équipement des collectivités locales.

À propos des modalités de répartition du V.R.T.S., M. FOURCADE (ind., Hauts-de-Seine), ancien ministre des Finances, a déclaré que les collectivités locales, depuis 1966, ont été partiellement démunies de leur droit de répartition, mais déjà à l'état clair qu'il en résulterait des inégalités. D'où l'adoption d'une loi qui a permis de modifier les attributions du V.R.T.S. d'année en année, de 1968 à 1975. En 1975 il y a eu la modification de l'imposition des ménages et l'on a voulu bloquer l'évolution du V.R.T.S. Aujourd'hui on propose de maintenir ce blocage un peu plus. M. Fourcade croit que nous sommes en train d'empêcher de ressusciter le fameux système des principaux fiduciaires.

Après le vote de son budget, le ministre de l'Intérieur a annoncé qu'une série d'amendements sera déposée par le gouvernement sur la deuxième loi de finances. Les amendements porteront notamment sur le renforcement de certains crédits d'équipement.

AUCHAN

CASSE LES PRIX

HI-FI SON

Ampli AM AM 2200 2 x 20 watts, platine PIONEER PL 112 D avec capot et cellule Shure M 75-6 ; enceintes AKAI SA1025, 2 voies - 25 watts.....	1 990,00 F
Ampli-tuner PIONEER Sx 450 L II, 2 x 24 watts, GO-FM, platine PIONEER PL 112 D avec capot et cellule Shure M 75-6 ; enceintes SCOTT 176, 2 voies - 35 watts..	2 990,00 F
*Ampli-tuner MARANTZ 2220 L 2 x 22 watts GO-FM ; platine TECHNICS SL 1 avec capot et cellule Shure M 75-6 ; enceintes 3A "ALPHASE" 2 voies - 35 watts.....	3 890,00 F
Ampli-tuner AKAI 1030 L, 2 x 30 watts, GO-FM, platine AP 003 livrée complète avec capot et cellule d'origine ; enceintes 3A "APOGEE" 2 voies - 50 watts.....	3 990,00 F
Radio-cassette GRUNDIG C 1000 PO-GO-FM-OC.....	995,00 F
Tuner SCOTT 518 L.....	1 050,00 F
Magnétophone platine 1.....	1 990,00 F
SONY TC 378.....	

PHOTO-CINÉ

*Reflex PENTAX ME avec objectif 1,7/50 mm, automatisme priorité au diaphragme cellule Ga. As. P, affichage D.E.L.....	1 650,00 F
Reflex NIKON FM NU chromé - cellule Ga. As. P, affichage D.E.L.....	1 675,00 F
Reflex CANON AE1 avec objectif 1,8/50 mm III sac - automatisme avec priorité à la vitesse.....	1 950,00 F
Caméra MINOTAUR 40 XLS - ouverture 1,2 - zoom 8,5-34, avec sac.....	1 790,00 F

Ces promotions sont valables jusqu'au 31 décembre 1977.

AV. DU MARÉCHAL-JOFFRE
STATION R.E.R. VAL DE FONTENAY
FONTENAY-S/BOIS

POLITIQUE

Le débat sur les SAFER à l'Assemblée nationale

(Suite de la page 11.)

Un amendement de la commission précise que le préfet accorde le droit de préemption à une SAFER, après avis du conseil général. Le texte initial ne prévoyait que l'avis de la commission départementale des structures.

Le préfet détermine les zones dans lesquelles le droit de préemption s'applique. Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

A l'article 4, qui définit les SAFER, l'Assemblée nationale précise que le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Les actions en justice contestant la préemption s'inscrivent dans l'année qui suit la décision de la SAFER.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le boulet foncier

Les agriculteurs possèdent 12,5 millions d'hectares de terres agricoles en France. Le territoire français métropolitain est divisé en 14,5 millions d'hectares de terres agricoles.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Une charge de 15 milliards de francs par an

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, le mercredi 7 décembre 1977, au Palais de l'Élysée, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

SOCIÉTÉS DE PROGRAMME DE RADIO-DIFFUSION ET DE TÉLÉVISION.

Le premier ministre a fait une déclaration sur la réorganisation des sociétés de programme de radio-diffusion et de télévision, dont les pouvoirs viennent à expiration.

Le président de la République a déclaré à ce sujet :

« La réorganisation des sociétés de programme de radio-diffusion et de télévision est une tâche importante. Elle doit être menée à bien dans le respect de la liberté d'expression et de la diversité des opinions. »

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

NOMINATIONS MILITAIRES

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

Le droit de préemption s'applique à la superficie nominale de la parcelle.

CIGARES DE LA HAVANE

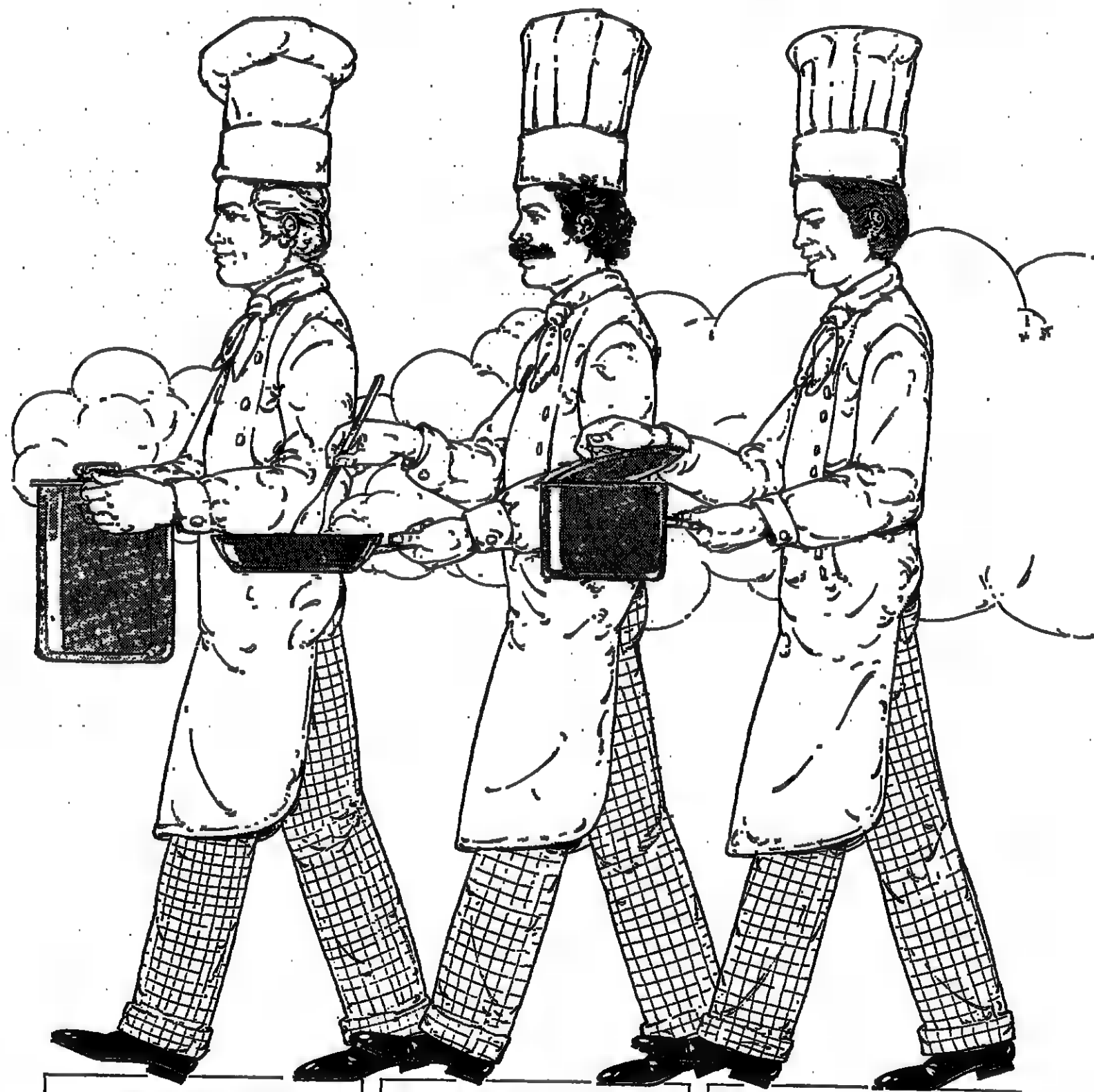


Quai d'Orsay • Monte-Cristo • H. Upmann
Hoyo de Monterrey • Paragás • J. Larranaga
Punch • Punch Margaritas • Romeo
et Churchill's

Washington n'exclut pas de communiquer la technologie du...

FRANTEL.

3 NOUVELLES GRANDES TABLES: LYON, MARSEILLE, PARIS.



FRANTEL LYON
RESTAURANT
"L'ARC EN CIEL"
TOUR DU CRÉDIT LYONNAIS
PART-DIEU NORD
TÉL. : (78) 62.94.12

FRANTEL MARSEILLE
RESTAURANT
"L'OURSINADE"
CENTRE BOURSE
TÉL. : (91) 91.91.29

FRANTEL WINDSOR PARIS
RESTAURANT "CLOVIS"
14 RUE BEAUJON
TÉL. : 227.73.00

frantel

Des hôtels au cœur des villes.

RÉSERVATIONS CENTRALES : TÉL. PARIS (1) 828.88.00 — LYON (78) 62.94.12 — MARSEILLE (91) 91.91.29
BESANCON — BORDEAUX — CLERMONT-FERRAND — DUNKERQUE — FOS-SUR-MER — GRANDE-MOTTE — LILLE — LYON — MACON — MARSEILLE — METZ — MONTPELLIER — MULHOUSE — NANCY
NANTES — NICE — PARIS — PARIS ORLY — REIMS — RENNES — ROUEN — ST-ETIENNE — TOULON — TOULOUSE — GUADELOUPE — MARTINIQUE

مَكْزَا مِنْ الْأَصْلِ

Le Francois Mitterrand

Projet de loi

ISTH
AUTEUIL - POLIGNY
ENA
SCPO

Françoise Dolto
l'évangile
au risque
de la
psychanalyse
35f
Jean-Pierre delarge

PIERRE-ASSUR. UNE ASSURANCE VIE CONSTRuite SUR LA PIERRE.



La protection contre l'érosion monétaire.

Pierre-Assur est directement associé à l'évolution d'une Sicomi, société d'investissements pour le commerce et l'industrie.

L'UAP a fondé sa propre Sicomi dont elle détient le contrôle intégral, Ugicomi (Union de gestion immobilière pour le commerce et l'industrie).

Ugicomi a pour activité exclusive la location d'immeubles industriels et commerciaux.

L'évolution de la valeur du patrimoine d'Ugicomi permet de déterminer, chaque année, la nouvelle valeur des garanties de Pierre-Assur.

La garantie à double détention. En cas de vie à l'échéance du contrat, le capital valorisé est versé.

En cas de décès ou d'invalidité totale permanente intervenant avant l'échéance du contrat, le capital valorisé est versé deux fois au bénéficiaire : une première fois à la date du décès (ce capital peut être triplé en cas de décès dû à un accident).

Une deuxième fois à la date d'échéance du contrat - Entre la date du décès et la date d'échéance, les primes cessent d'être dues ; le capital continuant néanmoins sa progression.

Les avantages fiscaux. Les primes sont déductibles du revenu imposable (dans la limite de 5 000 francs par an).

Les capitaux versés ne sont pas imposables.

Les capitaux versés en cas de décès sont exonérés de droits de succession.

N'hésitez pas à consulter votre conseiller UAP. Il peut vous proposer une gamme très complète de contrats pouvant s'adapter à toutes les situations.

Demandez ou écrivez à : UAP "Informations Pierre-Assur", Cedex 14.

93 Paris La Défense.

UAP

Partout en France, proche de vous.

Un Anglais très romantique

(Lire la suite page 23.)

(Live in studio page 26.)

Sur ~~l'air~~ ~~les~~ courbes ~~de~~ ~~la~~ ~~jeune~~ ~~fille~~ j'ai patiné élégamment
gratuit
pressant ~~la~~ ~~poitrine~~ ~~du~~ destin en monogramme.
J'ai ~~la~~ ~~jeune~~ mangé
~~les~~ broderies du couvent s'effritent il pleut des liseuses de
chrysalides ~~du~~ couvent
et ~~les~~ nuages ~~à~~ bas ~~du~~ ~~ciel~~ d'alles qui couvent les
~~nuages~~ vagabonds ~~du~~ ~~ciel~~ embryonnaires
quelle brusque ~~tempête~~ chassera la neige aujourd'hui
et ~~je~~ ~~veux~~ ~~voir~~ ~~la~~ ~~plan~~ ~~me~~ ~~témoigne~~ ~~l'été~~
l'été ~~me~~ ~~se~~ ~~gîte~~ ~~à~~ ~~l'incelant~~ ~~quand~~ ~~le~~ ~~crépuscule~~ ~~met~~
sa signature

(Lire la suite page 22.)

**5 VOIX CONTRE 5
AU PRIX
GONCOURT**

FLAMMARION

IMAGINAIRE NOUVEAUTÉS 1977

ENQUÊTES
TÉMOIGNAGESPHILOSOPHIE
ET PSYCHANALYSE

Bibliothèque de Philosophie,
dirigée par
Jean-Paul Sartre et Pierre Verstraeten,
Connaissance de l'Inconscient,
Coll. dirigée par J.-B. Pontalis,
Œuvres complètes,
Classiques de la Philosophie.

Ernst BLOCH
L'esprit de l'utopie (version de 1923 revue et
modifiée).
Georg GRODDECK
Ca et Moi.
Martin HEIDEGGER
Schelling.
Michel M'UZAN
De l'art et de la mort.
Friedrich NIETZSCHE
La naissance de la tragédie, tome I
et Fragments posthumes 1868-1872.
Œuvres complètes, tome XIV.
J.-B. PONTALIS
Entre le rêve et la douleur.
Harold SEARLES
L'effort pour rendre l'autre fou.

THÉÂTRE ET CINÉMA

Collection Blanche, Hors série.

DELAY/ROUBAUD
Gral théâtre.
Constance DELAUNAY
La Donna et Olympe dort.
David MERCER
Providence. Un film par Alain Resnais.
Armand SALACROU
Théâtre I : le casseur d'assiettes,
Tour à terre,
Le pont de l'Europe,
La boule de verre,
Pièces à lire.
Ouvrage collectif
Sartre.

POÉSIE

Collection Blanche, Poésie,
Le Chemin, Du Monde Entier,
Connaissance de l'Orient
Coll. dirigée par Etienneble.

Alcibiade ALEXANDRE
Poésie totale. (espagnol).
Jain BOSQUET
Le livre du doute et de la grâce.
René CHAR
Poèmes de la Balandrane.
Jean DAIVE
Le cri-cerveau.
Jain DUAULT
L'olorature.
Jacques ESTANG
La laisse du temps
(tirage numéroté).
André FRÉNAUD
Les Rois mages.
Joger GILBERT-LECOMTE
Œuvres complètes, tome II.
Poésie.
Jorge GUILLÉN
Antique (espagnol).

GUILLEVIC
Sphère, suivi de Lamac.
Du domaine.
Marc GUYON
Ce qui chante dans le chant.
Vladimir HOLAN
Histoires (tchèque).
Victor HUGO
Les châliments.
Philippe JACCOTTET
A la lumière d'hiver précédé de leçons et de
chants d'en bas (tirage numéroté).
Alfred JARRY
Les minutes de sable mémorial.
César. Antéchrist.
LI QINGZHAO
Œuvres poétiques complètes (chinois).
Gérard MACÉ
Les balcons de Babel.
Pablo NERUDA
Mémorial de l'île noire
suivi de Encore (espagnol).
Chant général (espagnol).
Octavio PAZ
Mise en scène (espagnol).
Jacques ROUBAUD
Autobiographie, chapitre dix.

LITTÉRATURE CLASSIQUE

La Pléiade, Œuvres complètes,
Collection Blanche,
Hors série

APOLLINAIRE
Œuvres en prose, tome I.
BALZAC
Œuvres complètes, tomes V, VI, VII.
Roger CAILLOIS
Anthologie du fantastique I et II.
Album CÉLINE
CHATEAUBRIAND
Correspondance, tome I.
William FAULKNER
Œuvres, tome I.
Jean GIONO
Œuvres complètes, tome IV.
Julien GREEN
Œuvres complètes, tome V.
PIRANDELLO
Théâtre complet, tome I.
Félicien MARCEAU
Album personnages de La Comédie humaine.
Henri POURRAT
Le trésor des contes.
TOCQUEVILLE/KERGORLAY
Correspondance.

BEAUX LIVRES
OUVRAGES D'ART

L'Univers des Formes, Coll.
dirigée par A. Malraux, et A. Parrot,
Le Monde meilleur, Coll.
dirigée par Pierre Marchand,
Jean Olivier Héron, et Marc Berthier,
Hors série.

Vincent BESNIER
Scènes de la vie maritime.
Paul-Marie DUVAL
Les Celtes.
André MALRAUX
Le sumaturiel.
Jean-Louis RABEUX
Aragon ou les métamorphoses.

REVUES ET CAHIERS

Nouvelle Revue Française
dirigée par Georges Lambrichs.

N° 289 à 298.
N° 295
Hommage à André Malraux.

Nouvelle Revue de Psychanalyse N° 15 :
"Mémoires".
N° 16 :
"Ecrits".

Cahiers CÉLINE N° 1 :
Semmelweis et autres récits médicaux.
Cahiers COCTEAU N° 1
Revue DIOGÈNE N° 96 à 99.
Cahiers du CHEMIN N° 30.
Cahiers André GIDE N° 7 :
Maurice RYSSELBERGHE, Les cahiers de
la Petite Dame, IV (1945-1951).
Cahiers Paul VALÉRY N° 2 :
"Mes théâtres".
Cahiers RENAUD-BARRAULT N° 93 à 96.

LIVRES POUR ENFANTS

Collections dirigées par
Pierre Marchand et Jean-Olivier Héron.

Albums.

Eléonore SCHMID/BAUMANN
Fenny.
FOREMAN/BAUMANN
Essuie vaisselle.
Etienne DELESSERT /
Anne VAN DER ESSEN
Il était trois fois la souris.

SNOOPY FESTIVAL

1000 Soleils.

Huit titres.

Exploits.

Deux titres.

Reporters du passé.

Deux titres.

Kinkajou.

Christiane NEUVILLE
Avec des chiffons.
MOUVIER/DRALEC
L'atelier du potier.
Michèle RIVOL
Papiers mâchés.
Michel POLITZER
46 jeux pour un jour de fête.

Le Rayon d'Or.

Victor HUGO
Les misérables.

Grands textes illustrés.

Henri BOSCO
L'enfant et la rivière.
Louis PERGAUD
La guerre des boutons.

NOUVELLES
COLLECTIONS

L'Imaginaire

Jacques AUDIBERTI
Abraxas.
Louis ARAGON
Le libertinage.
Maurice BLANCHOT
L'arrêt de mort.
Jorge Luis BORGES
L'Aleph.
Pierre DRIEU LA ROCHELLE
Etat civil.
Marguerite DURAS
Le vice-consul.
William FAULKNER
Les palmiers sauvages.
Jean GRENIER
Les îles.
Max JACOB
Le noir.
Valéry LARBAUD
Enfances.
D.H. LAWRENCE
L'homme qui était mort.
Michel LEIRIS
Aurora.
Herman MELVILLE
Cereno.
Raymond QUENEAU
Un rude hiver.
Henri THOMAS
La nuit de Londres.

Ecrits sur la Mer, Coll.
dirigée par Pierre Marchand,
Jean-Olivier Héron, et Marc Berthier.

Joseph CONRAD
Le nègre du Narcisse.
Jack LONDON
Le loup des neiges.
Herman MELVILLE
Israël Potter.
Michel MOHRT
La prison maritime.
Jacques PERRET
Le vent dans les voiles.
Edgar POE
Les aventures d'Arthur Gordon Pym.

COLLECTIONS AU
FORMAT DE POCHE

Folio

Folio Junior

Tel

Idées/Gallimard

Poésie/Gallimard

Série Noire
Collection
fondée par Marcel Duhamel

Super Noire

Carré Noir

Mercur de France

sciences humaines

Un ethnologue peu ordinaire :

Gregory Bateson

par ELISEO VERON (*)



DE L'ANTHROPOLOGIE A « L'ÉCOLOGIE DE L'ESPRIT »

● *Le salutaire irrespect d'un structuraliste à visage humain.*

Les débuts de Bateson sont marqués par une anthropologie : Radcliffe-Brown, Malinowski, ont été parmi ses maîtres. Il fait son terrain sur le terrain en Nouvelle-Guinée, où il étudie les Iatmul avec sa femme d'alors, Margaret Mead. Mais il s'interroge déjà sur ce que veut dire décrire une culture, expliquer un fonctionnement social. C'est pourquoi son ouvrage *Naven* est semé de questions épistémologiques.

Le **de** préoccupations, tel qu'il le juge (lui-même vingt-trois **plus** tard, **un** livre **parfois** lourd **mala-** droit, et par endroits inutile » : il n'est certes pas facile **de** cirer un objet en questionnant simultanément les **de** description. **que** *Napen* a été salué comme l'une des œuvres les plus importantes

■ des institutions, ce sont des dimensions analytiques pour étudier l'importance quel phénomène social : « Nous devons attendre ■ chaque trait d'être ■ qu'on examine ne soit pas simplement économique, religieux ■ structural, ■ qu'il prenne de tous ces attributs, selon le point de vue sous lequel nous le regardons. » Un ■ principe est loin, à l'heure actuelle, d'être ■ pour ■ monde. Il ■ encore moins, ■ doute, il y a quarante ans.

Douze pieuvres ■ contradictions

A partir de 1974, il travaille comme « ethnologue » dans un hôpital de São-Alto, et mène à [] psychiatrie. Pendant dix [] 1982-1983, sa pensée s'épanouit dans plusieurs directions. A partir de l'idée de la [] humaine comme l' [] complexe de niveaux logiques,

C'est vers 1988 que Bateson devient pleinement conscient de ce qu'il est en train de mettre en place, à travers des réunions, des séminaires, des colloques, une communication, se ramifie d'un côté vers l'histoire biologique et l'évolution, et de l'autre vers les fondements de la psychologie humaine. Il rappelle la «logique holistique» de Bateson, qui est celle que nous appelons aujourd'hui : la symétrie bilatérale sur un animal, la symétrie selon un modèle de la cellule humaine, la symétrie dans la course humaine, les protocoles de la communication humaine, le programme d'une proposition, l'énergie, la formation biologique, la crise contemporaine des rapports de l'homme avec son environnement, des phénomènes compris que dans le cadre d'une écologie des idées.

Bateson a toujours empêché les débordements de son audace.

« Tel que je le vois, le progrès en sciences provient toujours d'une combinaison de principes différents et de pensées rigoureuses et, à mon avis, c'est la combinaison de ces deux aspects qui est la plus précieuse. »

Le miasme enlevé du ciel et du monde
 équilibre entre l'imagination et la
 rigueur est ce qui, peut-être,
 a aidé Bateson à échapper aux
 maux, these ~~de~~ ~~la~~ ~~philosophie~~ ~~de~~ ~~la~~ ~~science~~,
 à fuir les mirages du
 pouvoir académique, à dénoncer
 avec amertume les illusions des
 « spécialistes » : « Le soi-disant
 spécialiste en sciences du comporte-
 ment, qui ignore tout de la
 structure fondamentale de la
 science » de ~~la~~ ~~philosophie~~ ~~de~~ ~~la~~ ~~science~~
 et ~~de~~ ~~la~~ ~~philosophie~~ ~~de~~ ~~la~~ ~~science~~ ~~et~~ ~~de~~ ~~la~~ ~~philosophie~~ ~~de~~ ~~la~~ ~~science~~
 n'est pas l'homme — qui se ~~peut~~
 enlever, par exemple, ni ce qu'est
 l'environnement, ni ce qu'est le
 monde — ferait mieux de se tenir
 tranquille, au lieu d'ajouter sa
 contribution à la jungle exotique
 des hypothèses folles. »

On voit donc que la publication en France des écrits de Bateson tombe bien. J'ai en effet l'impression que nous sommes partagés entre les « scientifiques » qui pratiquent encore le « chacun-dans-son-cône », et les « penseurs », qui admettent que la science est une aventure humaine, que l'écrit scientifique doit être un dialogue, fierment les combattants faciles de tous bords, passablement paranoïaques. Dans cette situation, il ne serait peut-être pas inutile de prêter quelque attention à une démarche à la Bateson, à la fois humble, ouverte, audacieuse, et informelle, disons, dans le style de Lacan, mais aussi celle de Bateson. J'espère que les quelques remarques de Lacan, déqualifiées par le fait que Bateson propose une conception de l'inconscient qui n'est pas lacanienne, ne lui seront pas des lettres mortes.

LA SCHIZOPHRÉNIE ET L'HUMOUR

J'demande ■ Batezon — raconte Steward Brand : — qu'est-ce que la schizophrénie ? — la réponse est : la maladie du trix-nu-méro albaire ? ■ Batezon répond : « Elle est entrée au laboratoire Je n'ai pas pu me faire une idée de l'anthropologie des gens qui y labo-... expérimentent sur un lien, disons, entre la schizophrénie et l'humour. La schizophrénie c'est de la clinique, et l'humour, ce n'est pas ça. C'est la psychologie. Or, les gens qui labo-... expérimentent sur un lien entre la schizophrénie et l'art, la poésie et la religion. Nous avons fait un grand nombre de phénomènes, l'étude de ces phénomènes ex-illu-mine par d'autres. Mais aucun phénomène ne peut être étudié expérimentalement. »

qui jamais écrites en anthropologie s. (*Social Forces*).
En tout cas, en 1935, Bateson
était bien en avance sur son
époque. D'une part,
comme il dit lui-même, il
était arrivé au seuil de la cyber-
nétique, quand celle-ci n'existait
pas. Il a dû attendre l'après-guerre, lorsqu'il prit
contact avec McCulloch, von Neumann, et
autres, pour être institu-
tivement reconnu.

la théorie du **double lien** (double lien), l'aspect le plus célèbre de son œuvre et celui qui provoquera le plus de recherches. Cette théorie, construite dans le champ psychiatrique, a, en réalité, une portée beaucoup plus générale. Le jeu, l'humour, la métaphore, l'hypnose, fait, deviennent ainsi des problèmes à travers lesquels Bateson poursuit le développement de ses idées.

Douze pieuvres dans un salon

« Au fur et à mesure que l'enquête dans mes recherches, il devenait évident que continuer à me jallait travailler sur un matériel animal. Le premier résultat de ce nouveau tournant furent les douze pleureurs qui garda pendant un an et demi, dans une cage, un bébé aidé par sa femme Loda. Mais il ne pouvait pas travailler longtemps dans ces conditions. Il dirigea pendant une autre année le laboratoire des dauphins aux îles Virginia, mais il renouça (« Je n'étais pas tenu pour capable de travailler avec eux »).

Il entreprit enfin, en 1963, le long voyage à Hawaï où il resta presque dix ans.

Il revient en Europe pour participer avec Cooper, Laing, Carmichael, Marcuse et d'autres au congrès sur « La dialectique de la libération », qui eut lieu, à Londres, en juillet 1967. Dans ce congrès, où des savants du monde entier dénoncèrent les atrocités de la guerre au Vietnam, et qui fut la première manifestation de l'anti-psychiatrie, Marcuse expliqua comment la violence de la révolution était la fin de la violence par le fait que la révolution est la destruction des atrocités inhérentes, et en même temps détruire l'équilibre biologique et économique du monde.

Ce: irrespect envers les habitudes de la communauté scientifique implique-t-il l'exercice d'un discours philosophique apparemment libéré de contraintes ? Certainement pas. La lucidité de

(*) Directeur d'études au Collège de France.

La folie des chiens et des hommes

BON nombre d'animaux sont capables de modifier leur comportement inné et d'apprendre des conduites nouvelles comme réponse à des stimuli déterminés (Bateson appelle ce niveau l'apprentissage I). Les animaux supérieurs sont capables, à la fois d'apprendre une certaine conduite et de reconnaître le contexte dans lequel ils l'ont apprise, autrement dit, ils sont capables d'apprentissage II.

Peu à peu, au cours de l'expérience, on s'écartera des deux figures jusqu'au point où les deux animaux indiscernables, mais en mouvement, ne donneront plus une activité de discrimination (deux figures identiques) à l'individu « discriminant » (à discriminer) et y aura un moment où, dans ces conditions, l'animal montrera de graves perturbations dans ses réactions : il deviendra « fou ». Cette phase expérimentale n'est qu'un exemple du pouvoir meurtrier de la contradiction.

Certes, c'est l'expérimentateur qui provoque, place à un niveau « logique », une écriture qui est, chez l'homme, en fonctionnement significatif et infiniment plus complexe, ce qui ne facilite pas les choses.

Un enfant ~~intellectuellement~~
comme il un ~~niveau~~ ~~travail~~ ~~de~~
niveau I et le niveau II sont
en contradiction, ~~car~~ ~~il~~ ~~est~~
probablement ~~ambivalent~~. Car
confronté à des ~~autres~~ ~~critères~~
dictés, il sera toujours ~~en~~
de ~~sa~~ ~~les~~ ~~confrontation~~ ~~de~~ ~~type~~
Lévesque nous ~~travaille~~ à être ~~indé-~~
pendant, qui se réduisent ~~à~~
un paradoxe : « Je t'ordonne de
me ~~discipliner~~ ».

Un matin à Palo-Alto

Je n'oublierai jamais : je devais, pour la première fois de ma vie, faire les présentations en anglais pour mes collègues de l'équipe qui avait travaillé avec Gregory Bateson à partir de 1952 sur les paradoxes de la communication humaine : Ron D. Jackson, Jay Haley, John Weakland, Paul...


« J'ai travaillé en Amérique, à Buenos-Aires, je travaillais depuis
 1935 avec un psychanalyste (Carlos Sluzki) et la parole dans
 les névroses, en utilisant des hypothèses largement inspirées de la
 psychanalyse batsonienne. C'est à Gregory Bateson, isolé depuis
 1945 à Hawaï, m'il était la transmission des idées, m'il n'était
 pas parmi mes collègues ce jour de la conférence, dans la
 discussion, après la conférence, et plus encore les jours qui
 suivirent, j'ai eu la sensation qu'il était là, omniprésent.

arguments, raisonnements éparpillés
conversations, évoquaient inévitablement figure lointaine
Je n'ai jamais ressenti avec vous de foras, de
recherche, de du absent, de an
foras la publication de de sur la schizophrénie,
Mental, institute marqué banie
Je ne pourrais de

“synthèses contemporaines”
collection dirigée par Michel Ragon

Sham A. Moles
Lecteur honoraire

**théorie
des actes**
vers une écologie
des actions



ce livre est le premier essai
de connaissance générale
consacré à l'idée même d'**action**
considérée comme un phénomène **isolable**,
indépendant de celui qui la fait et de ses buts.

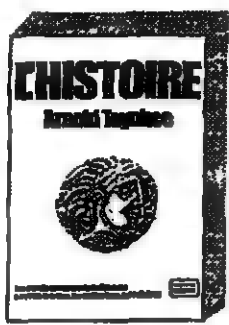
casterman

PRIX AUJOURD'HUI

François Mitterrand
la tentation de l'histoire
par F.-O. Giesbert
Un volume 16 pages 5 F

elsevier: choisissez

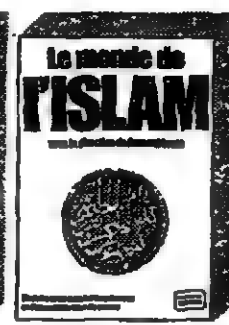
**L'histoire
d'hier
et
d'aujourd'hui :**



L'Histoire - Toynbee
24 x 29 cm
320 pages - 240 F.



L'autre moitié
du monde
320 pages - 240 F.



Le monde de l'Islam
388 pages - 240 F.



Le grand livre de
l'héraldique
288 pages - 240 F.



L'âge d'or
des livres d'heures
112 pages - 148 F.



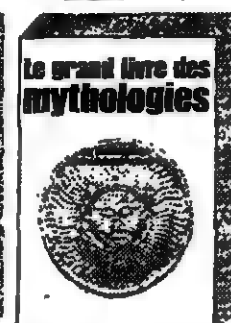
Cités étrusques
24 x 29 cm
320 pages - 122 F.



Le monde de la sculpture
1024 ill. - 456 p. - 185 F.



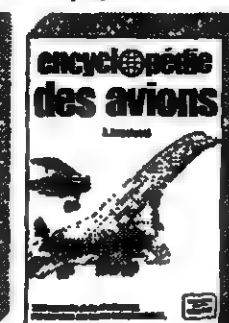
L'architecture
111 ill. couleurs
112 pages - 150 F.



Le grand livre des
mythologies
352 pages - 116 F.



Encyclopédie
des navires - 1 000 ill.
112 pages - 135 F.



Encyclopédie
des avions
288 pages - 116 F.



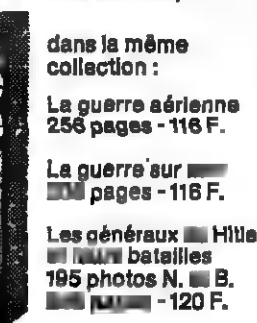
Histoire de la guerre
terrestre
248 pages - 120 F.



La machine de guerre
hitlérienne
111 pages - 116 F.



La puissance militaire
soviétique
248 pages - 120 F.



La guerre aérienne
256 pages - 116 F.

**au creux
de la vie
et de
la nature :**



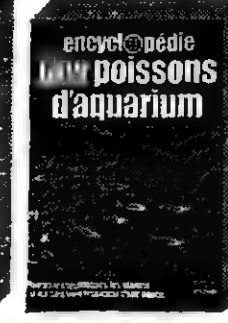
Le dictionnaire
des animaux
111 pages - 136 F.



Encyclopédie
des animaux sauvages
111 pages - 123 F.



Le monde
des oiseaux
110 pages - 82 F.



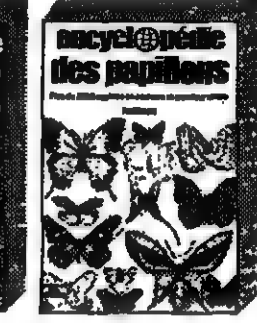
Encyclopédie
des poissons d'aquarium
400 pages - 149 F.



Encyclopédie
des poissons d'aquarium
marin - 320 p. - 135 F.



Le grand livre
de la forêt
300 pages - 123 F.



Encyclopédie
des papillons
320 pages - 116 F.



Le grand agenda
du jardinage
111 pages - 110 F.



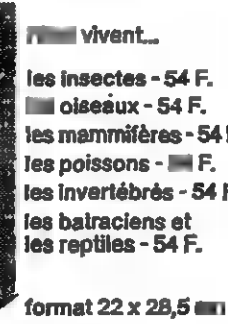
Cultivons les plantes
d'intérieur
111 pages - 48 F.



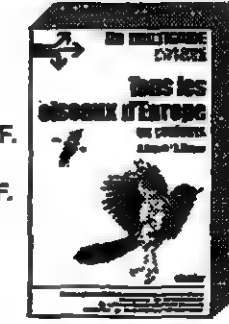
Cultivons...
fleurs et plantes
48 F.
plantes en serre
48 F.
légumes et fruits
48 F.
et cultivons
pour congeler
48 F.



Ainsi s'aiment
les animaux
110 pages - 54 F.



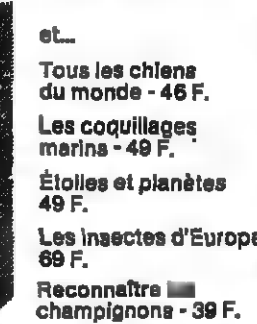
les insectes - 54 F.
les oiseaux - 54 F.
les mammifères - 54 F.
les poissons - 54 F.
les invertébrés - 54 F.
les batraciens et
les reptiles - 54 F.
format 22 x 28,5 cm



Tous les oiseaux
d'Europe en coul.
2 000 ill. - 320 p. - 49 F.

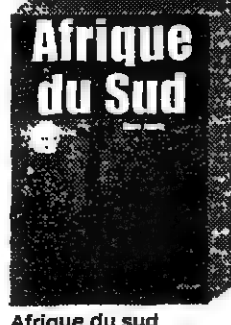


Les minéraux, roches
et fossiles - 600 spéci-
320 p. - 49 F.

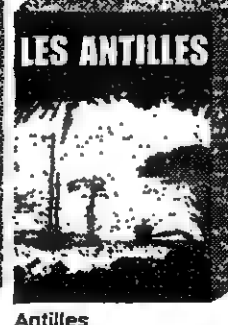


Tous les chiens
du monde - 46 F.
Les coquillages
marins - 49 F.
Étoiles et planètes
49 F.
Les insectes d'Europe
69 F.
Reconnaitre
chamignon - 39 F.

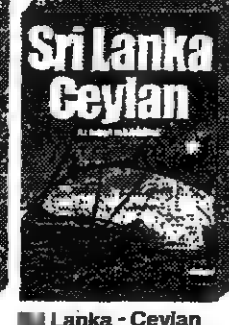
**les
merveilles
de
notre
monde :**



Afrique du sud
24 x 30 cm
244 pages - 170 F.



Antilles
164 pages - 140 F.



Sri Lanka - Ceylan
22,5 x 27,5 cm
224 pages - 140 F.



Indonésie
96 ill. couleurs
286 pages - 140 F.



Népal
24 x 30 cm
240 pages - 140 F.



Sicile
100 photos couleurs
111 pages - 135 F.



Thaïlande
111 photos couleurs
111 pages - 136 F.



Montmartre - P. Julian
151 ill. couleurs
111 pages - 85 F.



les livres postiers
d'art :
29 x 41 cm



Bruegel
111 pages - 49 F.



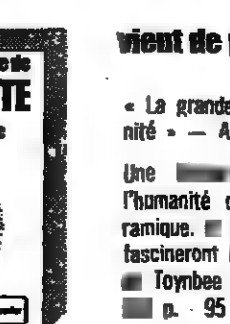
Rubens
111 pages - 49 F.



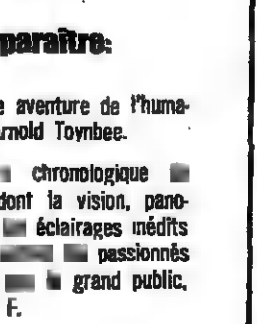
Les impression-
nistes
49 F.
La peinture
contemporaine
49 F.
Le nu dans l'art
49 F.
Les maîtres
dans l'art
49 F.



La grande aventure de
l'humanité
Arnold Toynbee



La grande aventure de
l'humanité
Arnold Toynbee



La grande aventure de
l'humanité
Arnold Toynbee

des livres dont chaque page est un cadeau

demandez le catalogue elsevier à votre libraire ou ■ elsevier : 1, rue du 29 Juillet 75001 Paris

هكذا من الأصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	48,19
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. CAPITALAUX	30,00	31,52

ANNONCES CLASSEES

	n/m col.	T.C.
ENCADREES	24,00	
OFFRES D'EMPLOIS	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOIS	20,00	
IMMOBILIER	20,00	
AUTOMOBILES	20,00	
AGENDA	20,00	

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
Sud-Ouest de Paris

UN COMPTABLE EXPÉRIMENTÉ

pour la
CENTRAUX DE COMPTABILITÉ ANALYTIQUE
ayant une solide expérience dans les techniques
de CONSOLIDATION.

Il sera chargé de mettre en place et de suivre un
processus de centralisation de comptes d'exploita-
tion en provenance d'unités décentralisées.

DIPLOMES EXIGES : D.E.C. ou équivalent

Envoyer C.V., photo et prétant sous n° 12345 à
CONTEXTE Pub. 20, rue Opéra, 75000 PARIS 1^{er}, qui transmettra.

Laboratoire Pharmaceutique Français en pleine expansion recherche MÉDECIN RESPONSABLE D'UN RÉSEAU SCIENTIFIQUE À CRÉER

Indépendant de la médecine traditionnelle

SA MISSION :
Organiser, animer, piloter et développer une équipe scientifique
multidisciplinaire ou pharmacienne ou biologique ou d'enseignement
supérieur.

Cette équipe sera chargée de la divulgation d'informations scientifiques et de
relations publiques auprès des services hospitaliers et médicaux spécialisés
(oncologie, EPU, etc.), à l'exception de toute activité commerciale.

Le poste requiert une grande disponibilité, le sens de l'organisation, le
sens du contact et l'aptitude à l'enseignement.

C.R.S. : médecine ou endocrinologie appréciée.

Envoyer C.V., photographie et rémunération sous n° 12345 à
CONTEXTE Pub. 20, rue Opéra, 75000 PARIS 1^{er}, qui transmettra.

MAIRIE DE
recherche infirmières ou sage-
femmes par équipes crèche famille.
Ad. candid. à M. le Maire de
Nanterre, 9214 Nanterre Cedex.

URGENT
Groupe crédit free lance
pour collaboration active :
Membres.

Appointement net en poche
Appointement net en poche.

Appointement net en poche
Appointement net en poche.

Appointement net en poche
Appointement net en poche.

Appointement net en poche
Appointement net en poche.

Appointement net en poche
Appointement net en poche.

Appointement net en poche
Appointement net en poche.

Appointement net en poche
Appointement net en poche.

Appointement net en poche
Appointement net en poche.

Appointement net en poche
Appointement net en poche.

Appointement net en poche
Appointement net en poche.

Appointement net en poche
Appointement net en poche.

Appointement net en poche
Appointement net en poche.

Appointement net en poche
Appointement net en poche.

Appointement net en poche
Appointement net en poche.

Appointement net en poche
Appointement net en poche.

Appointement net en poche
Appointement net en poche.

Appointement net en poche
Appointement net en poche.

Appointement net en poche
Appointement net en poche.

Appointement net en poche
Appointement net en poche.

Appointement net en poche
Appointement net en poche.

Appointement net en poche
Appointement net en poche.

Appointement net en poche
Appointement net en poche.

Appointement net en poche
Appointement net en poche.

Appointement net en poche
Appointement net en poche.

Appointement net en poche
Appointement net en poche.

Appointement net en poche
Appointement net en poche.

Appointement net en poche
Appointement net en poche.

Appointement net en poche
Appointement net en poche.

Appointement net en poche
Appointement net en poche.

Appointement net en poche
Appointement net en poche.

Appointement net en poche
Appointement net en poche.

Appointement net en poche
Appointement net en poche.

Appointement net en poche
Appointement net en poche.

Appointement net en poche
Appointement net en poche.

Appointement net en poche
Appointement net en poche.

Appointement net en poche
Appointement net en poche.

Appointement net en poche
Appointement net en poche.

Appointement net en poche
Appointement net en poche.

Appointement net en poche
Appointement net en poche.

Appointement net en poche
Appointement net en poche.

Appointement net en poche
Appointement net en poche.

Appointement net en poche
Appointement net en poche.

Appointement net en poche
Appointement net en poche.

Appointement net en poche
Appointement net en poche.

Appointement net en poche
Appointement net en poche.

Appointement net en poche
Appointement net en poche.

Appointement net en poche
Appointement net en poche.

Appointement net en poche
Appointement net en poche.

Animez des budgets internationaux.

Vous avez 2 ou 3 ans d'expérience en
publicité.
Vous avez l'habitude de budgets internationaux.
Vous parlez anglais.
Appelez Georges Schiller.

Synergie, K.E.

Agence conseil en publicité.
10, rue Barbettes - Paris. Tél. 272.92.01.

Société d'Etudes Paris

JEUNES INGÉNIEURS INFORMATIQUES

Grandes Ecoles ou équivalent
1 à 3 ans d'expérience en réalisation
système temps réel.

Application communication téléphonique
particulièrement appréciée.

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

ou équivalent ayant de préférence
quelques années d'expérience en :

- optique théorique et électromagnétique ;
- traitement statistique des données ;
- analyse de fiabilité, disponibilité ;
- sécurité ;
- modélisation - simulation numérique ;
- analyse de relations homme-machine.

Qualité d'imaginaire et créativité
particulièrement appréciées.

Envoyer curriculum vitae détaillé sous n° 12345 à
CONTEXTE Pub. 20, rue Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Envoyer curriculum vitae détaillé sous n° 12345 à
CONTEXTE Pub. 20, rue Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Envoyer curriculum vitae détaillé sous n° 12345 à
CONTEXTE Pub. 20, rue Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Envoyer curriculum vitae détaillé sous n° 12345 à
CONTEXTE Pub. 20, rue Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Envoyer curriculum vitae détaillé sous n° 12345 à
CONTEXTE Pub. 20, rue Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Envoyer curriculum vitae détaillé sous n° 12345 à
CONTEXTE Pub. 20, rue Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Envoyer curriculum vitae détaillé sous n° 12345 à
CONTEXTE Pub. 20, rue Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Envoyer curriculum vitae détaillé sous n° 12345 à
CONTEXTE Pub. 20, rue Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Envoyer curriculum vitae détaillé sous n° 12345 à
CONTEXTE Pub. 20, rue Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Envoyer curriculum vitae détaillé sous n° 12345 à
CONTEXTE Pub. 20, rue Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Envoyer curriculum vitae détaillé sous n° 12345 à
CONTEXTE Pub. 20, rue Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Envoyer curriculum vitae détaillé sous n° 12345 à
CONTEXTE Pub. 20, rue Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Envoyer curriculum vitae détaillé sous n° 12345 à
CONTEXTE Pub. 20, rue Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Envoyer curriculum vitae détaillé sous n° 12345 à
CONTEXTE Pub. 20, rue Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Envoyer curriculum vitae détaillé sous n° 12345 à
CONTEXTE Pub. 20, rue Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Envoyer curriculum vitae détaillé sous n° 12345 à
CONTEXTE Pub. 20, rue Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Envoyer curriculum vitae détaillé sous n° 12345 à
CONTEXTE Pub. 20, rue Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Envoyer curriculum vitae détaillé sous n° 12345 à
CONTEXTE Pub. 20, rue Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Envoyer curriculum vitae détaillé sous n° 12345 à
CONTEXTE Pub. 20, rue Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Envoyer curriculum vitae détaillé sous n° 12345 à
CONTEXTE Pub. 20, rue Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Envoyer curriculum vitae détaillé sous n° 12345 à
CONTEXTE Pub. 20, rue Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Envoyer curriculum vitae détaillé sous n° 12345 à
CONTEXTE Pub. 20, rue Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Envoyer curriculum vitae détaillé sous n° 12345 à
CONTEXTE Pub. 20, rue Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Envoyer curriculum vitae détaillé sous n° 12345 à
CONTEXTE Pub. 20, rue Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Envoyer curriculum vitae détaillé sous n° 12345 à
CONTEXTE Pub. 20, rue Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Envoyer curriculum vitae détaillé sous n° 12345 à
CONTEXTE Pub. 20, rue Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Envoyer curriculum vitae détaillé sous n° 12345 à
CONTEXTE Pub. 20, rue Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Envoyer curriculum vitae détaillé sous n° 12345 à
CONTEXTE Pub. 20, rue Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Envoyer curriculum vitae détaillé sous n° 12345 à
CONTEXTE Pub. 20, rue Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Envoyer curriculum vitae détaillé sous n° 12345 à
CONTEXTE Pub. 20, rue Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Envoyer curriculum vitae détaillé sous n° 12345 à
CONTEXTE Pub. 20, rue Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Envoyer curriculum vitae détaillé sous n° 12345 à
CONTEXTE Pub. 20, rue Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Envoyer curriculum vitae détaillé sous n° 12345 à
CONTEXTE Pub. 20, rue Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Envoyer curriculum vitae détaillé sous n° 12345 à
CONTEXTE Pub. 20, rue Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Envoyer curriculum vitae détaillé sous n° 12345 à
CONTEXTE Pub. 20, rue Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Envoyer curriculum vitae détaillé sous n° 12345 à
CONTEXTE Pub. 20, rue Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

ROSET S.A.

SIÈGES ET MEUBLES CONTEMPORAINS

CADRE ADMINISTRATIF

Formation : HEC, ESCP, SUP de
CO, etc.

Disposant de solides connaissances en
matière droit européen.

Il devra assurer la coordination
administrative et comptable des
activités de la société.

Compétences : maîtrise langue alle-
mande indispensable (anglais apprécié).
Résidence dans l'agglomération de 90 km
autour de Lyon.

INGÉNIEURS DE PRODUCTION

DEPARTEMENT MEUBLES
Usine de Saint-Jean-le-Vieux (Ain)

Formation : Ecole Supérieure de Bois, ESCP, A. et M. UNIV.

Il devra coordonner et contrôler les
activités d'une production
de 120 personnes.

Une courte expérience en tant que
responsable d'une unité de fabrica-
tion sera appréciée.

AGENT DE MÉTHODES

Possédant une bonne formation de
base et une expérience profession-
nelle solide, il devra disposer connais-
sances et pratiques solides de l'OST
ainsi que du système de la société.
Résidence près du siège de la société,
compagne, 60 km Aut. de Lyon.

ADRESSER C.V. ET PRÉTENTIONS EN N° RÉFÉRENCE
CENTRE DE PSYCHOLOGIE APPLIQUÉE
104, rue Ney, 69006 LYON

ATTACHÉ COMMERCIAL

pour l'Europe

Formation : HEC, ESCP, SUP de
CO, etc.

Il sera chargé de l'animation d'un
réseau déjà existant sur des trois pays.
Mobilité et disponibilité. Il possèdera
une expérience de 3 à 5 ans.

Compétences : maîtrise langue alle-
mande indispensable (anglais apprécié).
Résidence dans l'agglomération de 90 km
autour de Lyon.

Compétences : maîtrise langue alle-
mande indispensable (anglais apprécié).
Résidence dans l'agglomération de 90 km
autour de Lyon.

Compétences : maîtrise langue alle-
mande indispensable (anglais apprécié).
Résidence dans l'agglomération de 90 km
autour de Lyon.

Compétences : maîtrise langue alle-
mande indispensable (anglais apprécié).
Résidence dans l'agglomération de 90 km
autour de Lyon.

Compétences : maîtrise langue alle-
mande indispensable (anglais apprécié).
Résidence dans l'agglomération de 90 km
autour de Lyon.

Compétences : maîtrise langue alle-
mande indispensable (anglais apprécié).
Résidence dans l'agglomération de 90 km
autour de Lyon.

Compétences : maîtrise langue alle-
mande indispensable (anglais apprécié).
Résidence dans l'agglomération de 90 km
autour de Lyon.

Compétences : maîtrise langue alle-
mande indispensable (anglais apprécié).
Résidence dans l'agglomération de 90 km
autour de Lyon.

Compétences : maîtrise langue alle-
mande indispensable (anglais apprécié).
Résidence dans l'agglomération de 90 km
autour de Lyon.

Compétences : maîtrise langue alle-
mande indispensable (anglais apprécié).
Résidence dans l'agglomération de 90 km
autour de Lyon.

Compétences : maîtrise langue alle-
mande indispensable (anglais apprécié).
Résidence dans l'agglomération de 90 km
autour de Lyon.

Compétences : maîtrise langue alle-
mande indispensable (anglais apprécié).
Résidence dans l'agglomération de 90 km
autour de Lyon.

Compétences : maîtrise langue alle-
mande indispensable (anglais apprécié).
Résidence dans l'agglomération de 90 km
autour de Lyon.

Compétences : maîtrise langue alle-
mande indispensable (anglais apprécié).
Résidence dans l'agglomération de 90 km
autour de Lyon.

Compétences : maîtrise langue alle-
mande indispensable (anglais apprécié).
Résidence dans l'agglomération de 90 km
autour de Lyon.

Compétences : maîtrise langue alle-
mande indispensable (anglais apprécié).
Résidence dans l'agglomération de 90 km
autour de Lyon.

Compétences : maîtrise langue alle-
mande indispensable (anglais apprécié).
Résidence dans l'agglomération de 90 km
autour de Lyon.

Compétences : maîtrise langue alle-
mande indispensable (anglais apprécié).
Résidence dans l'agglomération de 90 km
autour de Lyon.

Compétences : maîtrise langue alle-
mande indispensable (anglais apprécié).
Résidence dans l'agglomération de 90 km
autour de Lyon.

Compétences : maîtrise langue alle-
mande indispensable (anglais apprécié).
Résidence dans l'agglomération de 90 km
autour de Lyon.

Compétences : maîtrise langue alle-
mande indispensable (anglais apprécié).
Résidence dans l'agglomération de 90 km
autour de Lyon.

Compétences : maîtrise langue alle-
mande indispensable (anglais apprécié).
Résidence dans l'agglomération de 90 km
autour de Lyon.

Compétences : maîtrise langue alle-
mande indispensable (anglais apprécié).
Résidence dans l'agglomération de 90 km
autour de Lyon.

Compétences : maîtrise langue alle-
mande indispensable (anglais apprécié).
Résidence dans l'agglomération de 90 km
autour de Lyon.

Compétences : maîtrise langue alle-
mande indispensable (anglais apprécié).
Résidence dans l'agglomération de 90 km
autour de Lyon.

Compétences : maîtrise langue alle-
mande indispensable (anglais apprécié).
Résidence dans l'agglomération de 90 km
autour de Lyon.

Compétences : maîtrise langue alle-
mande indispensable (anglais apprécié).
Résidence dans l'agglomération de 90 km
autour de Lyon.

Compétences : maîtrise langue alle-
mande indispensable (anglais apprécié).
Résidence dans l'agglomération de 90 km
autour de Lyon.

Compétences : maîtrise langue alle-
mande indispensable (anglais apprécié).
Résidence dans l'agglomération de 90 km
autour de Lyon.

Compétences : maîtrise langue alle-
mande indispensable (anglais apprécié).
Résidence dans l'agglomération de 90 km
autour de Lyon.

Compétences : maîtrise langue alle-
mande indispensable (anglais apprécié).
Résidence dans l'agglomération de 90 km
autour de Lyon.

Compétences : maîtrise langue alle-
mande indispensable (anglais apprécié).
Résidence dans l'agglomération de 90 km
autour de Lyon.

Compétences : maîtrise langue alle-
mande indispensable (anglais apprécié).
Résidence dans l'agglomération de 90 km
autour de Lyon.

Compétences : maîtrise langue alle-
mande indispensable (anglais apprécié).
Résidence dans l'agglomération de 90 km
autour de Lyon.

École Technique Catholique
préparent B.T.S. Chimie
Chimie
possédant une maîtrise de scien-
ces physiques ou équivalent pour
un poste à temps plein à partir
du 1^{er} janvier 1978.

Envoyer curriculum vitae détaillé sous n° 12345 à
CONTEXTE Pub. 20, rue Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Envoyer curriculum vitae détaillé sous n° 12345 à
CONTEXTE Pub. 20, rue Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Envoyer curriculum vitae détaillé sous n° 12345 à
CONTEXTE Pub. 20, rue Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Envoyer curriculum vitae détaillé sous n° 12345 à
CONTEXTE Pub. 20, rue Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Envoyer curriculum vitae détaillé sous n° 12345 à
CONTEXTE Pub. 20, rue Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Envoyer curriculum vitae détaillé sous n° 12345 à
CONTEXTE Pub. 20, rue Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Envoyer curriculum vitae détaillé sous n° 12345 à
CONTEXTE Pub. 20, rue Opéra, Paris

**Tous les projets d'urbanisme
doivent être contrôlés par la Ville**

Pour ce qui concerne plus particulièrement le **commerce de détail** à Paris, nous savons que les problèmes sont importants, surtout en conflit avec les pouvoirs publics et qui concerne surtout les **petits commerçants**. Les **syndicats** déclarent-ils, en fait, que le maître de leur commerce a un niveau de vie qui est inférieur à celui des **salariés** et que c'est absolument nécessaire de leur donner le droit de participer au plan de la commune de Paris en matière de permis de **construire**.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

■ M. Jacques Pélissier responsable de l'industrialisation. — Le gouvernement a voulu de renforcer les moyens d'action, notamment financiers, de l'Association pour la promotion industrielle du Languedoc-Roussillon (APRIL).

qui a été créée par les chambres de commerce, les conseils généraux et plusieurs municipalités. C'est M. Jacques Pélissier actuellement président de la S.N.C.F. qui prendra la présidence de cette association.

La politique de la qualité de la vie passe par l'amélioration des conditions de travail

...second lieu.
...pour prévenir
...les Neuf adoptent
...études préalables d'impact
...la loi française de protection
...la nature rend désormais obli-
...notres pour tout grand projet.
...troisième volet du plan d'ac-
...: « Je propose, a dit le pré-
...ment de la République, que
...signés des conversations
...européennes de qualité de vie
...chacun des grandes bran-
...activités économiques parti-
...lièrement exposées aux ma-

une nouvelle politique pour l'économie des ressources naturelles et plus soucieuse du cadre et de la qualité de la vie quotidienne. Il y est encore ragé par le succès de ces premières rencontres européennes du cadre de vie, dont il avait lancé l'idée il y a dix-huit mois.

En premier lieu, pour que, au-delà des ministres et des gouvernements, il s'adresse à l'opinion

Dépassant le cadre de l'Europe des Neuf, selon lui trop exigu, et remarquant que « l'écologie et le développement durable sont des idéologies », le chef de l'Etat a déclaré que « la France apportait son appui au projet d'une conférence sans frontiers pour les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Est et de l'Ouest de l'Europe ». L'élévée souligna donc que se réuniraient une véritable communauté d'intérêt dans le cadre de la ville à laquelle les représentants des pays de l'Est participeraient. « L'un des enjeux du dernier sommet de ce cycle est la volonté de gagner la bataille de la qualité de la vie. Cela peut être une ambition nouvelle pour les pays de l'Est », a-t-il précisé. « Ils restent porteurs d'un message universel ».

l'amélioration du cadre urbain, les
 du temps, les en-
 ont exposés. Nous
 choix: trois que nous analysons or-
 des salles de l'UNESCO
 trop pour
 ter la foule des participants et les
 traduction simultanée
 manqué.

Les brochures de cette foire
 "l'innovation sociale, pour
 première fois, que l'Europe pou-
 une "trouée" dans la
 construction technologique. Le
 République a des président
 toucher juste.

En premier lieu, ceux qui au-
 deils ministres et des gouverne-
 n'adresse à l'opinion

publique surprenante, qui, le
domaine du cadre du quotidien,
est disponible et accessible à tous.

Ensuite, parce qu'en parlant pour
la première fois de l'émotion,
le politique s'envoie dans le
ne pas être.

aux plus beaux jours
quel les plus beaux jours de leur
cadre de vie, mais, à tous les tra-
vailleurs.

La démarche, tout à fait nouvelle,
ne sera sans doute pas du goût de
tout le monde, parce qu'une fois
encore elle court-circuite les tra-
ditions représentatives tradition-
nelles.

MARC AMBROISE-RENDU.

seconde journée des Renou-
cials consacrée à l'aménage-
ment du temps. Sept groupes ont
travaillé séparément sur les divers
aspects de l'importance de la
question. Impossible de faire le syn-
thèse des idées qui ont émergé de
ces débats et des expériences
qui ont été présentées. Deux
conclusions s'imposent. Les
Renoucials ne peuvent aspirer à une
réforme quotidienne et annuelle
des sociétés industrielles ui
libèrent les citoyens. Une exigence
de liberté. Mais, pour vivre entre-
temps, ils ne peuvent aller
vers leur fantasme. D'où l'obli-
gation d'un nouvel aménagement
du temps, qui passe par une
modification de la structure du
travail. C'est d'une telle assemblée
qu'il se demander si on parvien-
dra à faire ce « temps flexible »
dont tout cas, l'archéologie actuelle
est plus supportable. L'exemple
du premier week-end de juillet
est le meilleur bilan. Les écoles
ont été fermées pendant une
semaine, le jeudi 20 juin. En
compensé, l'éducation nationale
aura les siens le vendredi 30
juin. Belgique a mis en vacances
le 21 juillet, et les Pays-Bas
l'ont fait également le 30 juil-
let. Les fonctionnaires des quatre pays
ont travaillé pendant la semaine
groupe de travail ont fait cette

le soleil, les Européens ne commencent plus les frontières. La France, par exemple, aura beau multiplier les itinéraires de dégelage (8 500 kilomètres cette année), les alpes de repos à proximité des bouches (Sotiriste l'été prochain), les exhortations de Besson Fitté et les plans Printemps, elle ne parviendra pas à stopper la marée des encombrements. Il faut désormais — et c'est l'un des enseignements de ces rencontres — une réelle volonté politique d'éteindre les conges dans les écoles et dans les universités.

Parmi les différents « cas d'école », l'expérience menée à Rappendorf, aux Pays-Bas, par l'architecte Frans Van der Werf, est particulièrement significative. L'auteur d'un concours, par la suite, pour la réalisation d'un logement social, l'architecte a voulu mettre en œuvre la méthode imaginée par le Fonds de recherche pour l'architecture (SARF) pour la réalisation d'un projet. Il a encouragé les participants à anticiper les futurs habitants à plusieurs stades du projet.

En fait, il semble que les locataires ont essentiellement été consultés dans ce cas pas avant, mais après le début du projet, après deux entretiens de trois quarts d'heure avec l'architecte qui désignait avec eux un plan correspondant à leurs besoins par rapport à la disposition des pièces, à leur nombre, à leur orientation, etc.

« Les habitants ont été consultés à l'occasion de la phase de l'emplacement à gauche ou à droite, des portes d'entrée et des couloirs extérieurs », dit-il.

« Une fois que les besoins ont été notés, raconte l'architecte, avec, pour idée principale, le souci de mettre en place, avant même de réaliser les plans, un grand square pour accueillir les habitants. Les gens ont beaucoup d'idées et savent vraiment ce qu'ils veulent et on leur pose des questions précises sur leur façon de vivre ».

« Au cours du débat, certains ont critiqué les lieux de détente et les espaces de participation où les habitants sont considérés comme les « clients d'un grand magasin de conception qui, bien sûr, ne peut pas être le seul maître à bord », aux Pays-Bas, comme en France », M. Oh.

« Parfois, les exemples d'animation du milieu rural - présentés aux rencontres européennes du cadre de vie, le cas de la vallée de la Soule est particulièrement exemplaire. Cette vallée du Pays basque, dans les Basses-Pyrénées, abrite dix mille habitants groupés en quarante communes. Mariolat et Tardets sont les deux bourgs principaux. Mais, malgré les 30 millions de francs dépensés en dix ans pour construire des villages, la population d'ouest, la population. Le découragement s'installe: les efforts pour améliorer les conditions de vie des moutons et de la vache locale, d'espérances, s'est effacé. Résultait un centre de formation agricole, autour duquel ceux qui voulaient, malgré tout, « vivre au pays », ont été encouragés à se constituer une dizaine d'agriculteurs. Ils désiraient pour, une nouvelle, le site des agriculteurs, encouragés par les agriculteurs du pays basque. Tout n'est donc pas perdu. Un projet d'aménagement du territoire à l'occasion d'une sur l'avenir de la vallée. On s'efforce d'abord « faire ses comptes ». Une vaste enquête est lancée pour savoir comment les montagnards envisagent le futur, combien tout les ans, qui sont les projets, les besoins, les attentes, depuis 1960. En attendant, il faut gérer ce que l'on a. On revient à l'agriculture pour apprendre à traiter les dossiers, à publier des revues, à faire des films. Puis, pour bâtir un projet de développement, on crée huit groupes de personnes, auxquels tous les volontaires sont invités et qui prennent

CONTACT :
amisateurs conquis.
pas vous ?

... millions de personnes dans le
... à porter des lunettes et adopté
... les "ne s'est pas pour moi" : clas-
... de lentilles « contact » spécia-
... "quelques choisir" ? Chez
... conseilleraient les lentilles « contact
... et vous garantissent une accom-
... parfaite.

... - 75008 PARIS

*des correspondants
sur demande.*

Contache

65 RUE RENNEQUIN PARIS 17^e

Documentation et liste des correspondants
français et étrangers sur demande

est réunie une assemblée générale à la vallée, au cours de laquelle quatre-vingts propositions d'action ont été adoptées. Le conseil d'administration retient dix-huit qui seront financées par les 4,5 millions du F. R. D.

On va construire, « priorité, « maison de la Soule » où les jeunes pourront aller travailler. Les « commerçants « doivent d'un service comptable collectif des écoles « encourager l'enseignement de la langue basque dans les écoles.

Les Industriels s'engagent à créer un certain pourcentage « leur chiffre d'affaires à la recherche « nouvelles activités. Si « usine ferme, on assure quoi faire. Un « aménagement rural « route. La vallée de la Soule n'est pas envahie, mais « elle prend ses en main.

R.E.R. : le métro de la nouvelle génération

FAIRE AUX RENCONTRES EUROPÉENNES
qualité de la vie passe
conditions de travail
président
la République
inaugure
tronçon
Auber-Nation

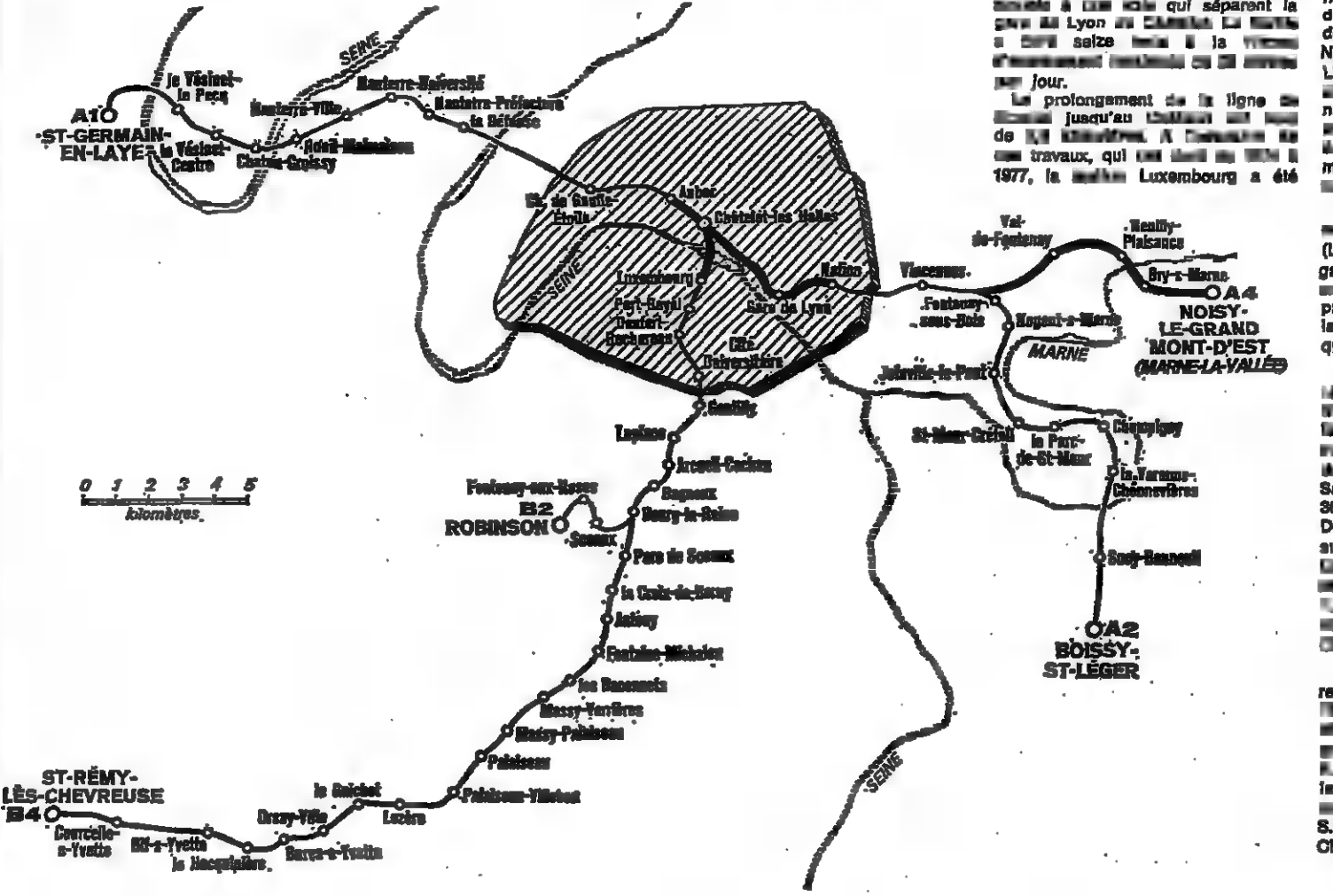
Le président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, qui est accompagné par M. Jacques Chirac, maire de Paris, inaugure, ce jeudi 8 décembre, la jonction du tronçon Auber-Nation au réseau régional. Une grande manifestation Est-Ouest (Boissy - Saint-Leger - Châtelet - Auber - Nation), longue de 8 kilomètres, sera également mise en œuvre le prolongement de la ligne de Châtelet jusqu'à Châtelet-Montigny.

Le projet de réseau régional est né en 1968, mais longtemps les pouvoirs publics ont songé à un réseau de transport à l'échelle de l'agglomération parisienne. C'est la fin du siècle dernier qu'est née la première idée de jonction entre les principales lignes du chemin de fer dans le banlieue, mais cette proposition ne trouvait pas la volonté de la Ville de Paris, tout occupée à l'époque à créer son propre réseau métropolitain. L'idée resurgit au cours des années 30, mais c'est à

la fin des années 50, lorsqu'il se agit de créer un réseau à la Défense (Hauts-de-Seine) qu'elle fut sérieusement envisagée. En 1961, le gouvernement approuva le projet de construction de la section Châtelet-Montigny ; ce fut le prolongement jusqu'à Châtelet en 1963, et la jonction de la section Est en 1964.

Les travaux commencèrent en juillet 1967. Mais bientôt les difficultés se succédèrent. La Nappe, qui se trouvait depuis longtemps à un niveau de maintenance, avait perdu l'habitude des grands travaux et il ne fallut pas moins de cinq ans pour adapter le matériel et le matériel aux dimensions du projet. C'est ainsi que le tronçon Ouest, dont l'ouverture était prévue pour la fin des années 60, ne fut mis en service

qu'en 1971 et que le tronçon de l'opérateur dépassa largement l'enveloppe initialement prévue. Mais l'effort pleinement réalisé en ce jour l'aide à couvrir le réseau régional avec l'ajout de la section de la S.N.C.F. Il faut pour cela effectuer la jonction des deux réseaux et la ligne du R.E.R. y a été créée. La ligne de Châtelet-Montigny jusqu'à Châtelet.

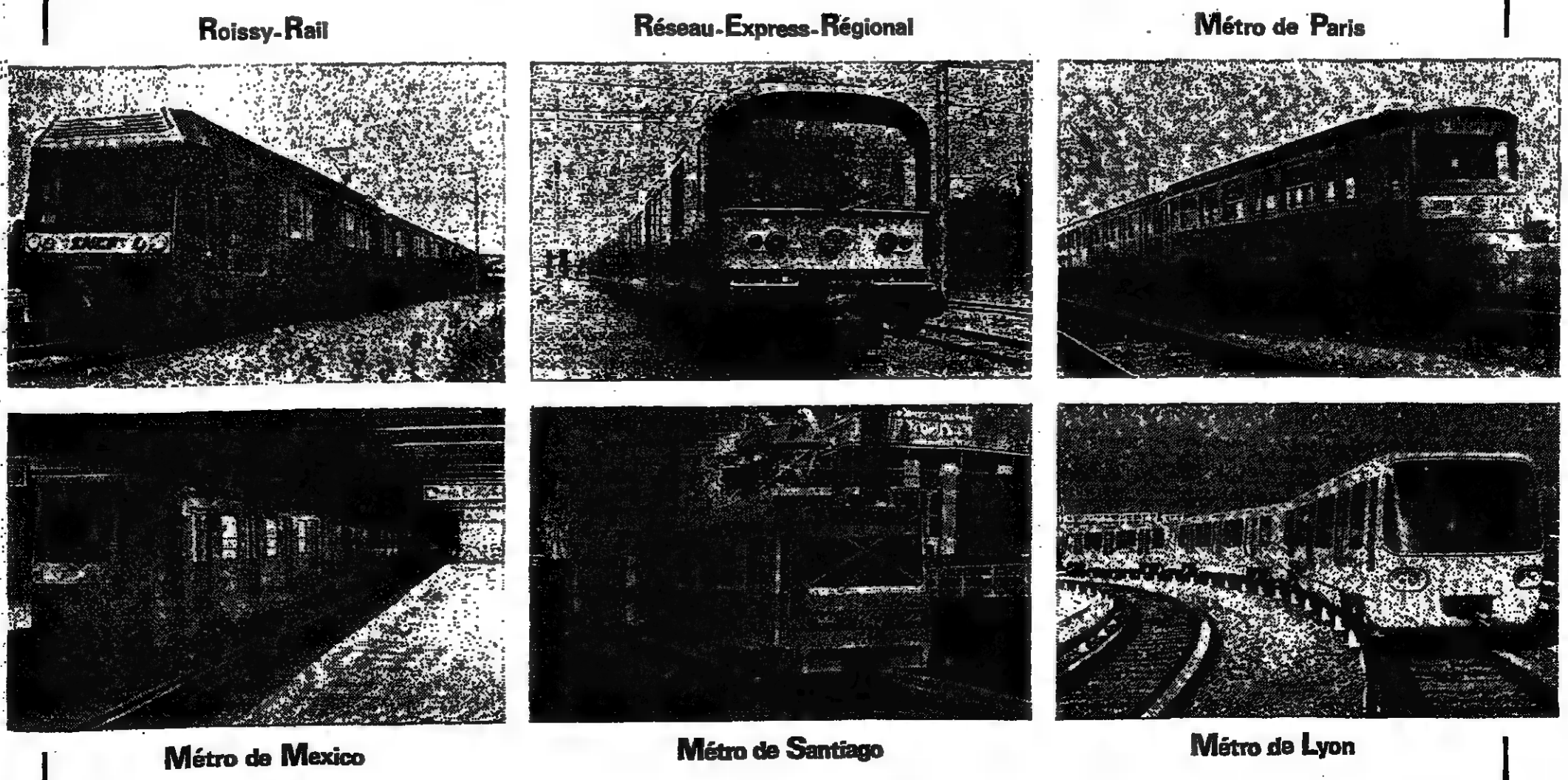


La station Gare-de-Lyon est un station S.N.C.F.-R.A.T.P. (La S.N.C.F. y ouvre, en 1960, une gare « banlieue »). L'ouvrage, d'une longueur de 1,5 km, comprend cinq niveaux sur lesquels se trouvent des escaliers, des escaliers mécaniques, des ascenseurs, etc.

La ligne en service de Paris est la plus longue d'Europe pour son type. Elle est constituée de quatre tronçons : Châtelet-Montigny (1,5 km), Châtelet-Auber (1,5 km), Auber-Nation (1,5 km) et Nation-Boissy-St-Leger (1,5 km). La ligne est exploitée par la S.N.C.F. et la R.A.T.P.

La ligne en service de Paris est la plus longue d'Europe pour son type. Elle est constituée de quatre tronçons : Châtelet-Montigny (1,5 km), Châtelet-Auber (1,5 km), Auber-Nation (1,5 km) et Nation-Boissy-St-Leger (1,5 km). La ligne est exploitée par la S.N.C.F. et la R.A.T.P.

des réalisations alsthom pour les grandes métropoles



ALSTHOM-ATLANTIQUE
1^{er} constructeur ferroviaire européen

parole aux

100

de l'usage par de stationnement
d'une pare routière souve-
dans le périmètre actuel d'
minimus du P.E.R.

De son côté, l'Association de
sagers des transports en com-
mun de Fourqureux, Mareil-Mach-
saint-André, proteste contre le pro-
jet d'engrègement de la ligne jusqu'à
grande ceinture mais s'élève
contre le doublement du parking
s'agit pour elle de solutions
vergences : non seulement la
construction de ce parking s'ave-
ra une non solution car elle s'ave-
rera, mais elle rendrait illus-
prolongation du P.E.R. par
Pleuris. M. Girardin, porte-par-
l'association proteste contre
réduction, depuis le 28 novem-
bre, de la fréquence des trajets
passant de six à cinq par heu-

ouverture du tronçon commun
Narbonne-Nîmes, avec les nouvelles
correspondances qu'il offre, v
suffisamment provoquer un afflu
de voyageurs de l'ordre, selon la
10 à 20 %.

On s'attend également à un
renouveau sensible des deman
des de logement à vendre ou à
louer. L'Agence du Château, 12
rue de la gare, en reçoit de
chaque semaine une dizaine qui
peuvent satisfaire. La mise à
disposition du R.E.R. en 1973 a
prévu un boom sans précédent
des transactions se sont pro
digieusement raréfiées. Le mar

leur tante de veno-
xpriétaire d'un apparteme-
che du château vient de rac-
r les offres de cinq agents
vertu de 80 à 100 % en prix
gements de 60 à 70 % en cir-
Le prix moyen au mètre car-
situant entre 5 000 et 6 000
refait, plus, selon le stand-
la situation.

Dans le même temps, la mar-
alité, qui envisage la réha-
bilitation du centre, n'arrive
à remplir la ZUP de Bel-
à et les Parisiens veulent ha-

MODE >

et la sobriété

...s surinsatément
 rouges; Auguste Anso
 terre-procure, un amant
 de couleuvres vives et Ant
 rensky à l'abri de diabo
 couloirs rouges, si bien sa
 ... qui ... au même
 nature de caverne. ...
 la création d'espaces ori
 avait été, semble-t-il, brid

L'esprit du temps
ou la vérité d'un lieu

...et excès de réserve est-il ju
 On retourne...

architecturale ou artistique
sur le paysage urbain en
tant. On peut-on plus libé
que dans le métro exprime
le temps ou la vérité d'
Le métro de Stockholm a
cité en exemple par les
alistes : une vingtaine de
nouvelles, depuis 1970, et
décorées par des artistes.
Le métro de Stockholm a
capitalise suédoise se prête
La roche a été couverte
eston projeté en laissant sa
l'aspect d'une grotte, et de
les, tels les hommes des
sont, ont peint

... pins ou moins naïves, et
... motifs surréalistes.
... que l'exemple soit mé-
... ment transposable à Paris,
... pu attendre de la R.A.T.
... marquer un événement sa-
... de Paris d'un métro rap-
... plus tard des lignes de
... fer, un effort de recher-
... poussé. Nul besoin de dem-
... à des artistes de renom
... à prix d'or des œuvres
... lige, mais pourquoi ne
... ter de l'occasion pour le
... connu, après une sélec-
... et, sur une œuvre et de

PHONE

THAL
E - Tel. (87) 38-59-76

[illegible]

MOI

de me
Fr

SOCIÉTÉ
DE MARIAGE

Une carrière sous-sol

par ROGER BELIN (*)

Que fera-t-il après le mariage, lorsque le R.E.R. sera inauguré ? Il reste beaucoup de choses à faire, notamment la construction du tronçon Châteauneuf-Gare-du-Nord qui permettra la mise en service de l'interconnexion. Mais il y a bien sûr l'occasion d'ajouter un record à son palmarès : Le Gare-du-Nord, avec ses multiples souterrains qui déboulent, sous les immeubles, nous des immeubles en terre qui se déforment. »

BP 305 - 92003 NANTERRE CEDEX
Tél. 1 73 63 22 91 — Téléc. 612661

(*) Président du conseil
Administration de la R. A. T. P.

en France : début 1978, mise en service des premières des mille voitures nouvelles de la RATP
Franco-Belge : constructeur pilote
1978, mise en service des premières unités d'une série initiale de cent voitures du métro d'Atlanta
Franco-Belge : constructeur



RADIO-TELEPHONE
ALBERTH



Le Monde

économie

LA VISITE EN FRANCE DU MINISTRE CHINOIS DU COMMERCE EXTÉRIEUR

M. Li Chiang, ministre chinois du commerce extérieur, arrivé à Paris lundi 11 décembre pour une visite officielle de huit jours, a rendu, mercredi 7, à Lyon ainsi qu'à la centrale nucléaire du Bugey, dans l'Ain. Il devait visiter, ce jeudi 8, dans la région de Marseille — en compagnie de M. André Rossi, ministre français du commerce extérieur — les installations de Solmar à Fos-sur-Mer, celles de la COMEX (exploration sous-marine) et celles d'Ugine-Aders.

Le ministre chinois du commerce extérieur doit également se rendre vendredi à Toulouse, pour une présentation d'avion au vol, notamment les usines de la SNIAS. M. Li Chiang doit consacrer ses journées de samedi et de dimanche à une exploitation agri-

cole de la région de Tours et au dépôt de Saint-Pierre-des-Corps. Lundi prochain 12 décembre, M. Li Chiang rencontrera M. Raymond Barre.

La visite du ministre chinois du commerce extérieur permettra-t-elle d'accroître les échanges commerciaux entre la France et la Chine et notamment les exportations françaises qui ont beaucoup diminué depuis 1976 ? Rien n'est certain, car le marché chinois est difficile à conquérir. Les contrats — s'il devait y en avoir — ne seraient, en fait, que des conclusions d'un processus de négociations qui s'est déroulé pendant l'été. Les Chinois ayant l'habitude d'examiner méticuleusement toutes les propositions qui leur sont faites. De ce point de vue, l'Allemagne est un concurrent sérieux pour la France.

Quand le marché chinois échappe aux industriels français

Les échanges franco-chinois ont, paradoxalement, regagné cette année, alors même que les relations entre les deux pays ne cessent de se développer. La France, qui n'était installée qu'au quatrième rang des fournisseurs de la Chine, en 1976, se retrouve au troisième cette année.

Un document du service de l'information du ministère de l'Économie et des Finances, publié qu'après s'être débarrassé rapidement de 1976 à 1975 les échanges entre la Chine ont brusquement stagné en 1976 pour fortement diminuer en 1977 (les chiffres sont en millions de francs).

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	9 mois 1976	9 mois 1977
Exportations françaises	448,3	381	338	760	1.010,2	1.003,8	1.438	1.438	337,6
Importations françaises	288	288	283	275,4	741,9	928,3	688,4	688,4	681,9
Solde	+ 160,3	+ 93	+ 155	+ 484,6	+ 268,3	+ 1075,5	+ 750,4	+ 750,4	- 344,3
Taux de couverture	118	97	91	97	217	178	222	222	49

On voit que, pendant les neuf premiers mois de cette année, les exportations de la France ont très fortement diminué par rapport à la période correspondante de 1976. Ce recul n'est pas la conséquence d'une diminution du commerce chinois ; c'est le fait de la France sur le marché qui est passée de 5 à 1,5 % entre 1976 et 1977.

Parallèlement, les achats de la Chine, en valeur, ont connu une importation numéro 22 — ont reculé de 50 % par rapport à 1976. Cette évolution, selon les experts du ministère de l'Économie

et des Finances, est due à la structure très déséquilibrée des échanges avec la Chine, échanges dominés par les ventes de biens d'équipement français.

La France a été la 1^{re} de la viande (22 % des importations en 1976), des cuirs et peaux, des produits textiles (soie et coton), des essences naturelles.

Les exportations françaises en Chine dépendent des livraisons de biens d'équipement industriels, usines clés en main, grands équipements industriels complets, soit 88 % des ventes en 1976.

Rivoli, explique par la structure très déséquilibrée des échanges avec la Chine, échanges dominés par les ventes de biens d'équipement français.

La France a été la 1^{re} de la viande (22 % des importations en 1976), des cuirs et peaux, des produits textiles (soie et coton), des essences naturelles.

Les exportations françaises en Chine dépendent des livraisons de biens d'équipement industriels, usines clés en main, grands équipements industriels complets, soit 88 % des ventes en 1976.

Rivoli, explique par la structure très déséquilibrée des échanges avec la Chine, échanges dominés par les ventes de biens d'équipement français.

La France a été la 1^{re} de la viande (22 % des importations en 1976), des cuirs et peaux, des produits textiles (soie et coton), des essences naturelles.

Les exportations françaises en Chine dépendent des livraisons de biens d'équipement industriels, usines clés en main, grands équipements industriels complets, soit 88 % des ventes en 1976.

Rivoli, explique par la structure très déséquilibrée des échanges avec la Chine, échanges dominés par les ventes de biens d'équipement français.

La France a été la 1^{re} de la viande (22 % des importations en 1976), des cuirs et peaux, des produits textiles (soie et coton), des essences naturelles.

Les exportations françaises en Chine dépendent des livraisons de biens d'équipement industriels, usines clés en main, grands équipements industriels complets, soit 88 % des ventes en 1976.

Rivoli, explique par la structure très déséquilibrée des échanges avec la Chine, échanges dominés par les ventes de biens d'équipement français.

La France a été la 1^{re} de la viande (22 % des importations en 1976), des cuirs et peaux, des produits textiles (soie et coton), des essences naturelles.

Les exportations françaises en Chine dépendent des livraisons de biens d'équipement industriels, usines clés en main, grands équipements industriels complets, soit 88 % des ventes en 1976.

Rivoli, explique par la structure très déséquilibrée des échanges avec la Chine, échanges dominés par les ventes de biens d'équipement français.

La France a été la 1^{re} de la viande (22 % des importations en 1976), des cuirs et peaux, des produits textiles (soie et coton), des essences naturelles.

Les exportations françaises en Chine dépendent des livraisons de biens d'équipement industriels, usines clés en main, grands équipements industriels complets, soit 88 % des ventes en 1976.

Rivoli, explique par la structure très déséquilibrée des échanges avec la Chine, échanges dominés par les ventes de biens d'équipement français.

La France a été la 1^{re} de la viande (22 % des importations en 1976), des cuirs et peaux, des produits textiles (soie et coton), des essences naturelles.

Les exportations françaises en Chine dépendent des livraisons de biens d'équipement industriels, usines clés en main, grands équipements industriels complets, soit 88 % des ventes en 1976.

Rivoli, explique par la structure très déséquilibrée des échanges avec la Chine, échanges dominés par les ventes de biens d'équipement français.

La France a été la 1^{re} de la viande (22 % des importations en 1976), des cuirs et peaux, des produits textiles (soie et coton), des essences naturelles.

Les exportations françaises en Chine dépendent des livraisons de biens d'équipement industriels, usines clés en main, grands équipements industriels complets, soit 88 % des ventes en 1976.

De petites espérances...

Le visiteur en France du M. Li Chiang, ministre du commerce extérieur chinois, a été accueilli par le ministre français du commerce extérieur, M. André Rossi, à Paris, le 11 décembre. Les deux ministres ont eu un entretien de travail, au cours duquel ils ont discuté des relations économiques entre la France et la Chine. M. Li Chiang a souligné le besoin de la Chine en matière de biens d'équipement et de technologie, et a exprimé l'attente d'une amélioration des échanges commerciaux.

Le ministre français du commerce extérieur, M. André Rossi, a répondu que la France était prête à augmenter ses exportations vers la Chine, notamment en matière de biens d'équipement et de technologie. Il a souligné l'importance de la coopération technique et industrielle entre les deux pays.

Le ministre chinois du commerce extérieur, M. Li Chiang, a souligné le besoin de la Chine en matière de biens d'équipement et de technologie, et a exprimé l'attente d'une amélioration des échanges commerciaux. Il a souligné l'importance de la coopération technique et industrielle entre les deux pays.

Le ministre français du commerce extérieur, M. André Rossi, a répondu que la France était prête à augmenter ses exportations vers la Chine, notamment en matière de biens d'équipement et de technologie. Il a souligné l'importance de la coopération technique et industrielle entre les deux pays.

Beaucoup d'obstacles

La structure des exportations françaises vers la Chine est très déséquilibrée. Les exportations de biens d'équipement et de technologie représentent 88 % des ventes. Les importations de la France en Chine sont principalement des produits agricoles et des produits de consommation courante. Cette structure commerciale pose de nombreux problèmes de balance des paiements et de coopération technique.

Le ministre français du commerce extérieur, M. André Rossi, a souligné l'importance de la coopération technique et industrielle entre les deux pays. Il a souligné l'importance de la coopération technique et industrielle entre les deux pays.

Sciences PO

Concours ENA

de janvier à juin

avec accompagnement intensif en soir

Cours : Maitre de conférences

CEPES

72, rue de la Harpe, 75005 Paris

722.84.94 et 745.08.19

Le Monde

ADONNEMENTS

3 mois 1.100 F 6 mois 2.100 F 12 mois 3.800 F

FRANCE - ÉTRANGER - T.O.M.

115 F 210 F 408 F

115 F 210 F 408 F

115 F 210 F 408 F

115 F 210 F 408 F

115 F 210 F 408 F

115 F 210 F 408 F

115 F 210 F 408 F

115 F 210 F 408 F

115 F 210 F 408 F

115 F 210 F 408 F

115 F 210 F 408 F

115 F 210 F 408 F

éditions sociales

LA RAISON DU PLUS FOU

"Le livre agit à la façon d'une passerelle, la plus fragile au monde, celle de l'amour pour tenter de rétablir le lien entre la société et les enfants perdus".

Anne Pons

"Nous sommes directement et profondément concernés".

Collette Baillon

"Daniel Karlin nous bouleverse".

Dr Françoise Bloch

"Un magnifique voyage à travers la folie".

Michel Primar

"Un livre extraordinaire comme il n'est pas donné d'en lire souvent".

Catherine B. Clément

"Une enquête sans précédent sur la folie en France".

Gilles Anquetil

"Tous aliénés... Constat mené d'un regard serein à l'intérieur et à l'extérieur du champ psychiatrique".

Anne Rey

"Voyeurisme... jobardise... nul... aucune référence au cerveau... Lyssenko au pouvoir?".

Frédéric Ritz

"C'est Karlin qu'il faut envoyer à l'asile".

Daniel Karlin et Tony Lainé donnent aux lecteurs l'irrépressible envie d'oter partout les bâillons".

François Salvaing

"Je serais heureux de boire un coup avec les auteurs".

Wolinski

EN VENTE TOUTES LIBRAIRIES 1 vol. 45 F.

ONZE HÉLIOPÈRES

avec le moteur aéronautique.

malgré les espoirs qu'ont

la mise en service de plusieurs

hélicoptères militaires et

civils et militaires ce

jour, la production

de l'hélicoptère

est en retard par rapport à

ce qui est prévu pour la

phase de développement

de l'hélicoptère

est en retard par rapport à

ce qui est prévu pour la

phase de développement

de l'hélicoptère

est en retard par rapport à

ce qui est prévu pour la

phase de développement

Le Monde

ADONNEMENTS

3 mois 1.100 F 6 mois 2.100 F 12 mois 3.800 F

FRANCE - ÉTRANGER - T.O.M.

115 F 210 F 408 F

115 F 210 F 408 F

115 F 210 F 408 F

115 F 210 F 408 F

115 F 210 F 408 F

115 F 210 F 408 F

115 F 210 F 408 F

115 F 210 F 408 F

115 F 210 F 408 F

115 F 210 F 408 F

115 F 210 F 408 F

115 F 210 F 408 F

115 F 210 F 408 F

115 F 210 F 408 F

115 F 210 F 408 F

Pour votre DEMENAGEMENT

208 10-30 ODOUL

16, rue de l'Atlas - 75019 PARIS

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

stege

FORMATION DES CADRES SUPERIEURS GESTION-DIRECTION

DUREE : 23 jours.

OBJECTIFS : Pratiquer les techniques indispensables pour diriger l'entreprise.

PROGRAMME : 5 fonctions de direction approfondies grâce à un travail individuel et collectif.

PROCHAINES SESSIONS : du 11/1/78 au 3/2/78

du 7/3/78 au 31/3/78

CENTRE PARISIEN DE MANAGEMENT

stege

INFORMATIONS : 79, Avenue de la République

75011 PARIS - Tél. 355.39.08

تكونا من الأصل

De petites espérances

La C.G.T. veut maintenir « la pression revendicative »

— à l'heure actuelle, n'ajoutent-ils pas un dynamisme
 — au plus grand que le cœur de la base — n'y est pas encore,
 — dans ce secteur prise ? La campagne de protestation orchestrée
 — par les employeurs — a-t-elle eu des effets négatifs sur les
 — forces de nature à renforcer la mobilisation des salariés. Mais
 — risible relation de l'action suppose un consensus de l'ensemble
 — jansinistes syndicaux. On ne peut l'attendre, à l'heure actuelle,
 — F.O., ni de la C.F.T.C. ni de la C.G.C. à la FEN même, les
 — trions prises par M. André Henry pour juger de la grève de
 — caractère unitaire. On ne peut pas non plus, à l'heure actuelle,
 — caractère unitaire que doit conserver l'action syndicale.
 — reste à apprécier le contenu politique que les cégétistes et les
 — les peuvent donner à leur « pression », dans la perspective du
 — ou de l'échec — de la gauche au mois de mars prochain.

dirigeants de la C.G.T. demandent à rencontrer les membres des partis de gauche : F.S., M.R.G. et P.S.U. faire à titre le programme du congrès. M. Georges Seguy, secrétaire général, a annoncé la décision à l'issue du comité directeur national de décembre. Il a déclaré que le congrès sera consacré au bilan des dis-

**Allocation
et complément familial**

**DES AUGMENTATIONS
DE 3 A 75 %**

Le conseil des ministres a décidé de procéder à une double majoration des allocations familiales. Les premières passeront de 6,3 % — soit un taux égal à celui des prix pour la période de mars à octobre 1977 — à la base mensuelle de calcul des allocations familiales. La seconde vise à accroître, de façon modulée, ces allocations en fonction des besoins de la famille. Pour une fa-

... de nos convictions, nous pourrions préciser à nouveau l'importance de notre adhésion au mouvement commun et les motifs qui nous soutiennent, a dit M. Seguy.

En point de vue, nous insistons sur le fait que nous sommes des socialistes, économiques et politiques, et que nous paraîtrions indigne de dépeindre le pays de la France pour que soient intégrées les de nos convictions, nous pourrions préciser à nouveau l'importance de notre adhésion au mouvement commun et les motifs qui nous soutiennent, a dit M. Seguy.

En point de vue, nous insistons sur le fait que nous sommes des socialistes, économiques et politiques, et que nous paraîtrions indigne de dépeindre le pays de la France pour que soient intégrées les

« Les promesses au peuple commun. Nous leur avons promis : une aide financière, une aide politique et une aide culturelle. »

« Veiller à ce que cette aide ne puisse être utilisée comme une immixtion ou une intervention de caractère politique dans les affaires internes de la stricte responsabilité des partis. »

« 5,3 % pour toutes les familles qui ont des enfants de moins de 18 ans (environ 2,5 millions de familles de salariés) : + 5,25 % pour deux enfants ; + 4,97 % pour trois enfants ; + 3,12 % pour quatre enfants. En revanche, les quelque 2,6 millions de familles qui perdront la prime de naissance actuelle, le complément familial et le bénéficiaire de majorations plus substantielles qui varieront de

3690 s'est également 7 % - à 75 %
surpris de l'ingénuité Le ministre de la santé et de la
raient prouve les gaucheries Sécurité sociale a en effet rap-
des radicaux de gauche porté le statut de la loi du 12 juil-
à la consommation let 1977 instituant, à compter du
étaient les élus de la 1^{er} janvier 1978, le complément
lans les conseils d'admini- familial (340 francs par mois). Ce
sion des futures sociétés complément qui remplace six
sistes prestations existantes (allocation
de part, elle concourt à la de famille unique et la majora-
la colonisation de la tion allocation de la su-
sur de la C.F.T.C. et du verser sa majoration allocation

titique. D'autre part, elle notre organisation une suspicion quant aux buts à pourvoitures et quant lère dont nous convenons nos responsabilités à ces sein des entreprises. Enfin, elle met en démocratie ou lère et sur la base de l'entente silencieuse, en l'absence de l'entente.

des classes, ont fait le syndicat de tout le (essentiels) (...)
travailleurs des entre-
prises n'ont jamais
blâmer de la préma-
ture de la 34.
collective à certaines ra-
sions de critiquer les
sations actuelles (...), la
) encombe aux pou-

● **Trente-trois mille montres**
Lep saut, ventes aux enchères, ce jeudi 8 décembre à Paris, par les syndicats de la Société européenne d'horlogerie et d'équipements mécaniques (S.E.H.E.M.). Il s'agit de pièces qui se trouvaient auprès des filiales et de certains détaillants. Les ouvriers de Lep, qui ont proposé l'opération, achetaient aux enchères, ont

<p>n'exécute. Ces derniers, quels MM. Germon et Cant pas le droit de vote.</p>	<p>fait savoir qu'ils seraient présents à la vente aux enchères.</p>
--	--

A l'E.G.F. : d'autres actions sont envisagées

Les dirigeants des fédérations C.G.T. et C.F.D.T. de l'E.G. ont tenu des réunions séparées, jeudi 8 décembre, afin d'étudier les suites à donner à la grève qui se prolonge depuis une semaine mais devait normalement prendre fin ce jour. En l'absence d'une verture de la part de la direction de l'entreprise nationale, le

Cette grève et les coupures de courant qui en ont résulté chaque matin entre 9 h. 30 et 10 h. 30 ont conduit les dirigeants des deux fédérations à envisager des mesures nouvelles. Après plusieurs

tion de gaziers et électriciens C.G.T. et C.F.D.T., qui a réuni le matin à Paris, place des Invalides, de deux mille à quatre mille personnes selon les estimations, un débat a eu lieu l'après-midi à l'Assemblée nationale.

M. Claudine-Petit, ministre a dénoncé le développement des grèves sauvages, des grèves surprises sans préavis ou avec un

mesures de sécurité et de place d'arrêt, rendrait, a-t-elle déclaré, les actions sauvages et irresponsables.

M. Monory, ministre de l'Industrie, a déclaré : « Il est inacceptable que la grève continue sans permit des travailleurs, le syndicat, le D.G. ou le patron qui bénéficient des garanties plus acquiescentes. Ils ne peuvent

précis global qui laissent la place au débat sur l'incertitude, voire sur la possibilité d'un effondrement du système. Le 12 mai, à 15 heures, au grépe, a-t-il déclaré, ne peut être le droit d'arrêter à sa guise l'activité des entreprises, ce qui est contraire de toute la population, et en particulier de tous les travailleurs. Il nous faut protester contre l'arrêt de la production, mais nous ne pouvons pas faire économique du pays et dire que nous regrettons d'être entrés dans la situation actuelle. Nous sommes couronnés, cependant, la population

notamment prendre leur retraite à cinquante-cinq, voire à quarante-cinq ans, et cela pour la plupart des travailleurs pénalisés par les coupures de courant ne peuvent qu'être au mieux agacés. A Toulouse, a-t-il conclu, nous devons faire absolument amicalement avec des députés de la majorité qui ont été élus par la population, et nous attendons portes à la liberté pour quelques agents par une autorité de la liberté que seront les agents de la liberté.

« Ce mouvement est d'autant

[illegible]

composent est d'ailleurs indissociable des échéances électorales. Mais se trouvent mis en cause les principes mêmes d'un régime démocratique, en encore à une conception même de la démocratie, car nous assistons à une technique de groupes de pression incompatible avec la vie démocratique. La démocratie, cela signifie d'abord que l'opinion publique doit être librement exprimée.

« Ve-t-on en fait avec cette chéminée, avec cette mauvaise installation contre le redressement du terrain ? » a demandé de son côté M. FÉRET (P.R., Jura) qui devant la réponse négative de M. LAFONT, a demandé que l'Etat, « en sa qualité d'organisme national », s'engageât à faire passer les études que comptait prendre le gouvernement pour faire passer la loi.

Sables : 20 h. 32, Châteaufort-Vermand ;
20 h. 32, Buzonville ; 20 h. 32, Buzonville
vers Aurillac, Capdenne et Avignon) ;
le 0 h. de Iran (correspondances vers
Le Rochelle et Tarbes).

● PARIS-LYON. — Service normal
jusqu'en 20 h. 32, ensuite sont prévus
les trains suivants :
Marseille : 21 h. 52, Marseille ; 22 h. 28,
Marseille ; 23 h. 6, Bourg-Saint-Maurice ; 23 h. 30, Evian ;
23 h. 38, Venise, Interlaken.

● SAINT-AUSTERMARTE. — 9 h. 18, Iran
et Paris-Pierre-François, correspondances vers Angoulême et Saintes.
Correspondances vers Le Rochelle et
Angoulême, correspondance vers

Le Journal officiel du 8 décembre 1977 n° 252, page 10, sous le titre "Les grèves sauvages à E.D.F. : Intervenant au nom des droits des usagers, M. Mazaud (R.P.R.,

■ PARIS-EST. — 7 h. 6. Longwy.
 Luxembourg: 8 h. 35. Sète: 8 h. 54.
 Strasbourg: 9 h. 13. Forbach: 9 h. 24.
 Metz: 9 h. 35. Nancy: 9 h. 46.
 Francfort: 13 h. 4. Limite Charle-
 ville: 13 h. 18. Strasbourg: 17 h. 18.
 Forbach: 17 h. 48. Metz: 18 h. 58.
 Nancy: 19 h. 13. Luxembourg: 19 h. 55.
 Longwy: Luxembourg: 18 h. 54.
 Strasbourg: 18 h. 54. Souffrène:
 Luxembourg: 18 h. 57. Metz: 19 h. 33.
 Châtenoy: 19 h. 37. Nancy: 19 h. 33.
 ■ PARIS-EST. — 7 h. 6. Longwy.
 Luxembourg: 8 h. 35. Sète: 8 h. 54.
 Strasbourg: 9 h. 13. Forbach: 9 h. 24.
 Metz: 9 h. 35. Nancy: 9 h. 46.
 Francfort: 13 h. 4. Limite Charle-
 ville: 13 h. 18. Strasbourg: 17 h. 18.
 Forbach: 17 h. 48. Metz: 18 h. 58.
 Nancy: 19 h. 13. Luxembourg: 19 h. 55.
 Longwy: Luxembourg: 18 h. 54.
 Strasbourg: 18 h. 54. Souffrène:
 Luxembourg: 18 h. 57. Metz: 19 h. 33.
 Châtenoy: 19 h. 37. Nancy: 19 h. 33.

(Publicité)

INVITATION A S'INSCRIRE

[illegible]

Les entreprises étrangères spécialisées possédant une expérience étendue et un savoir-faire avancé pour le

berge: 19 h. 28. Le Tréport: 19 h. 30.
 Bruzailles, Liège: 19 h. 34. Calais:
 19 h. 38. Leam: 20 h. 25. Tourcoing:
 20 h. 32. Bruxelles (Oiseau bleu):
 20 h. 35.

Service assuré à 60 % à PARIS-
 EST. A 40 % à PARIS-NORD et à
 30 % dans les autres gares.

expérience étendue et un savoir-faire avancé pour la conception, la réalisation, la finition et l'entretien des abattoirs, en conformité avec les normes et sys-

MAISON DE L'IRAN
65 Champs-Élysées - Paris 225.62.90

TAPIS PERSAN
Les plus beaux tapis du monde

termes internationaux les plus récents, sont invitées par Atlas General Contracting Company (23, rue Kasr El Nil, Le Caire), qui entreprend la réalisation du

exceptionnelle
du 1^{er} décembre 1977 au 15 janvier 1978

Le statut officiel de la Maison de l'Iran
vous garantit l'authenticité et les rapports
qualité/prix

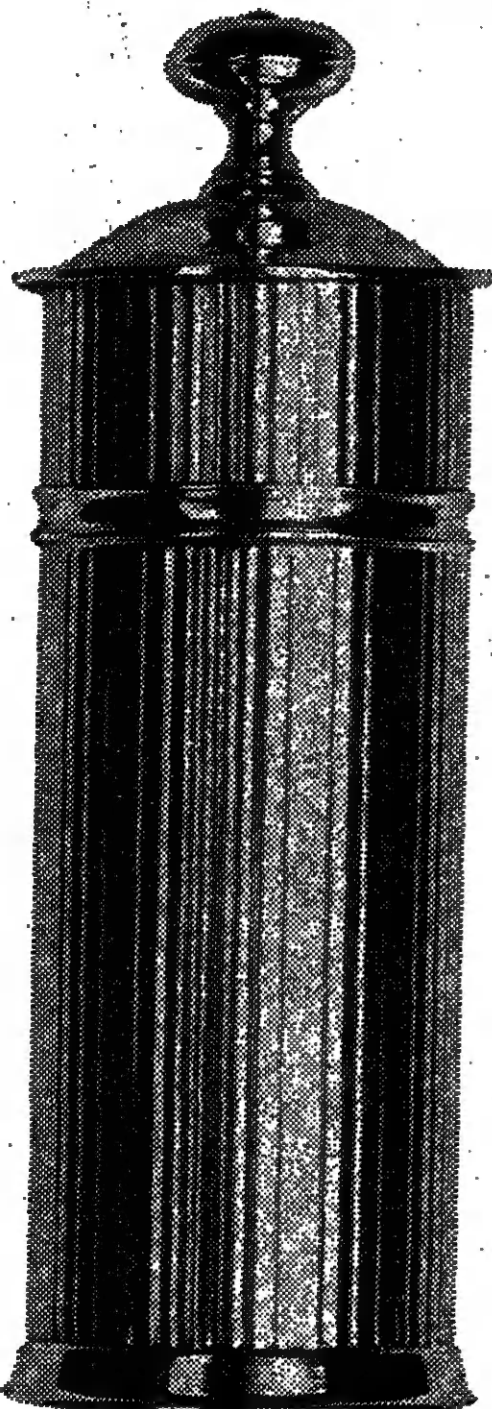
PROJET D'ABATTOIRS DU GOUVERNORAT DU CAIRE

situé à Bassatin dans la zone sud du Caire, sur un emplacement de 100 000 m² environ, avec une capacité de 3 000 têtes de bétail de différentes espèces,

comprenant traitement des sous-produits, entrepôts frigorifiques, centres de distribution, abattoirs d'urgence, musée laboratoire, etc., à soumettre leur curriculum vitae en ce qui concerne ce domaine précis de travaux.

La date de clôture pour la soumission des demandes de préqualification adressées au Président du Conseil d'Administration à l'adresse précitée est fixée au 31 décembre 1977.

CADEAUX: CHRISTOFFLE A TOUJOURS UNE IDÉE POUR VOUS.



Christoffle

Boutique Christoffle aux Galeries Lafayette :
une sélection d'objets raffinés
pour votre table et celle de vos amis.
Moulin à poivre cannelé, métal argenté, haut. 11,5 cm
380 f.

Galeries Lafayette

BARÈME DES BRILLANTS					
COULEUR	BLANC ROUGE	LÉGERMENT TEINTÉ	JAUNE	VERTE	NOIR
POURTE	V.V.S.	Lég. piqué	V.V.S.	Lég. piqué	10-12-14
1 carat : 0 g 20	12.500 F	10.700 F	8.500 F	6.500 F	4.500 F
2 carats : 0 g 80	21.000 F	18.000 F	14.500 F	11.000 F	7.500 F
3 carats : 0 g 60	28.500 F	24.000 F	19.500 F	14.500 F	10.000 F
4 carats : 0 g 40	36.000 F	30.000 F	24.500 F	18.000 F	12.500 F
5 carats : 0 g 20	43.500 F	36.000 F	29.500 F	21.000 F	15.000 F

GODECHOT & PAULIET

ACHATS - VENTES - EXPERTISES - CONSEILS
PARIS - BOULVARD DES FILLES DU CALVAIRE - 75002 PARIS

Reservation : 225.99.06+

IRAN AIR
Only Sud
PARIS-LONDRES.

BOEING 747 SP : Mercredi - Dimanche 11 h 00
BOEING 747 : Vendredi 11 h 00
BOEING 707 : Lundi 11 h 00

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le conseil d'administration, réuni le 6 décembre 1977, a pris connaissance des conditions satisfaisantes dans lesquelles a été placé l'emprunt obligataire de 100 millions, coté à la Bourse de Paris depuis le 28-10-1977.

Il a, d'autre part, examiné les comptes de la société au 30 septembre 1977. Pour les trois premiers trimestres, le chiffre d'affaires (loyers, pré-loyers, recettes de 3.121) a atteint 72,3 millions contre 53,2 millions pour la même période de 1976. Au 31 décembre 1977, le chiffre ne sera pas inférieur à 85 millions (contre 70,6 millions). Les chiffres de 1977 tiennent compte d'une indemnité exceptionnelle (non évaluée et intégralement provisionnée) de 2,6 millions, consacrée à la réduction immédiate d'un contrat de crédit-bail.

Le bénéfice au 30-9-1977 (21,3 millions) après des amortissements et provisions pour 18,8 millions) ne peut être comparé simplement au même chiffre de 1976 (11,6 millions) après des amortissements et provisions pour 13 millions). En effet, un article intermédiaire, comportant exceptionnellement des écritures partielles d'inventaire (amortissement de frais et provisions) a été effectué le 30-9-1977 pour présenter les comptes avant l'annulation obligatoire de septembre. Enfin, un nouveau contrat de crédit-bail a été enregistré d'acheter l'immeuble par anticipation. Cette opération dégage une plus-value exceptionnelle de 1,3 million qui sera inscrite au compte de pertes et profits.

Les contrats de crédit-bail signés depuis le 1^{er} janvier 1977 ainsi que les accords fermes connus avec trois sociétés pour des engagements nouveaux de l'exercice à plus de 22 millions. A ce montant, le conseil d'administration a décidé d'un immeuble à construire dans le cadre d'un contrat de location sim-

UGIMO

Le conseil d'administration s'est réuni le 3 décembre 1977.

Après avoir examiné la situation financière du bilan au 30 juin 1977, il a pris connaissance du compte rendu d'activité et des perspectives de résultats de la société pour l'ensemble de l'exercice.

Le marché local des immeubles d'habitation demeure très satisfaisant et le taux d'occupation des appartements reste supérieur à 90 %.

Dans le domaine des bureaux, l'immeuble de Créteil a enregistré de nouvelles locations.

Les recettes de l'exercice en cours intégreront au titre de l'année 1977 les indemnités versées par l'Etat en application des conventions garantissant la société contre les mesures de blocage partiel des loyers.

Une nouvelle proposition de dividende peut être dès maintenant prévue.

A. N. D. C. P. XXX^e ANNIVERSAIRE

Les 8 et 9 décembre, l'ASSOCIATION NATIONALE DES DIRECTEURS ET CHEFS DE PERSONNEL célèbre son XXX^e anniversaire au Centre International de Paris.

La première journée est consacrée à divers problèmes des hommes dans leur vie de travail et à quelques réflexions sur la fonction « Personnel ». Nous en rendrons ultérieurement compte dans nos colonnes.

Le 9 décembre, consacré en ASSIÈS, les membres de l'Association feront le bilan de trente années d'activité et d'intervention sur les orientations futures de l'A.N.D.C.P. Le triple objectif des fondateurs reste le même depuis 1947 :

- Étudier en commun tous les problèmes relevant de la fonction « PERSONNEL » ;
- créer entre les adhérents des liens d'amitié et d'entraide ;
- faire connaître progressivement la fonction par le perfectionnement de ses membres.

Malgré trente ans d'existence, la fonction a pris une autre dimension. L'association compte 3.400 membres, le rayonnement régional a multiplié ses groupes et unions. Il faut donc repenser les voies et moyens en fonction des circonstances nouvelles.

Déjà la complexité croissante des dispositions sociales qui régissent la vie de l'entreprise a conduit à diversifier les thèmes des journées d'échanges d'expérience, à créer de nouvelles sessions de C.E.P.E.S. (1), à susciter des groupes d'étude spécialisés sur des sujets d'actualité (Statut Social, par exemple). — Si un problème se pose inopinément à tel adhérent, le niveau de « Consultation express » apporte dans un délai très court l'avis de collègues, consultants bénévoles. — Et si les « Cahiers de l'A.N.D.C.P. » contiennent l'information des adhérents, la revue « Personnel », organe de l'Association, est diffusée dans le public.

Ce capital important d'expérience et de compétence anime certains organismes publics ou certaines personnalités à questionner l'A.N.D.C.P. sur divers sujets ou projets techniques. Des membres de l'Association ont été désignés à titre personnel pour siéger dans les Comités Régionaux, au Conseil Economique et Social, au Plan, au Comité Sudreau, au Comité des Seges sur la mensuration, etc.

Dans ces circonstances, l'Association, qui n'est ni un mouvement de doctrine, ni un syndicat, ni un mouvement politique ou social, s'est toujours tenu sur ses seuls éléments de sa compétence, à l'exclusion de toute prise de position sur des sujets plus généraux qui ne permettraient pas de respecter la diversité légitime des opinions de ses membres.

Aujourd'hui, l'A.N.D.C.P. actuelle s'est construite.

Aujourd'hui, les adhérents et les responsables veulent que leur Association continue à participer à l'évolution de la fonction « Personnel ». Dans cette perspective à long terme, le contact extérieur pose déjà, à court terme, des questions : les Amis 1977 préparent les réponses.

(1) Centre de Perfectionnement de l'A.N.D.C.P.

Reservation : 225.99.06+

IRAN AIR
Only Sud
PARIS NEW-YORK.

BOEING 747 SP : Lundi - Vendredi 12 h 30

Ouverture* du 35^{ème} Sofitel à Montpellier.

En plein centre de Montpellier.
Place de la Comédie.
Le Triangle 34000 Montpellier
Tél : (67) 54 04 04 Téléc : 480140
Réservation centrale Paris
Tél : 6571143 Téléc : 200432

Hotel Sofitel ★★ ★★ L'amour du métier

* Le 6 décembre.

CONJONCTURE

Selon l'O.C.D.E.

La France aurait deux cent mille chômeurs supplémentaires l'an prochain

La croissance du produit intérieur brut (PIB) en France ne dépassera pas 3 % en 1978, prévoit l'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économiques) dans son étude annuelle qui vient d'être publiée. Cette estimation fait « à position économique équilibrée » est nettement plus pessimiste que celle publiée, en septembre dernier, par le gouvernement français, qui tablait sur une croissance de 4,5 % du PIB en 1978. Cette divergence, souligne l'O.C.D.E., tient notamment à une appréciation différente (-) de l'évolution des investissements privés et de la demande extérieure.

Un taux de croissance de 3 % ne pourrait pas empêcher le chômage de continuer à augmenter, note l'O.C.D.E., pour qui « le marché du travail se dégradera au moins pendant la première partie de l'année 1978. En l'absence de modifications profondes de la politique de l'emploi, le taux de chômage pourrait être voisin de 6 % en moyenne durant l'année prochaine ». Ce pourcentage correspond à environ deux cent mille demandes d'emploi supplémentaires, puis-que le taux du chômage français par rapport à la population active est actuellement de 5 %.

Pour la partie, l'analyse de l'O.C.D.E. est plus optimiste.

■ INVESTISSEMENTS. — Dans son ensemble, la formation brute de capital fixe devrait s'accroître très légèrement au cours de l'année 1978. Les investissements privés non résidentiels enregistreraient un recul au second semestre de 1977. Dans la première partie de l'année 1978, les stimulants des investissements seront peu nombreux ; les capacités inutilisées demeureront encore importantes, et les perspectives économiques d'ensemble toujours incertaines. Cependant, un raffermissement pourrait intervenir au second semestre, si la stabilisation du rythme d'inflation et la légère accélération de la croissance se confirment. Toutefois, cette reprise ne devrait être que de faible amplitude et, pour l'ensemble de l'année 1978, les investissements privés non résidentiels demeureraient pratiquement à leur niveau moyen de 1977.

■ CONSOMMATION INTERIEURE. — Dans l'hypothèse d'une stabilité du taux d'épargne, la croissance de la consommation privée pourrait s'accroître très progressivement, passant d'un rythme annuel de 1,7 % à 2,3 % entre le premier semestre de 1977 et le second semestre de 1978.

■ EXPORTATIONS. — L'O.C.D.E. souligne que la prévision est fragile. En 1977, le taux d'épargne ménages a décliné par rapport à 1976 et a atteint un niveau historiquement bas (15,2 %). N'est, de ce fait, pas exclu l'existence, en 1978, d'un contexte de stabilisation de l'inflation et de détérioration du marché du travail à un certain degré de l'épargne, qui, les choses demeurant égales par ailleurs, pèserait sur le développement de la consommation.

■ EXPORTATIONS. — Elles devraient leur taux de croissance s'accroître à la suite d'une augmentation des ventes des produits agricoles et d'un léger redressement des exportations des produits industriels. Mais la contribution à la balance extérieure de la croissance serait moins importante en 1978 qu'en 1977, à la suite de la reprise des importations, et le déficit des échanges extérieurs, bien que sensiblement réduit, resterait de 2,8 milliards de francs en 1978 contre 9,8 milliards de francs en 1977.

L'O.C.D.E. porte le jugement suivant sur l'évolution des prix : « Le taux de progression des prix à la consommation pourrait être de 3,7 % en 1978 et de 3,5 % en 1979, correspondant à un séquestre des prix de 6,5 % du début à la fin de l'année prochaine. Le ralentissement prévu de la hausse des prix à la consommation, la persistance d'un chômage de l'emploi déprimé et la poursuite d'une politique économique restrictive devraient prévenir une accélération des augmentations salariales, et la progression nominale du taux de salaires horaires pourrait demeurer voisine de 12 % au second semestre de 1977 et au cours l'année 1978. Un nouveau ralentissement de la progression des coûts unitaires de main-d'œuvre pourrait intervenir en 1978, conclut l'O.C.D.E.

BOURSE DU BRILLANT
COMMERCIALE
MARCHÉ DU BRILLANT
Prix d'un brillant rond spé-
cialisé EXCEPTIONNEL
1 CARAT
3 décembre : 51.485 F TTC
+ commission 4,50 %
M. BÉRAUD, JOAILLER
8, avenue Montaigne - Paris
Tél : 355-22-55

Votre coffret à cigares

en bois précieux, macassar,
palissandre ou acajou,
monogramme sur cuivre,
avec Humidificateur, évidemment,
un plaisir rare de connaisseur.

MADELIOS
PLACE DE LA MADELEINE - PARIS
pour ceux qui savent choisir.

AGRICULTURE

Commission de Bruxelles
une augmentation de 2 %
prix agricoles en 1978

TRANSPORTS

ATLANTIQUE NORD

مكتبة من الأصل

CONJONCTURE

La France aurait deux cent millions supplémentaires l'an prochain

AGRICULTURE

La Commission de Bruxelles propose une augmentation de 2% des prix agricoles en 1978

De notre correspondant

Bruxelles (Communauté européenne). — Une augmentation des prix agricoles commencent à être en vigueur de 2 % ; les corrections d'ordre monétaire venant d'ajouter à ces 2 % : en France (+ 1,92 %), en Italie (+ 3,04 %), en Grande-Bretagne (+ 3,25 %), en Irlande (+ 0,29 %), ou bien s'en retrancher : en Espagne (+ 1,14 %), au Benelux (- 0,2 %).

Dans le cas de la France, un relèvement moyen des prix de 4 % venant compléter l'ajustement de 2 % résultant, compter du 1^{er} février, de la dévaluation du « franc vert » récemment décidée par le gouvernement.

Telles sont, pour l'essentiel, les positions concernant les futures 2 de campagne que la Commission européenne devait, en octobre, approuver ce jeudi 8 décembre.

Dans le souci de ne pas favoriser l'apparition de nouveaux excédents, la Commission de Bruxelles a tendance à réduire le droit accordé aux agriculteurs, augmentation moyenne, de l'ordre de 2 %, est aussi à l'échelle des prix de base de la production.

Autre effort : l'adaptation des prix agricoles de chaque pays aux variations de la monnaie nationale. Dans les Etats à monnaie faible, notamment la France, l'Italie et la Grande-Bretagne, cela se traduit par une augmentation supplémentaire. A l'inverse, en R.F.A. et au Benelux, une réduction de l'augmentation. Ces corrections monétaires ont comme conséquence une réduction des montants compensatoires (M.C.M.) qui sont appliqués sur les échanges pour limiter les effets des fluctuations de change et qui jouent comme subventions à l'importation et taxes à l'exportation.

Les taux d'augmentation des produits en unités de

compte proposés par la Commission sont les suivants : lait, entre 1,5 et 2 % ; viande bovine, entre 1 et 1,8 % ; blé tendre, panifiable, 3,10 % du prix de référence ; blé fourrager, 1,20 % ; mais, 1,56 % du prix indicatif ; sucre, 1,1 % du prix d'intervention ; vin, 2 % du prix d'orientation ; viande de porc, 3 % du prix de base ; fruits et légumes, 2 % du prix de base. Pour obtenir les taux de hausse en franc, il faut ajouter 1,92 %, représentant la dévaluation du « franc vert ».

Dans le cas du sucre, la Commission propose de réduire sensiblement les quantités qui bénéficieront de la garantie financière de la Communauté pour rétablir l'équilibre entre l'offre et la demande. Le quota B, soit la fraction de la production qui bénéficie d'une garantie financière réduite mais appréciable comparée aux cours mondiaux, serait ramené de 35 à 30 % du quota de base, dit quota A, qui est attribué à chacun des Etats membres. C'est sans doute l'un des éléments des propositions de Bruxelles qui sera le plus vivement critiqué par la France.

PHILIPPE LEMAIRE.

AFFAIRES

HITACHI RENONCE A CONSTRUIRE DES TELEVISEURS EN GRANDE-BRETAGNE

La société japonaise Hitachi a décidé le 7 décembre de renoncer à son projet d'installer une usine de construction de téléviseurs couleur en Grande-Bretagne. La décision a été prise avec soulagement par les syndicats et les constructeurs britanniques (le principal étant Thorn). Hitachi voulait produire quatre-vingt mille téléviseurs par an, destinés en partie à l'exportation. La société japonaise avait accepté d'utiliser 50 % de composants britanniques. Mais l'opposition avait été très vive, syndicale et constructive estimant que l'installation des Japonais entraînerait la suppression de cinq mille emplois. M. Williams, ministre de l'Industrie, a dit hier son dépit de voir un investissement potentiel s'éloigner. Quant à la firme japonaise, elle a affirmé ne pas avoir encore le projet de s'installer ailleurs en Europe.

LA SOCIÉTÉ SCHWARTZ-HAUTMONT A DÉPOSÉ SON BILAN

La société Schwartz-Hautmont (charpentes métalliques, génie civil, béton armé), qui connaît de graves difficultés depuis plusieurs années, vient de déposer son bilan. Un syndic, M. Hadjigeorgidis, a été chargé par le tribunal de commerce de veiller à la production et à la gestion de l'affaire. L'appel de la C.G.T., des salariés de l'entreprise (qui emploie deux mille trois cents personnes) ont manifesté mercredi 7 décembre, devant le siège de la société, à Rouilly-Malmaison, pour la sauvegarde de l'emploi.

Après deux années déficitaires, en 1975 et 1976, la société avait semblé se redresser en 1977, mais en 1978, le chiffre d'affaires consolidé de 860 millions de francs laissait apparaître une perte de 20 millions et des commandes très insuffisantes ; les constructions métalliques sont une branche particulièrement touchée par la crise (la société avait des commandes de plus, mais ne parvenait pas à se redresser, malgré des plans successifs) dans le secteur particulièrement vulnérable des travaux publics et de la construction.

En juin dernier, un plan de redressement était mis à l'étude. On put croire un moment que la société Rouilly-Malmaison reprendrait les activités de génie civil de la firme. Puis la société Balency-Briard (du groupe Saint-Gobain-Pont-A-Mousson) qui en octobre une option sur le capital qui est contrôlé à 90 % par M. Jean-Jacques et Jean-Michel Schwartz. Simultanément, les constructions métalliques de Provence (C.M.P.), par le biais d'un accord d'association technique, l'intégration aux deux filiales du groupe (Stratex et Coupe-Rugot). Aujourd'hui, la société Coupe-Rugot a déposé son bilan et C.M.P. continue à étudier le cas de Schwartz. De ce côté, il ne semble pas que Balency-Briard soit parvenu à renforcer suffisamment les commandes de commandes de Schwartz-Hautmont.

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 7 DÉCEMBRE

Durcissement de la grève

Une assemblée du personnel boursier s'est tenue, mercredi 7 décembre, dans l'enceinte du marché de Paris. Les leaders syndicaux ont dénoncé la décision prise par M. Yves Flornoy, syndic de la Compagnie des agents de change, de faire appliquer, dès ce jour, la procédure pénale prévue par l'avis en date du 11 février 1976, la considérant comme une atteinte au droit de grève. Cet avis, rappelons-le, prévoit que les charges spécialisées assumeront la cotation des valeurs françaises inscrites à la cote du terme, et ce, jusqu'à ce que le fonctionnement du marché soit redevenu normal.

En conséquence, les personnels des charges ont été invités à ne pas rejoindre leurs lieux de travail. Au cours de la même réunion, il a été convenu qu'une assemblée se tiendrait chaque jour de la semaine pour décider de la suite à donner à l'action revendicative engagée par les syndicats qui visent à obtenir une amélioration du pouvoir d'achat des employés.

A cet égard, M. Flornoy a affirmé, dans une lettre adressée à tous les membres de la Compagnie, que cette évocation de la procédure d'achat n'est pas justifiée a priori dans les limites autorisées. Il demande simplement que le temps soit laissé à la Compagnie d'apprécier l'impact des résultats de l'année qui s'achève pour que ne soit pas compromis le rétablissement acquis à grand peine.

En attendant, les professionnels redoutent que le durcissement du mouvement de grève ne porte une grave préjudice à plusieurs charges dont la situation est déjà précaire et qui risquent de ne pas pouvoir s'en relever.

L'activité a été à peu près normale sur le marché de l'or, où le « ingot » progressé de 165 F à 444 F, tandis que le napoleon perdait 2,40 F à 245,50 F. Le volume des transactions est passé de 6,63 millions à 9,10 millions de francs.

LONDRES

Calme

Toujours peu d'affaires ce jeudi matin sur le marché de Londres, où les industriels fluctuent dans d'étroites limites. Stabilité des fonds d'Etat et des mines d'or. Recul des pétroles, B.F. perdant 16 points.

UN NOVEMBRE MAISON 160 40 contre 160 30

VALEURS	CLÔTURE 7/12	COURS 8/12
Agrochim	550	549
British Petroleum	380	344
Caracul	114	114
De Beers	384	386
Imperial Chemical	370	368
Rio Tinto Zinc Corp.	181	182
Shell	548	542
Vickers	170	170
Wm. Laidlaw & Co.	34 3/4	34 3/4
West. Ind. Ind.	25 1/2	26 1/2
Western Ind.	18 1/2	18 1/2

(*) En dollars U.S., soit de 100 francs = 66,66 dollars

Taux du marché monétaire

Stax prime 93 1/2 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en yen) : 7/12 241 35 8/12 241 50

INDICES DE SOUSCRIPTION

VALEURS (Actions et parts) : 7/12 241 35 8/12 241 50

Société 27 2 p. 3 7 98

Société 28 1 p. 1 1 20

Société 29 1 p. 20 1 20

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, Base 100 = 31 déc. 1976.)

24 déc. 8 déc.

Valeurs françaises .. 90,1 91,2

Valeurs étrangères .. 90,1 91,2

DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 = 30 déc. 1961.)

Indice général 98,5

N.D.R. — Les seules cotations des valeurs françaises, pour la séance du mercredi 7 décembre, sont celles figurant dans la troisième colonne de la cote du terme.

NEW-YORK

Irregulier

Le mouvement de repli s'est considérablement ralenti mercredi à Wall Street. Les tendances sont néanmoins restées irrégulières, les valeurs traitées, 225 ont encore fléchi et 571 seulement ont monté, alors que l'indice des industriels s'inscrivait à 807,43 (+ 0,52).

L'activité s'est, elle aussi, ralentie, portant sur 21,05 millions de titres contre 23,77 millions la veille.

Après la baisse de ces derniers jours, une reprise technique aurait dû normalement se produire. Mais la perspective d'une forte hausse de l'indice des prix de gros pour novembre, dont la publication est attendue jeudi, a dissuadé nombre de vendeurs à découvert de procéder à des rachats de titres qu'ils escomptaient taire. La situation reste tendue du dollar à également freiné l'activité dans la mesure où, si elle venait à s'aggraver encore, un relèvement des taux d'intérêt deviendrait à peu près inévitable.

Après la baisse de ces derniers jours, une reprise technique aurait dû normalement se produire. Mais la perspective d'une forte hausse de l'indice des prix de gros pour novembre, dont la publication est attendue jeudi, a dissuadé nombre de vendeurs à découvert de procéder à des rachats de titres qu'ils escomptaient taire. La situation reste tendue du dollar à également freiné l'activité dans la mesure où, si elle venait à s'aggraver encore, un relèvement des taux d'intérêt deviendrait à peu près inévitable.

Après la baisse de ces derniers jours, une reprise technique aurait dû normalement se produire. Mais la perspective d'une forte hausse de l'indice des prix de gros pour novembre, dont la publication est attendue jeudi, a dissuadé nombre de vendeurs à découvert de procéder à des rachats de titres qu'ils escomptaient taire. La situation reste tendue du dollar à également freiné l'activité dans la mesure où, si elle venait à s'aggraver encore, un relèvement des taux d'intérêt deviendrait à peu près inévitable.

Après la baisse de ces derniers jours, une reprise technique aurait dû normalement se produire. Mais la perspective d'une forte hausse de l'indice des prix de gros pour novembre, dont la publication est attendue jeudi, a dissuadé nombre de vendeurs à découvert de procéder à des rachats de titres qu'ils escomptaient taire. La situation reste tendue du dollar à également freiné l'activité dans la mesure où, si elle venait à s'aggraver encore, un relèvement des taux d'intérêt deviendrait à peu près inévitable.

Après la baisse de ces derniers jours, une reprise technique aurait dû normalement se produire. Mais la perspective d'une forte hausse de l'indice des prix de gros pour novembre, dont la publication est attendue jeudi, a dissuadé nombre de vendeurs à découvert de procéder à des rachats de titres qu'ils escomptaient taire. La situation reste tendue du dollar à également freiné l'activité dans la mesure où, si elle venait à s'aggraver encore, un relèvement des taux d'intérêt deviendrait à peu près inévitable.

Après la baisse de ces derniers jours, une reprise technique aurait dû normalement se produire. Mais la perspective d'une forte hausse de l'indice des prix de gros pour novembre, dont la publication est attendue jeudi, a dissuadé nombre de vendeurs à découvert de procéder à des rachats de titres qu'ils escomptaient taire. La situation reste tendue du dollar à également freiné l'activité dans la mesure où, si elle venait à s'aggraver encore, un relèvement des taux d'intérêt deviendrait à peu près inévitable.

Après la baisse de ces derniers jours, une reprise technique aurait dû normalement se produire. Mais la perspective d'une forte hausse de l'indice des prix de gros pour novembre, dont la publication est attendue jeudi, a dissuadé nombre de vendeurs à découvert de procéder à des rachats de titres qu'ils escomptaient taire. La situation reste tendue du dollar à également freiné l'activité dans la mesure où, si elle venait à s'aggraver encore, un relèvement des taux d'intérêt deviendrait à peu près inévitable.

Après la baisse de ces derniers jours, une reprise technique aurait dû normalement se produire. Mais la perspective d'une forte hausse de l'indice des prix de gros pour novembre, dont la publication est attendue jeudi, a dissuadé nombre de vendeurs à découvert de procéder à des rachats de titres qu'ils escomptaient taire. La situation reste tendue du dollar à également freiné l'activité dans la mesure où, si elle venait à s'aggraver encore, un relèvement des taux d'intérêt deviendrait à peu près inévitable.

Après la baisse de ces derniers jours, une reprise technique aurait dû normalement se produire. Mais la perspective d'une forte hausse de l'indice des prix de gros pour novembre, dont la publication est attendue jeudi, a dissuadé nombre de vendeurs à découvert de procéder à des rachats de titres qu'ils escomptaient taire. La situation reste tendue du dollar à également freiné l'activité dans la mesure où, si elle venait à s'aggraver encore, un relèvement des taux d'intérêt deviendrait à peu près inévitable.

Après la baisse de ces derniers jours, une reprise technique aurait dû normalement se produire. Mais la perspective d'une forte hausse de l'indice des prix de gros pour novembre, dont la publication est attendue jeudi, a dissuadé nombre de vendeurs à découvert de procéder à des rachats de titres qu'ils escomptaient taire. La situation reste tendue du dollar à également freiné l'activité dans la mesure où, si elle venait à s'aggraver encore, un relèvement des taux d'intérêt deviendrait à peu près inévitable.

Après la baisse de ces derniers jours, une reprise technique aurait dû normalement se produire. Mais la perspective d'une forte hausse de l'indice des prix de gros pour novembre, dont la publication est attendue jeudi, a dissuadé nombre de vendeurs à découvert de procéder à des rachats de titres qu'ils escomptaient taire. La situation reste tendue du dollar à également freiné l'activité dans la mesure où, si elle venait à s'aggraver encore, un relèvement des taux d'intérêt deviendrait à peu près inévitable.

Après la baisse de ces derniers jours, une reprise technique aurait dû normalement se produire. Mais la perspective d'une forte hausse de l'indice des prix de gros pour novembre, dont la publication est attendue jeudi, a dissuadé nombre de vendeurs à découvert de procéder à des rachats de titres qu'ils escomptaient taire. La situation reste tendue du dollar à également freiné l'activité dans la mesure où, si elle venait à s'aggraver encore, un relèvement des taux d'intérêt deviendrait à peu près inévitable.

Après la baisse de ces derniers jours, une reprise technique aurait dû normalement se produire. Mais la perspective d'une forte hausse de l'indice des prix de gros pour novembre, dont la publication est attendue jeudi, a dissuadé nombre de vendeurs à découvert de procéder à des rachats de titres qu'ils escomptaient taire. La situation reste tendue du dollar à également freiné l'activité dans la mesure où, si elle venait à s'aggraver encore, un relèvement des taux d'intérêt deviendrait à peu près inévitable.

Après la baisse de ces derniers jours, une reprise technique aurait dû normalement se produire. Mais la perspective d'une forte hausse de l'indice des prix de gros pour novembre, dont la publication est attendue jeudi, a dissuadé nombre de vendeurs à découvert de procéder à des rachats de titres qu'ils escomptaient taire. La situation reste tendue du dollar à également freiné l'activité dans la mesure où, si elle venait à s'aggraver encore, un relèvement des taux d'intérêt deviendrait à peu près inévitable.

Après la baisse de ces derniers jours, une reprise technique aurait dû normalement se produire. Mais la perspective d'une forte hausse de l'indice des prix de gros pour novembre, dont la publication est attendue jeudi, a dissuadé nombre de vendeurs à découvert de procéder à des rachats de titres qu'ils escomptaient taire. La situation reste tendue du dollar à également freiné l'activité dans la mesure où, si elle venait à s'aggraver encore, un relèvement des taux d'intérêt deviendrait à peu près inévitable.

Après la baisse de ces derniers jours, une reprise technique aurait dû normalement se produire. Mais la perspective d'une forte hausse de l'indice des prix de gros pour novembre, dont la publication est attendue jeudi, a dissuadé nombre de vendeurs à découvert de procéder à des rachats de titres qu'ils escomptaient taire. La situation reste tendue du dollar à également freiné l'activité dans la mesure où, si elle venait à s'aggraver encore, un relèvement des taux d'intérêt deviendrait à peu près inévitable.

Après la baisse de ces derniers jours, une reprise technique aurait dû normalement se produire. Mais la perspective d'une forte hausse de l'indice des prix de gros pour novembre, dont la publication est attendue jeudi, a dissuadé nombre de vendeurs à découvert de procéder à des rachats de titres qu'ils escomptaient taire. La situation reste tendue du dollar à également freiné l'activité dans la mesure où, si elle venait à s'aggraver encore, un relèvement des taux d'intérêt deviendrait à peu près inévitable.

Après la baisse de ces derniers jours, une reprise technique aurait dû normalement se produire. Mais la perspective d'une forte hausse de l'indice des prix de gros pour novembre, dont la publication est attendue jeudi, a dissuadé nombre de vendeurs à découvert de procéder à des rachats de titres qu'ils escomptaient taire. La situation reste tendue du dollar à également freiné l'activité dans la mesure où, si elle venait à s'aggraver encore, un relèvement des taux d'intérêt deviendrait à peu près inévitable.

Après la baisse de ces derniers jours, une reprise technique aurait dû normalement se produire. Mais la perspective d'une forte hausse de l'indice des prix de gros pour novembre, dont la publication est attendue jeudi, a dissuadé nombre de vendeurs à découvert de procéder à des rachats de titres qu'ils escomptaient taire. La situation reste tendue du dollar à également freiné l'activité dans la mesure où, si elle venait à s'aggraver encore, un relèvement des taux d'intérêt deviendrait à peu près inévitable.

Après la baisse de ces derniers jours, une reprise technique aurait dû normalement se produire. Mais la perspective d'une forte hausse de l'indice des prix de gros pour novembre, dont la publication est attendue jeudi, a dissuadé nombre de vendeurs à découvert de procéder à des rachats de titres qu'ils escomptaient taire. La situation reste tendue du dollar à également freiné l'activité dans la mesure où, si elle venait à s'aggraver encore, un relèvement des taux d'intérêt deviendrait à peu près inévitable.

Après la baisse de ces derniers jours, une reprise technique aurait dû normalement se produire. Mais la perspective d'une forte hausse de l'indice des prix de gros pour novembre, dont la publication est attendue jeudi, a dissuadé nombre de vendeurs à découvert de procéder à des rachats de titres qu'ils escomptaient taire. La situation reste tendue du dollar à également freiné l'activité dans la mesure où, si elle venait à s'aggraver encore, un relèvement des taux d'intérêt deviendrait à peu près inévitable.

Après la baisse de ces derniers jours, une reprise technique aurait dû normalement se produire. Mais la perspective d'une forte hausse de l'indice des prix de gros pour novembre, dont la publication est attendue jeudi, a dissuadé nombre de vendeurs à découvert de procéder à des rachats de titres qu'ils escomptaient taire. La situation reste tendue du dollar à également freiné l'activité dans la mesure où, si elle venait à s'aggraver encore, un relèvement des taux d'intérêt deviendrait à peu près inévitable.

Après la baisse de ces derniers jours, une reprise technique aurait dû normalement se produire. Mais la perspective d'une forte hausse de l'indice des prix de gros pour novembre, dont la publication est attendue jeudi, a dissuadé nombre de vendeurs à découvert de procéder à des rachats de titres qu'ils escomptaient taire. La situation reste tendue du dollar à également freiné l'activité dans la mesure où, si elle venait à s'aggraver encore, un relèvement des taux d'intérêt deviendrait à peu près inévitable.

Après la baisse de ces derniers jours, une reprise technique aurait dû normalement se produire. Mais la perspective d'une forte hausse de l'indice des prix de gros pour novembre, dont la publication est attendue jeudi, a dissuadé nombre de vendeurs à découvert de procéder à des rachats de titres qu'ils escomptaient taire. La situation reste tendue du dollar à également freiné l'activité dans la mesure où, si elle venait à s'aggraver encore, un relèvement des taux d'intérêt deviendrait à peu près inévitable.

Après la baisse de ces derniers jours, une reprise technique aurait dû normalement se produire. Mais la perspective d'une forte hausse de l'indice des prix de gros pour novembre, dont la publication est attendue jeudi, a dissuadé nombre de vendeurs à découvert de procéder à des rachats de titres qu'ils escomptaient taire. La situation reste tendue du dollar à également freiné l'activité dans la mesure où, si elle venait à s'aggraver encore, un relèvement des taux d'intérêt deviendrait à peu près inévitable.

Après la baisse de ces derniers jours, une reprise technique aurait dû normalement se produire. Mais la perspective d'une forte hausse de l'indice des prix de gros pour novembre, dont la publication est attendue jeudi, a dissuadé nombre de vendeurs à découvert de procéder à des rachats de titres qu'ils escomptaient taire. La situation reste tendue du dollar à également freiné l'activité dans la mesure où, si elle venait à s'aggraver encore, un relèvement des taux d'intérêt deviendrait à peu près inévitable.

Après la baisse de ces derniers jours, une reprise technique aurait dû normalement se produire. Mais la perspective d'une forte hausse de l'indice des prix de gros pour novembre, dont la publication est attendue jeudi, a dissuadé nombre de vendeurs à découvert de procéder à des rachats de titres qu'ils escomptaient taire. La situation reste tendue du dollar à également freiné l'activité dans la mesure où, si elle venait à s'aggraver encore, un relèvement des taux d'intérêt deviendrait à peu près inévitable.

Après la baisse de ces derniers jours, une reprise technique aurait dû normalement se produire. Mais la perspective d'une forte hausse de l'indice des prix de gros pour novembre, dont la publication est attendue jeudi, a dissuadé nombre de vendeurs à découvert de procéder à des rachats de titres qu'ils escomptaient taire. La situation reste tendue du dollar à également freiné l'activité dans la mesure où, si elle venait à s'aggraver encore, un relèvement des taux d'intérêt deviendrait à peu près inévitable.

Après la baisse de ces derniers jours, une reprise technique aurait dû normalement se produire. Mais la perspective d'une forte hausse de l'indice des prix de gros pour novembre, dont la publication est attendue jeudi, a dissuadé nombre de vendeurs à découvert de procéder à des rachats de titres qu'ils escomptaient taire. La situation reste tendue du dollar à également freiné l'activité dans la mesure où, si elle venait à s'aggraver encore, un relèvement des taux d'intérêt deviendrait à peu près inévitable.

Après la baisse de ces derniers jours, une reprise technique aurait dû normalement se produire. Mais la perspective d'une forte hausse de l'indice des prix de gros pour novembre, dont la publication est attendue jeudi, a dissuadé nombre de vendeurs à découvert de procéder à des rachats de titres qu'ils escomptaient taire. La situation reste tendue du dollar à également freiné l'activité dans la mesure où, si elle venait à s'aggraver encore, un relèvement des taux d'intérêt deviendrait à peu près inévitable.

Après la baisse de ces derniers jours, une reprise technique aurait dû normalement se produire. Mais la perspective d'une forte hausse de l'indice des prix de gros pour novembre, dont la publication est attendue jeudi, a dissuadé nombre de vendeurs à découvert de procéder à des rachats de titres qu'ils escomptaient taire. La situation reste tendue du dollar à également freiné l'activité dans la mesure où, si elle venait à s'aggraver encore, un relèvement des taux d'intérêt deviendrait à peu près inévitable.

Après la baisse de ces derniers jours, une reprise technique aurait dû normalement se produire. Mais la perspective d'une forte hausse de l'indice des prix de gros pour novembre, dont la publication est attendue jeudi, a dissuadé nombre de vendeurs à découvert de procéder à des rachats de titres qu'ils escomptaient taire. La situation reste tendue du dollar à également freiné l'activité dans la mesure où, si elle venait à s'aggraver encore, un relèvement des taux d'intérêt deviendrait à peu près inévitable.

Après la baisse de ces derniers jours, une reprise technique aurait dû normalement se produire. Mais la perspective d'une forte hausse de l'indice des prix de gros pour novembre, dont la publication est attendue jeudi, a dissuadé nombre de vendeurs à découvert de procéder à des rachats de titres qu'ils escomptaient taire. La situation reste tendue du dollar à également freiné l'activité dans la mesure où, si elle venait à s'aggraver encore, un relèvement des taux d'intérêt deviendrait à peu près inévitable.

Après la baisse de ces derniers jours, une reprise technique aurait dû normalement se produire. Mais la perspective d'une forte hausse de l'indice des prix de gros pour novembre, dont la publication est attendue jeudi, a dissuadé nombre de vendeurs à découvert de procéder à des rachats de titres qu'ils escomptaient taire. La situation reste tendue du dollar à également freiné l'activité dans la mesure où, si elle venait à s'aggraver encore, un relèvement des taux d'intérêt deviendrait à peu près inévitable.

Après la baisse de ces derniers jours, une reprise technique aurait dû normalement se produire. Mais la perspective d'une forte hausse de l'indice des prix de gros pour novembre, dont la publication est attendue jeudi, a dissuadé nombre de vendeurs à découvert de procéder à des rachats de titres qu'ils escomptaient taire. La situation reste tendue du dollar à également freiné l'activité dans la mesure où, si elle venait à s'aggraver encore, un relèvement des taux d'intérêt deviendrait à peu près inévitable.

Après la baisse de ces derniers jours, une reprise technique aurait dû normalement se produire. Mais la perspective d'une forte hausse de l'indice des prix de gros pour novembre, dont la publication est attendue jeudi, a dissuadé nombre de vendeurs à découvert de procéder à des rachats de titres qu'ils escomptaient taire. La situation reste tendue du dollar à également freiné l'activité dans la mesure où, si elle venait à s'aggraver encore, un relèvement des taux d'intérêt deviendrait à peu près inévitable.

Après la baisse de ces derniers jours, une reprise technique aurait dû normalement se produire. Mais la perspective d'une forte hausse de l'indice des prix de gros pour novembre, dont la publication est attendue jeudi, a dissuadé nombre de vendeurs à découvert de procéder à des rachats de titres qu'ils escomptaient taire. La situation reste tendue du dollar à également freiné l'activité dans la mesure où, si elle venait à s'aggraver encore, un relèvement des taux d'intérêt deviendrait à peu près inévitable.

Après la baisse de ces derniers jours, une reprise technique aurait dû normalement se produire. Mais la perspective d'une forte hausse de l'indice des prix de gros pour novembre, dont la publication est attendue jeudi, a dissuadé nombre de vendeurs à découvert de procéder à des rachats de titres qu'ils escomptaient taire. La situation reste tendue du dollar à également freiné l'activité dans la mesure où, si elle venait à s'aggraver encore, un relèvement des taux d'intérêt deviendrait à peu près inévitable.

Après la baisse de ces derniers jours, une reprise technique aurait dû normalement se produire. Mais la perspective d'une forte hausse de l'indice des prix de gros pour novembre, dont la publication est attendue jeudi, a dissuadé nombre de vendeurs à découvert de procéder à des rachats de titres qu'ils escomptaient taire. La situation reste tendue du dollar à également freiné l'activité dans la mesure où, si elle venait à s'aggraver encore, un relèvement des taux d'intérêt deviendrait à peu près inévitable.

Après la baisse de ces derniers jours, une reprise technique aurait dû normalement se produire. Mais la perspective d'une forte hausse de l'indice des prix de gros pour novembre, dont la publication est attendue jeudi, a dissuadé nombre de vendeurs à découvert de procéder à des rachats de titres qu'ils escomptaient taire. La situation reste tendue du dollar à également freiné l'activité dans la mesure où, si elle venait à s'aggraver encore, un relèvement des taux d'intérêt deviendrait à peu près inévitable.

Après la baisse de ces derniers jours, une reprise technique aurait dû normalement se produire. Mais la perspective d'une forte hausse de l'indice des prix de gros pour novembre, dont la publication est attendue jeudi, a dissuadé nombre de vendeurs à découvert de procéder à des rachats de titres qu'ils escomptaient taire. La situation reste tendue du dollar à également freiné l'activité dans la mesure où, si elle venait à s'aggraver encore, un relèvement des taux d'intérêt deviendrait à peu près inévitable.

Après la baisse de ces derniers jours, une reprise technique aurait dû normalement se produire. Mais la perspective d'une forte hausse de l'indice des prix de gros pour novembre, dont la publication est attendue jeudi, a dissuadé nombre de vendeurs à découvert de procéder à des rachats de titres qu'ils escomptaient taire. La situation reste tendue du dollar à également freiné l'activité dans la mesure où, si elle venait à s'aggraver encore, un relèvement des taux d'intérêt deviendrait à peu près inévitable.

Après la baisse de ces derniers jours, une reprise technique aurait dû normalement se produire. Mais la perspective d'une forte hausse de l'indice des prix de gros pour novembre, dont la publication est attendue jeudi, a dissuadé nombre de vendeurs à découvert de procéder à des rachats de titres qu'ils escomptaient taire. La situation reste tendue du dollar à également freiné l'activité dans la mesure où, si elle venait à s'aggraver encore, un relèvement des taux d'intérêt deviendrait à peu près inévitable.

Après la baisse de ces derniers jours, une reprise technique aurait dû normalement se produire. Mais la perspective d'une forte hausse de l'indice des prix de gros pour novembre, dont la publication est attendue jeudi, a dissuadé nombre de vendeurs à découvert de procéder à des rachats de titres qu'ils escomptaient taire. La situation reste tendue du dollar à également freiné l'activité dans la mesure où, si elle venait à s'aggraver encore, un relèvement des taux d'intérêt deviendrait à peu près inévitable.

Après la baisse de ces derniers jours, une reprise technique aurait dû normalement se produire. Mais la perspective d'une forte hausse de l'indice des prix de gros pour novembre, dont la publication est attendue jeudi, a dissuadé nombre de vendeurs à découvert de procéder à des rachats de titres qu'ils escomptaient taire. La situation reste tendue du dollar à également freiné l'activité dans la mesure où, si elle venait à s'aggraver encore, un relèvement des taux d'intérêt deviendrait à peu près inévitable.

Après la baisse de ces derniers jours, une reprise technique aurait dû normalement se produire. Mais la perspective d'une forte hausse de l'indice des prix de gros pour novembre, dont la publication est attendue jeudi, a dissuadé nombre de vendeurs à découvert de procéder à des rachats de titres qu'ils escomptaient taire. La situation reste tendue du dollar à également freiné l'activité dans la mesure où, si elle venait à s'aggraver encore, un relèvement des taux d'intérêt deviendrait à peu près inévitable.

Après la baisse de ces derniers jours, une reprise technique aurait dû normalement se produire. Mais la perspective d'une forte hausse de l'indice des prix de gros pour novembre, dont la publication est attendue jeudi, a dissuadé nombre de vendeurs à découvert de procéder à des rachats de titres qu'ils escomptaient taire. La situation reste tendue du dollar à également freiné l'activité dans la mesure où, si elle venait à s'aggraver encore, un relèvement des taux d'intérêt deviendrait à peu près inévitable.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. **1965**
FEMMES : « La joie de vivre le mi-temps », par Lucien Jean Brachet ; « Notre place est au foyer », par Valérie Luthi ; « La sève des anges du ténor », par Pierrette Rouvillois.
3. **ÉTRANGER**
LA CHUTE DU GOUVERNEMENT SOVIÉTIQUE AU PORTUGAL : Tribune internationale : « Reprendre le projet socialiste initial », par Antonio Lopes Cardoso.
- 4-5. **EUROPE**
LA CONTESTATION DANS LES PAYS DE L'EST : trois lettres de M. Brejnev.
6. **PROCHE-ORIENT**
- 6-7. **AFRIQUE**
Le conflit du Sahara occidental.
8. **DIPLOMATIE**
- 8 à 12. **POLITIQUE**
M. Chirac repart à l'Élysée.
13. **DÉFENSE**
« Pour une défense populaire » (H), par Jean Mercier.
15. **SOCIÉTÉ**
16. **JUSTICE**
18. **SPORTS**

LE MONDE DES LIVRES
Pages 19 à 21

LA PROBLÉMATIQUE de Bertrand Poirot-Delpech : Vite avant la nuit.

ROMANS : John Le Carré, un Anglais très romantique.

POÉSIE : La violence, le discret, le déshéant Blanchard.

SCIENCE HUMAINE : Un ethnologue peu ordinaire, Georges Baklanov.

HISTOIRE : Henri Amouroux et le pétalement.

LITTÉRATURE ENFANTINE : Michel Tournier et les contes pour enfants.

- 32 à 35. **ARTS ET SPECTACLES**
— MUSIQUE : une création au Festival de Lille : Diva, de Pierre Henry.
40. **RÉGIONS**
- 41 à 43. **R.E.R.**
— Le métro de la nouvelle génération.
- 44 à 47. **ÉCONOMIE**
— La visite en France, du ministre chinois du Commerce extérieur.
— Les grèves dans le secteur public.

LIRE ÉGAIEMENT
RADIO-TELEVISION (32)
Annonces classées (36 à 38) : Aujourd'hui (18) : Bulletin d'enseignement (18) : Carrières (30) : Lettre nationale. Lettre (33) : Méthodologie (18) : Mots croisés (18) : Bouche (47).

DAIM style
spécialiste créateur du vêtement de peau H.F. et Ent. prêt à porter, à vos mesures ou selon votre croquis
réparation transform. nettoyage
8, pl. des Victoires - Paris - 75001-95-15

STRER
64, rue de Rennes
PARIS 6

La
MODE D'ÉTÉ
dès maintenant
pour
celles qui partent
au soleil

A B C D E F G

SOIXANTE MILLE VOYAGEURS À L'HEURE

M. Valéry Giscard d'Estaing a inauguré le nouveau « métro express régional » parisien

Plusieurs centaines d'invités ont assisté, ce jeudi 8 décembre, à l'inauguration, par le président de la République, du nouveau réseau express régional.

Arrivé à 10 h. 30 à la station Auber, M. Giscard d'Estaing a été accueilli par M. Fernand Icart, ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire, et M. Marcel Cavallé, secrétaire d'État aux transports, ainsi que par les responsables de la R.A.T.P., MM. Roger Bélin et Marcel Deschamps, respectivement président et directeur général. Le président de la République, accompagné par MM. Alain Poirer, président du Sénat, Christian Bonnet, ministre de l'intérieur, Jacques Chirac, maire de Paris ; Lucien Lanier, préfet de la Seine-Saint-Denis, et Michel Giraud, président du conseil régional, a pris place dans le train inaugural qui, avec deux arrêts aux stations Gare-de-Lyon et Vincennes, l'a conduit à Noisy-le-Grand, en Seine-Saint-Denis. Après avoir visité les installations de la nouvelle station de Noisy, M. Giscard d'Estaing est reparti pour la nouvelle station : Châtelet-Les Halles.

Prévoyant la parole après MM. Roger Bélin et Michel Giraud, le président de la République a notamment déclaré :

« Avec son réseau qui se qualifie de métro express régional, Paris devient la première capitale du monde à disposer d'un système de transport d'une capacité aussi élevée : soixante mille voyageurs à l'heure et par sens. La station Châtelet-Les Halles, avec ses 320 mètres de long et ses 80 mètres de large, est la plus grande station de métro du monde. »

M. Giscard d'Estaing a ajouté :

« La loi du 6 mai 1976, qui a créé la région Ile-de-France, a confié à la région une mission générale de conduite de la politique des transports en région Ile-de-France. Il convient d'en tirer les conséquences, mais progressivement. De nouvelles modalités de coopération entre l'Ile-de-France et la région Ile-de-France vont être étudiées avec tout le soin nécessaire. »

La R.A.T.P. organise, les samedi 10 et dimanche 11 décembre, deux journées portes ouvertes au cours desquelles les habitants de la région parisienne pourront visiter gratuitement sur l'ensemble du R.E.R. Dans presque toutes les stations sont organisés des concerts, des expositions, des expositions qui prolongeront « dans la tête » cette inauguration. Les mots d'ordre de grève, lancés par les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. de la R.A.T.P. pour les 8 et 9 décembre, ne paraissent pas devoir perturber gravement le trafic.

Plusieurs organisations syndicales ou politiques ont commenté l'ouverture de ce « nouveau métro ».

Le groupe socialiste du Conseil de Paris déclare ainsi : « Le R.E.R. répond à des besoins, et nous ne pensons à rien son intérêt, mais de nombreuses zones de banlieue à forte concentration populaire ne sont pas desservies par le métro. » Des manifestations d'information sont prévues dans les gares parisiennes. Commentaire comparable des unions régionales parisiennes de la C.G.T., de la C.F.D.T. et de la F.E.N. : « La jonction des lignes du R.E.R. va apporter une nette amélioration des conditions de transport des travailleurs, mais des lacunes demeurent pour qu'une réelle priorité soit accordée pour les transports en commun. » Pour sa part, la Fédération des usagers des transports (F.U.T.) déclare, sur la voie de son président, M. Jean-Claude Delmas : « Si l'on inclut l'ensemble des lignes S.N.C.F. concurrencées par l'interconnexion, le R.E.R. est entièrement centralisé. Tout passe par le cœur de Paris. Or, selon les prévisions mêmes de l'administration, ce sont les déplacements de banlieue à banlieue qui doivent se développer dans les années à venir. » (Lire notre supplément, pages 41 à 43.)

« LE PREMIER MINISTRE NE PEUT PAS CONDUIRE LA MAJORITÉ AUX ÉLECTIONS »

déclare M. Michel Debré

M. Michel Debré a déclaré jeudi matin 8 décembre à France-Inter : « Dans les circonstances actuelles, le leader naturel de la majorité ne peut pas être le premier ministre. » « Je ne crois pas, à-t-il ajouté, que le premier ministre puisse conduire la majorité aux élections. Les formations de la majorité doivent s'unir autour d'une volonté et en se situant par rapport à l'opposition. »

Suggérant néanmoins une trop longue période de campagne électorale, l'ancien premier ministre a indiqué :

« Je serais actuellement aux affaires, je demanderais à la majorité du Parlement de décider si la veille de Noël son mandat doit raccourcir de deux mois pour que les élections aient lieu à la fin du mois de janvier. La période électorale est, par la force des choses, les décisions s'accroissent et où de nombreuses promesses sont faites serait ainsi plus courtes. »

« La durée du mandat des présidents des sociétés de radio et de télévision est bien trop courte », a dit M. Dominique Pado, sénateur centriste de Paris, nouveau président de la délégation parlementaire pour la radio et la télévision, dans une déclaration rendue publique mercredi 7 décembre. Considérant que « l'apport de M. Jaurès, même déformé, a été incontestable », M. Dominique Pado a également exprimé le vœu que « M. Maurice Utriaux apporte autant d'énergie à remettre de l'ordre à Antenne 2 qu'à sauvegarder l'indépendance originale ».

LÉGER REDRESSEMENT DU DOLLAR

Le redressement du dollar sur les marchés des changes, amorcé mercredi après sa chute des deux premiers jours de la semaine, s'est confirmé jeudi. À Francfort, le cours de la monnaie américaine est remonté à 2,175 DM contre 2,165 DM la veille et 2,150 DM au plus bas mardi à Zurich. Il s'est maintenu à 2,175 francs suisses contre 2,170 et 2,165 francs précédemment.

Ce redressement est attribué moins aux délégués rassemblés au ministère des Finances ouest-allemand, M. Apel, qu'aux interventions des banques centrales et aux rachats des vendeurs à découvert.

À Bruxelles, le franc belge a repris une nette remontée, le premier ministre, M. Tindemans, ayant déclaré mercredi que son gouvernement utilisait massivement les réserves en devises de la Belgique pour défendre la monnaie, comme il l'avait fait avec succès en 1976.

D'importantes canibales estiment que la baisse du dollar a été trop rapide et trop forte, l'exode même de sa chute appelant une correction, sans que les problèmes de fond — c'est-à-dire le déficit de la balance commerciale américaine — soit réglés.

À Paris, le franc s'est également redressé par rapport aux monnaies fortes, le cours du deutschemark revenant de 2,250 à 2,240 F, après avoir touché 2,230 F précédemment. Conséquence de la baisse de notre monnaie depuis quelques jours, les montants compensatoires appliqués dans les échanges agricoles de la C.E.E. passeront de 15,5 à 16,5 %. Ils avaient déjà été majorés le 21 novembre dernier (15,5 contre 14,5 %).

En conseil interministériel

Les secteurs de l'armurerie, de l'horlogerie et de la production porcine sont passés en revue à l'Hôtel Matignon

M. Raymond Barre a présidé, ce 8 décembre, un conseil interministériel qui devait examiner la situation de plusieurs secteurs industriels.

● PRODUCTION PORCINE

C'est une des curiosités de l'agriculture nationale, ex-dépendance exportatrice mondiale de porc en France : elle produit moins de porc que les Français n'en consomment. Déficit très lourd : 340 000 tonnes de viande, soit plus de 2,5 milliards de francs en devises. La situation est inchangée depuis dix ans, en dépit d'un premier plan de relance en 1969.

Les raisons ? Grande productrice de céréales, la France a vendu ses grains en Belgique, aux Pays-Bas et en Allemagne, qui les ont « transformés » en viande de porc. Dans la même mesure, les cochons de « basse-cour » français ont moins bien résisté aux phases dépressives du fameux « cycle du porc » que ceux des élevages industriels des pays du Nord dont la compétitivité a été renforcée par la revalorisation des monnaies nationales. Bref, la production artisanale française s'est étouffée peu à peu, laissant une large part aux importations belges, néerlandaises, allemandes, et même chinoises. Seule la Bretagne (40 % de la production) et dans une moindre mesure le Nord (9 %), l'Aquitaine (7 %) et les Pyrénées (7 %) ont tiré leur épingle du jeu.

En août 1977, M. Pierre Méhaignerie a demandé à M. André Bord, directeur du F.O.R.M.A. (Fonds d'orientation et de régulation des marchés agricoles) d'élaborer un plan de relance. Présenté le 17 novembre dernier au Conseil supérieur d'orientation des productions agricoles, ce projet doit être examiné ce jour 8 décembre au conseil interministériel à l'Hôtel Matignon, et rendu public le lendemain par M. Méhaignerie, ministre de l'Agriculture, en cours d'un voyage en Bretagne. Il s'articule autour de quatre idées : faciliter les investissements en généralisant notamment les prêts à quinze ans avec dégrèvements de remboursement de deux ans pour favoriser l'installation de jeunes ; améliorer l'état sanitaire du porc, qui s'est profondément dégradé ces quinze dernières années (maladie d'Aujeszky et

gastro-entérite infectieuse), par des plans de prophylaxie départementale ; intensifier la formation technique des éleveurs ; simplifier les formalités administratives, car les dossiers doivent schématiquement passer par dix services départementaux différents. Ce plan adopté, il restera encore à surmonter un obstacle majeur : l'odeur que dégage les installations.

● ARMURERIE

La situation de cette industrie qui comprend les armes de chasse ainsi que les armes de tir et de défense (dont le calibre est inférieur à 7,62 mm) est délicate. Dans le secteur des armes de chasse les importations représentent 40 % environ du marché national et la situation tend à se dégrader. L'effet de taille et de série joue à plein. Le volume de la production des constructeurs français, dont les plus importants sont Manufacture et Verney-Cleron, ne saurait se comparer à celui de leurs concurrents européens (Beretta, Herstal) et encore moins à celle des américains (Winchester). Ce dernier, par exemple, produit deux cent cinquante mille armes d'un même modèle alors qu'en France le chiffre n'excède pas huit à dix mille unités ! En l'apparition dans le domaine des armes aussi de marques japonaises (Mikro ou S.K.B. par exemple) n'est pas faite pour arranger les choses.

La situation des armes de poing n'est pas moins préoccupante puisque dans ce secteur les fabricants étrangers contrôlent 70 % du marché national. Pour remédier à cet état de fait, le ministre de l'Industrie a décidé d'appuyer son appel à la constitution d'un G.I.E. (groupe d'intérêt économique), sera demandé aux entreprises acceptant de participer à ce montage de définir une politique commune de recherche et de développement ; de mettre au point des produits nouveaux composés de la plus grande variété possible d'organes communs ; réaliser des investissements productifs ; enfin, de lancer des actions commerciales à l'étranger.

● HORLOGERIE

Une restructuration de l'horlogerie sera opérée, à partir du 1^{er} février 1978, autour de pôles de taille suffisante, qui se conduisent sous l'égide de la Société de développement de l'horlogerie (S.D.H. de l'Ile de France), dont les intervenants s'efforceront par le biais prises de participations majoritaires. Les statuts de la S.D.H. seront modifiés à cet effet. La S.D.H. devra également en coordination avec l'IMI et la S.D. Centre-Est, actionnaire de France Horlogerie et de Yema, se doter de moyens en personnel adéquats à l'accomplissement de sa mission.

2000 cadeaux magiques/discount/Duriez

Calculateur : 155 modèles de 53 F. à 5,200 F. ; les plus récents, les plus sophistiqués, les plus précis. Pour calculer, les plus puissants, les plus rapides, les plus précis. Pour calculer, les plus puissants, les plus rapides, les plus précis. Pour calculer, les plus puissants, les plus rapides, les plus précis.

UNE PRÉCIEUSE AMITIÉ

pour offrir un peu de cette précieuse lumière

JACQUES TOUR
VOTRE AMI JOAILLER
9 BD DES CAPUCINES PLACE DE L'OPÉRA - 073.45.13

« Le fourreur le plus jeune de la rue Saint-Honoré »

ALEXANDRE
FOURRURES 376, rue St Honoré Paris (1^{re})

L'ÉTÉ PASSE L'HIVER AU BYBLOS
phone : (94) 97.00.04 / télex : 470.235 à S^t TROPEZ

hamm a le privilège de vendre
C. BECHSTEIN
Un piano prestigieux encore fabriqué artisanalement.
hamm 135-139, r. de Rennes, 75006 Paris - Tél. : 544.38.66
Près gare Montparnasse - Parking à proximité

Quand je vois un client hésiter entre 300 alliances diamants, à ce moment là seulement, je suis content de mon choix.

MP Paris 8, place de la Madeleine 138, rue La Fayette 86, rue de Rivoli
GRATUIT CATALOGUE COULEUR Tél. : 260.31.44

DECORATION
TISSUS D'AMEUBLEMENT IMPRIMÉS
Toiles de lin, de coton. Satins et chintz imprimés. Motifs de style, floraux, cachemires, géométriques, contemporains, etc. Importations directes de tissus américains, anglais, suédois et italiens, une multitude de dessins et de coloris originaux.
les prix : de 12 F à 87 F le mètre (tous nos tissus sont en stock)
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Le Directeur
hervé
« CREDIT DIAMANT » 6 MOIS sans frais après acceptation du dossier et comptant légal

مكتبة من الأصل